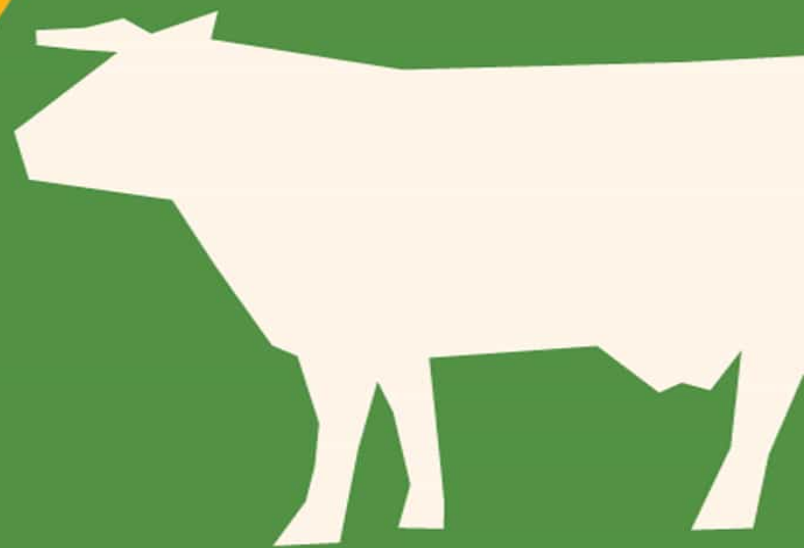


Blaise Hofmann

Faire paysan



ZOE

Blaise Hofmann
Faire paysan



ZOE

OceanofPDF.com

FAIRE PAYSAN

[OceanofPDF.com](https://oceanofpdf.com)

DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS ZOÉ

Estive, roman, 2007

(Prix Nicolas Bouvier), Zoé Poche, 2011

L'Assoiffée, roman, 2009

Marquises, récit de voyage, 2014

Capucine, roman biographique, 2015

La Fête, récit, 2019

Deux petites maîtresses zen, récit de voyage, 2021

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

Billet aller simple, L'Aire, récit de voyage, 2006

Notre mer, L'Aire, récit de voyage, 2009

Monde animal, d'autre part, récit, 2016

Les Mystères de l'eau, La Joie de Lire, livre jeunesse, 2018

Jour de Fête, La Joie de Lire, livre jeunesse, 2019

Fête des Vignerons 2019, Les poèmes, co-édition Zoé-Campiche, 2019

Courir après la pluie, Actes Sud, poèmes

(photographies de Magali Koenig), 2022

OceanofPDF.com

BLAISE HOFMANN

FAIRE PAYSAN

ZOE

OceanofPDF.com

© Éditions Zoé, 46 chemin de la Mousse

CH-1225 Chêne-Bourg, Genève, 2023

www.editionszoe.ch

Maquette de couverture : Notter + Vigne

ISBN 978-2-88907-190-6

ISBN EPUB: 978-2-88907-191-3

ISBN PDFWEB: 978-2-88907-192-0

*Les Éditions Zoé bénéficient du soutien
de la République et Canton de Genève,
et de l'Office fédéral de la culture.*

OceanofPDF.com

*À mes grands-parents de Villars-sous-Yens,
À mes grands-parents de Vulliens,
À leurs enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants.*

Aux paysannes et paysans à venir.

[*OceanofPDF.com*](https://oceanofpdf.com)

Quand l'herbe ne se transforme plus en lait

De son vivant, si on le lui avait dit, au grand-père Hofmann, que ça allait disparaître, qu'on en ferait une place de parking, il aurait esquissé un petit rictus malicieux, celui qui signifiait : cause toujours.

Il trônait devant la ferme sur son piédestal de béton, juste en face de la porte à double battant de l'étable. À la fin de l'hiver, il allait jusqu'à deux mètres de haut et faisait la fierté du grand-père. Un véritable fumier «à la bernoise», avec quatre faces bien droites, régulières, irréprochables.

Je les revois, tour à tour, matin et soir, mon oncle Hans, mon père, ou l'apprenti, ou Carlos, ou Manuel, sortir de l'étable en poussant leur brouette. Crispés, concentrés, ils visaient la rampe, une planche solide mais étroite, puis renversaient le contenu, répartissaient avec une fourche à quatre pointes ce mélange de paille et de bouse. On s'applique d'abord à bien faire les coins, puis les bords du fumier, on piétine avec les grosses bottes de caoutchouc pour ralentir la fermentation. À la surface, on ne peut pas empêcher l'azote de s'échapper, mais à l'intérieur, on élimine l'air pour que les microbes fassent leur travail, fabriquent le précieux humus ; c'est pour cela qu'il fait chaud dans un fumier, pour cela qu'en hiver, on les voit fumer.

Les voitures ralentissaient à sa hauteur, avant la priorité de droite du carrefour, se garaient parfois à proximité pour faire des courses à la petite épicerie, dans le bâtiment de la Société de laiterie de Villars-sous-Yens. Certains clients se pinçaient le nez, ignorant la noblesse de l'édifice, le

cycle abouti de l'herbe verte : une ode aux pâturages transformés, grâce à des ruminants domestiqués par nos aïeux il y a 10 000 ans, en excréments, en urine. Le cycle aussi des champs de blé : ces grands rectangles jaunes qui agrémentent nos paysages, devenus paille sèche, litière absorbante. Et ce mélange changé en fumure, concentré de vie, énergie, nutriment, matière active qui s'en retournera à la terre pour offrir de la bonne herbe, du bon blé, du vert et du jaune, de la viande et du lait.

Les clients de l'épicerie n'avaient pas le loisir de le contempler, d'observer comment c'était fait, comment c'était bien fait, de comprendre pourquoi on le faisait, de féliciter l'artisan, le paysan, celui qui, au contraire du passant, s'asseyait parfois sur le banc de bois, près de la porte de la grange, pour admirer le travail, parce que lui savait qu'un bon fumier était le meilleur moyen de réveiller un sol fatigué, de guérir une terre sèche et rebelle.

Dans les campagnes, la dot était jadis estimée à l'importance du tas de fumier devant la ferme des parents.

Le lisier était l'or noir des étables.

Le fumier, le levain de la terre.

Lorsque mon grand-père apprenait le métier dans le domaine familial de son Belpberg natal, avant qu'ils ne viennent vivre en Suisse romande, on n'avait jamais plus de bétail qu'on avait de champs à fumer et de prés à pâturer. On n'importait pas de fourrage, on n'utilisait pas d'engrais chimique. On agissait ainsi sans parler de durabilité, d'écoresponsabilité, d'harmonie entre l'humain, l'animal et le végétal. On le faisait, c'est tout. On ne savait pas qu'un mètre cube de fumier contenait cinq kilogrammes d'azote, cinq kilogrammes d'acide phosphorique et six kilogrammes de

potasse. On le faisait parce que ça marchait et parce qu'on l'avait toujours fait.

Quant à mon père, je crois qu'il a lui aussi fini par en être un peu fier, de ce fumier, car il était sans conteste le plus soigné du village, fier, surtout ce premier week-end de juillet 1983 (j'avais 5 ans), lors de la fête triennale de Villars-sous-Yens (que l'on nomme ici « Abbaye ») ; sur une photo que ma mère a retrouvée dans un album, on voit la fanfare de Yens en uniforme bleu, une foule endimanchée tout autour, on voit mon père et son employé en habits de fête, avec de grandes bottes, en train d'installer sur ce même tas de fumier un mannequin vêtu d'une salopette, un vieillard et sa fourche, une caricature grandeur nature de Pipe, le héros des *Petites fugues* d'Yves Yersin : ce film avait enthousiasmé les villes comme les campagnes, racontant l'histoire d'un valet de ferme à la retraite qui ne se sentait revivre qu'au volant d'un vélomoteur.

Si ce fumier était encore là aujourd'hui, on s'y prendrait différemment. On aurait installé un évacuateur automatique avec rampe orientable. Surtout, on remplirait les documents de l'administration fédérale, on cocherait la case « engrais de ferme », on établirait un « bilan de fumure », on remplirait ainsi les critères des « prestations écologiques requises », afin d'avoir droit aux précieux « paiements directs », ces subsides qui permettent aux paysans de gagner leur vie, malgré la chute du prix du lait.

En 2023, la plupart des clients de l'épicerie se disent : tant mieux si ce fumier a disparu, cela fera moins d'animaux entravés tout l'hiver, moins d'utérus inséminés sans consentement, moins de vaches séparées de leur veau juste après la naissance, moins de taureaux engraisés six mois avant d'être abattus froidement, moins de protéines inutiles sur les barbecues, moins d'antibiotiques, de vaches écornées, de coups de bâton, moins de fièvre aphteuse, de peste bovine et de vache folle.

Le pire – pardonne-moi, grand-papa –, c'est que parfois, je pense comme les clients de l'épicerie. Je l'ai vu à la télévision : 40 % des émanations de méthane, ce puissant gaz à effet de serre, proviennent de l'élevage. Je l'ai entendu à la radio : certains paysans, sanctionnés pour maltraitance envers leur bétail, continuent de recevoir des subventions fédérales. Je l'ai lu dans les journaux : on produit du fourrage au Brésil pour nourrir des animaux européens, on déforeste là-bas, on importe ici, et les déjections de nos vaches ne seront jamais rendues aux champs qui les ont nourris, les cycles de fertilisation sont rompus, trop de nitrate et d'azote ici, et là-bas, plus assez de fertilisants, alors des multinationales européennes exportent en Amérique des engrais synthétiques, le monde marche sur la tête, et je ne sais plus quoi penser.

Il fut un temps – pas si lointain – où l’agriculteur se présentait par son contingent, le nombre de litres de lait produits chaque année.

On devait avoir du bétail pour se dire paysan, paysanne.

Il suffit de voir l’engouement intact pour les fêtes de désalpe, les combats de reine, les *pozas*, le *ranz*. La Suisse a toujours compté plus de vaches par habitant que partout ailleurs. On en fait encore des figurines de bois et des publicités pour du chocolat. Elles sont dans nos gènes, consubstantielles à notre suissitude.

«Le Suisse trait sa vache et vit paisiblement», écrivait Victor Hugo dans *La Légende des siècles*.

En 2018, on a demandé à la population suisse de se rendre aux urnes pour trancher si les vaches devaient, oui ou non, conserver leurs cornes (elle a dit non à 55 % des voix).

La plupart des habitants de Villars-sous-Yens l’ignorent : il n’y a plus aujourd’hui au village de producteurs de lait. À qui la faute ? Ces trente dernières années, son prix a baissé de moitié ; il s’est récemment stabilisé, mais reste bien en deçà des coûts de production.

Lorsque les dernières vaches laitières sont montées dans une bétailière, en 2021, personne ne s’en est autrement ému. On n’a rien vu à la télévision, rien entendu à la radio, rien lu dans les journaux. Ce sont des événements

qui ne font pas de bruit. Ce n'est pas comme l'implantation d'une antenne 5G, la délocalisation d'une école ou la fermeture d'un bureau de poste. Le village a pourtant perdu une partie de son âme.

Küffer ne possède plus de bétail depuis longtemps ; Reymond engraisse des veaux ; Schmid, Guibert et Rezin élèvent des vaches allaitantes. Quand le local de coulage de la laiterie a fermé, un camion-citerne passait encore chaque jour chez Martin, le dernier producteur de lait. En 2021, il a préféré ne garder à la ferme que ses génisses et déménager ses vaches laitières quinze kilomètres plus au nord, au pied du Jura, là où le lait est rémunéré convenablement, là où on peut produire du gruyère Appellation d'origine protégée (AOP).

La petite Société de laiterie existe toujours, mais elle ne sert qu'à mettre en commun un parc de machines. Il y a un groupe WhatsApp pour réserver sa bossette, son échaumeuse ou sa remorque à bétail ; le problème, c'est que Küffer n'a toujours pas de téléphone portable.

Avec l'Auberge de la Croix fédérale, la poste (qui a fermé depuis longtemps) et l'école (qui est devenue un centre de pilates, yoga et chi-harmonie), la laiterie était l'un des derniers lieux de vie, de rencontre ; les éleveurs avaient l'habitude d'y rester bavarder, surtout le soir, en hiver. Mon père se souvient que les nouvelles circulaient ainsi : « Martin venait avec les informations du haut du village. Aujourd'hui, on se dit à peine salut d'un geste de la main à travers la vitre de la cabine de son tracteur. Il peut y avoir un ami à l'hôpital depuis quinze jours sans qu'on le sache. »

Quand j'étais petit, il y avait trois autres fermes dans notre rue ; celles des Rezin et des Küffer sont des immeubles locatifs, celle des Guibert a été rasée pour bâtir quatre villas mitoyennes. Il y avait encore une quinzaine de vaches dans notre étable, deux poulaillers de l'autre côté de la route et une porcherie, remplacée par deux garages. Il y avait aussi un grand clapier à

lapins, et huit génisses dans ce qui est devenu une buanderie, un local de stockage et un petit bureau où je me trouve justement avec mon père en ce moment, pour qu'il me raconte sa vie de paysan.

Lorsqu'en 1937, ses parents ont quitté le canton de Berne pour s'établir sur la Côte vaudoise, la Société de laiterie était gérée par un fromager, un certain Sigenthaler ; ils lui vendaient des porcs qu'il nourrissait avec son petit-lait. Il a été remplacé par un dénommé Davet, qui écoulait son beurre et ses yogourts. Puis ce fut le tour d'un Guignard de la vallée de Joux ; l'été, mon père lui confiait ses génisses en estivage, près de Mouthe. Est arrivé ensuite Diserens, celui qui a ouvert la petite épicerie, et l'a transmise à Sachot, le tout dernier exploitant à réceptionner du lait.

Ce lait devait être livré entre 6 h 30 et 7 heures, puis entre 18 h 30 et 19 heures ; les horaires dépendaient du wagon qui quittait la gare de Saint-Prex pour rejoindre un transformateur genevois, la coopérative des Laiteries Réunies. On se faisait méchamment sonner les cloches si on avait quelques minutes de retard, surtout avec ce bougon de Sachot.

Quand mon père était petit, dans les années 1940-1950, il n'y avait pas encore de parc électrique, il fallait garder les vaches. Il y en avait qui mangeaient trop de trèfle ou de luzerne, qui gonflaient, fermentaient de l'intérieur ; il fallait les ramener au plus vite à l'étable, parfois même les percer avec un trocart pour les soulager. S'il les rentrait trop tôt, il se faisait gronder parce qu'elles n'avaient pas assez mangé. S'il les rentrait trop tard, il risquait qu'elles y passent. Et quand il les laissait brouter en dehors de leurs parcelles, c'étaient encore des problèmes.

Mon père aimait pourtant le bétail et ne se faisait pas prier pour donner un coup de main à la sortie de l'école. Il aimait assister aux vêlages. Plus tard aussi, quand ce fut à lui de les assumer, il ne rechignait pas à se lever au milieu de la nuit : «Des fois, on croit que ça va venir, on voit la vache

qui piétine, puis ça traîne, ça traîne des heures et il faut appeler le vétérinaire à 3 heures du matin. Parfois, le veau se présente en arrière, les pattes en avant. Parfois, c'est des jumeaux. Une fois, il a fallu scier les jambes du veau in utero pour l'extraire et sauver la vache, il était encore vivant quand on l'a sorti, l'employé était tombé dans les pommes.»

Les anecdotes se succèdent. Toute une vie de paysan. De l'enfance à la retraite, de l'étable au verger, des champs aux vignes. Il y a des choses qu'il me dit de ne pas noter ; il ne faut pas trop insister sur les interminables journées de travail l'été, le réveil programmé à 5 heures du matin sept jours sur sept, son seul jour de congé, un dimanche sur trois. Il m'avoue qu'à 15 ans, il se serait bien vu exercer un autre métier, peut-être fleuriste ou architectepaysagiste. Son instituteur voulait même qu'il étudie les beaux-arts.

À la fin de l'école obligatoire, il a fait un stage d'un an chez un paysan de Schwanden, dans le canton de Berne : «C'était un voyage dans le temps, on n'utilisait le tracteur que pour labourer, on travaillait encore avec les chevaux. Il fallait parfois décharger à dos d'homme un char de trente sacs de blé de cent kilos chacun. Je gagnais cent francs par mois, et vingt francs de plus à Noël puisque le patron était content de moi.» Mon père me dit que cette expérience lui a permis d'apprendre à bien se comporter par la suite avec ses employés.

Et puis, avec les années, il y a pris goût, il ne se serait pas vu vivre sans vignes ni vergers. Il n'a jamais voulu changer de métier, jamais regretté d'avoir fait paysan.

En l'écoutant, c'est une partie de mon enfance qui surgit. Je revois les deux botte-culs suspendus à la grande porte de la grange. Il y a l'odeur douceâtre du lait, des relents d'étable. J'entends grésiller la petite radio à antenne qui restait toujours allumée pendant la traite. Il y a des queues

attachées à un fil, des ardoises avec les prénoms des vaches, des mouches, l'odeur de la graisse à traire et du désinfectant pour les trayons des tétines, le grondement de la machine à traire, des montagnes d'herbe fraîche devant les râteliers et nos jeux aventureux dans les bottes de paille.

Au milieu de l'hiver, le halo d'un phare sur le bord de la chaussée, la pétarade du moteur deux temps d'un Maxi Push, le métal des boilles à lait qui rebondissent sur le plancher de bois de la petite charrette. Sur le perron de la laiterie, on entend alors les éclats de rire des éleveurs. Et mon père qui traverse la route avec sa boille à dos de cinquante litres, fait de tout petits pas pour ne rien renverser.

Ce spectacle se donnait gratuitement au village deux fois par jour.

Aujourd'hui, je me promène dans une étable vide, silencieuse, il n'y a presque plus d'odeurs, il ne reste que des araignées, leurs toiles, des hirondelles et leurs fientes sous chaque nid. Je distingue encore l'élévateur pour les bottes de paille et de foin, plus loin, une manivelle qui servait à soulever le plancher des chars à l'aide de quatre câbles d'acier. L'une des granges sert de dépôt pour les décors de la troupe de théâtre du village. Du temps où il était conseiller municipal, mon cousin Patrick a rangé dans l'autre grange les meubles et les tables de l'école du village quand elle a fermé.

Je donne rendez-vous à ce cousin dans son carnotzet, autour d'une table qu'il a fabriquée lui-même à l'école d'agriculture de Marcelin, à Morges. On trouve pêle-mêle, dans cet espace exigu, *La médecine par le vin* du Docteur Maury, un best-seller des années 1970, un article plus récent du journal *La Côte* consacré à son père Hans, excellent tireur, «Les papys flingueurs font mouche depuis un demisiècle», la plaque d'immatriculation de leur vieille

moissonneuse-batteuse, une machine cédée pour 700 francs à un revendeur qui l'avait démontée pièce par pièce pour l'exporter dans les pays de l'Est. Patrick débouche une bouteille de chasselas de la commune, me le sert dans un petit verre «Fanfare des Bedzus».

La disparition des vaches – et donc du fumier – était son choix. Pourtant, quand je lui demande quels sont les bons moments de sa vie de paysan, Patrick ne mentionne que des souvenirs associés au bétail : agrandir le parc électrique et partager le plaisir des vaches qui broutent de l'herbe haute, sortir les veaux au pré pour la première fois en les tenant au licol, piloter la grue à fumier quand il avait 7 ans. Il adorait mener son troupeau au parc à vélo ; il avait fixé un porte-bâton sur le cadre mais ne l'utilisait jamais, il se battait «à armes égales», me dit-il, avec les deux cornes de son guidon (il a été double médaillé de bronze aux championnats suisses de vélo de piste).

Petit-fils d'éleveurs, fils d'éleveur, son avenir professionnel allait de soi. Après deux années d'apprentissage, Patrick travaille à la ferme dès ses 17 ans. C'est à ce moment que mon père et mon oncle scindent le domaine en deux exploitations distinctes ; mon père reprend les vergers, les vignes, mon oncle et mon cousin s'occupent des grandes cultures, du bétail. Très vite, ces derniers font construire un évacuateur à fumier et une nouvelle fosse à lisier : un investissement à amortir en trente ans.

Patrick reprend le domaine en 2002, l'année des 65 ans de son père (un retraité ne touche plus de subventions fédérales). Il parle d'une collaboration harmonieuse, sans conflits de générations. Le problème est ailleurs. Le prix du lait dégringole. «Quand tu poses les chiffres, il n'y a pas photo», lâche-t-il, dépité. Un jour de 2004, il insère dans un fichier Excel les résultats de sa comptabilité, les coûts d'exploitation, les charges et la paie du lait. Malgré une main-d'œuvre bon marché (son père), il s'aperçoit

qu'il ne gagne que quatre à six francs de l'heure. Et le prix du lait continue de chuter.

La décision est aussi difficile à prendre que prompt à exécuter ; une année suffit. «D'un coup de stylo, c'est terminé, sans possibilité de retour en arrière : tout ce qui m'a été transmis, le patrimoine du grand-père.» Certaines vaches partent à l'abattoir, d'autres sont vendues à des amis éleveurs. Un paysan du village lui prend sa paille et répand du fumier sur ses parcelles en échange. Patrick revend enfin à trois collègues ses contingents laitiers, les laisse aux deux tiers de leur valeur, ne voulant pas les léser.

Mon oncle range le matériel de traite à côté des vieux outils du grand-père dans un cagibi qu'il aurait bien voulu transformer en petit musée agricole.

La disparition des vaches libère de la place. Dans l'étable, Patrick lance un élevage de lapins, fait boucherie lui-même et active son réseau pour la vente directe. La demande est là, mais las des trop nombreuses maladies, il renonce. Il n'y a plus aujourd'hui d'animaux, sinon deux chèvres naines pour amuser ses filles. Ironie du sort, ce sont les locataires actuels, un jeune couple sans aucun lien avec l'agriculture, qui ont réintroduit dans la ferme des poules d'espèces rares, des animaux de compagnie que l'on peut caresser, porter sur l'épaule ; au milieu du poulailler, dans l'espace où se trouvait le silo à maïs, il y a même une petite balançoire pour les distraire.

Mon cousin se consacre désormais à ses 32 hectares de grandes cultures et mise, comme beaucoup de paysans, sur la «diversification». Puisqu'il n'a pas la vocation pour une activité agrotouristique – tenir des chambres d'hôtes ou organiser des brunchs à la ferme –, il travaille pour des collègues, comme machiniste durant les moissons, ou pour la commune, en gérant la station d'épuration, en nettoyant les bords de route à l'épareuse.

Son épouse Vanessa continue de travailler à l'extérieur de l'exploitation, comme enseignante à l'école primaire : son modeste salaire a toujours pesé plus lourd que la paie du lait.

Aujourd'hui, Patrick a 54 ans. Sa fille aînée a clairement dit qu'elle ne serait jamais paysanne. Sa fille cadette rêve d'élever des ânes, mais elle n'a que 11 ans. Alors il se pose des questions. Il ne voit pas où va l'agriculture suisse. Il peine à se projeter dans l'avenir. Il dit qu'il vit au jour le jour. Il verra bien.

En 2005, alors que Patrick, mon cousin du côté paternel, renonçait au bétail, Alexandre et David, deux cousins du côté maternel, prenaient la décision inverse : investir, agrandir et produire assez de lait pour faire vivre deux familles.

Je me rends donc à Peney-le-Jorat, entre Moudon et Échallens, retrouve cette ferme où l'on venait une fois tous les trois ans fêter Noël ; parmi les souvenirs de ces journées, je vois encore les frères Gavillet, pourtant pas beaucoup plus âgés que moi, s'en aller à 16 heures tapantes pour « gouverner » (traire). Je retrouve le même jardin (même si le potager a été remplacé par du gazon), la petite tonnelle, la vieille fontaine, cette ferme typique du Jorat. Il y a cependant, en contrebas de l'exploitation, une étable gigantesque qui n'existait pas alors ; la moitié de la surface des toits est couverte de panneaux solaires.

Alexandre m'accueille dans sa cuisine et débouche aussitôt une désirée d'un excellent chasselas de Valeyres-sous-Rances. Il a ce sourire réservé mais chaleureux qu'on lui a toujours connu, il porte un t-shirt « Georges Baumgartner, radio suisse romande, Tokyo ». Au téléphone, il m'a répété trois fois qu'il n'était pas un « paysan représentatif », et surtout, qu'il n'avait

pas envie de se «mettre en avant». En écrivant ce livre, je ferai vite le constat qu'il n'existe en effet pas de paysans types. Quant à l'introversion, la discrétion, c'est un trait de caractère récurrent du monde paysan.

Les mots «humus» et «humilité» ont la même racine latine.

Alexandre n'a jamais voulu exercer un autre métier que le sien, il ne se souvient pas d'avoir subi de pressions de la part de ses parents. Après avoir obtenu une maturité et passé deux étés dans des fermes, en Angleterre et en Allemagne, il obtient un master en agronomie à l'École polytechnique de Zurich, fait une brève expérience au Service romand de vulgarisation agricole, s'aperçoit qu'il n'est «pas tant fait pour le bureau» et rejoint la ferme familiale.

Il reprend même le domaine en 2004, avec son frère David. Ils décident de développer l'exploitation. Ils font une étude d'impact, visitent des fermes, s'entendent sur l'organisation spatiale idéale. Ils ont de la chance, leurs parents leur ont remis une situation saine, ils obtiennent un prêt sans intérêts et des subventions à fonds perdu, mais malgré ces aides, ils doivent s'endetter lourdement : «C'est bien de se lancer quand on est jeune, on ne se pose pas trop de questions.»

Ils font construire une étable moderne avec salle de traite et stabulation. En plus des 200000 litres de contingent laitier du père (la quantité annuelle maximale qu'il peut fournir : une mesure instaurée par la Confédération en 1977 pour éviter les surplus), ils rachètent les quotas d'un ami, doublant ainsi leur production, trouvent encore dans les annonces du journal agricole *Le sillon romand* 100000 autres litres. Les voilà déjà à 80 vaches laitières. En 2021, leur production avoisinait les 750 000 litres, avec un lait Gruyère AOP acheté 90 centimes par la fromagerie du village, un prix un tiers plus élevé que celui du lait ordinaire de plaine. Ce revenu représente les deux

tiers de leur chiffre d'affaires. Le reste provient des 35 hectares de grandes cultures : pomme de terre, blé, orge, colza et maïs.

Leur exploitation est plus grande que la moyenne, les deux frères ne croulent plus sous les dettes, leur lait fait partie d'une AOP, ils touchent des subventions fédérales légèrement plus généreuses puisqu'ils travaillent en « zone colline » (plus de 800 mètres d'altitude, pour cette région). Ils ont surtout suivi une démarche pragmatique, entrepris des travaux au bon moment. Ils n'ont « rien tenté de fou », comme dit Alexandre, ils ont repris « des recettes qui marchent » et n'ont pas failli aux deux prérequis d'une bonne gestion du bétail : la constance et la rigueur.

L'association avec son frère David et l'aide précieuse de leur père Aloïs – « Il a 77 ans, mais si on le laissait faire, il serait à l'écurie tous les matins à 5 h 30 » – offrent plus de liberté dans leur gestion du temps. En hiver, chaque frère a congé un weekend sur deux, et une semaine entière pour le ski en famille. En été, ils ont un dimanche sur deux, et dix jours de vacances. Cela paraît peu, mais ces conditions sont un privilège rare dans le monde des éleveurs.

Si les deux filles d'Alexandre n'ont aucun intérêt pour la ferme, un fils de David est en apprentissage agricole – « Il est plus mordu que moi à son âge » – et le second suit son exemple. L'assurance d'une transmission future est un élément important pour la motivation à continuer, entreprendre, évoluer.

Alexandre a son métier dans le sang, il adopte le terme « paysan », contrairement à beaucoup de ses collègues qui lui préfèrent la formule officielle d'« exploitant agricole ».

Parmi les facettes agréables de son quotidien, il cite l'arrivée dans l'étable, à 5 h 30, quand les vaches sont encore couchées, qu'il a le temps

d'observer les bonnes laitières, repérer celles qui sont en train de tomber malades, celles qui sont en chaleur. C'est encore plus beau l'été, quand il fait trop chaud le jour, que les vaches passent la nuit dehors et qu'il faut les rentrer le matin à l'aube, en profitant des premières lumières et de la vue sur les Alpes fribourgeoises. S'il le faut, il assiste volontiers aux vêlages au milieu de la nuit, même si c'est sa femme Isabelle qui entend en premier les meuglements et doit le réveiller.

Cette dernière vient de nous rejoindre à table. Amusée, elle me dit qu'à leur mariage, alors que le témoin animait un jeu sur leurs goûts respectifs et les questionnait tour à tour sur leurs odeurs préférées, elle avait répondu à sa place, du tac au tac : «l'odeur du parfum de son épouse». Après un long temps de réflexion, Alexandre avait provoqué de grands éclats de rire en répondant simplement : «peut-être l'odeur de la pluie après le sec».

Il ne faut évidemment pas forcer le trait. Le métier connaît aussi ses épreuves, comme en 2009, quand la grêle ravage complètement son herbe (il n'existe pas d'assurance) ; comme en 2014, quand la salmonellose le contraint à mettre son troupeau sous séquestre et condamner deux vaches (Isabelle dit que pendant des semaines, il n'était «pas tant bien», ce qui signifie, dans le jargon paysan : très angoissé, découragé) ; comme toutes ces dernières années, quand les sangliers défoncent ses parcelles de maïs (les dédommagements de l'État ne compensent pas la désolation d'une année de travail accompli dans le vide).

Amusée, Isabelle me dit que sa mère, qui a épousé un agriculteur de Pompaples, l'avait prévenue : «Ne te marie jamais avec un paysan !» Elle avoue n'avoir aucun lien avec la ferme. Elle est comptable à mitemps, mais c'est Alexandre qui gère l'administratif de l'exploitation ; les formulaires sont devenus si complexes et exigeants qu'une personne extérieure à la pratique quotidienne ne peut plus les remplir.

Et puis, le rire en coin, elle le confesse : elle n'apprécie pas du tout l'odeur des vaches.

OceanofPDF.com

Exploitants agricoles et bobos urbains

J'ai cru bien faire. Je les ai invités tous les deux un soir, le père et le fils, deux agriculteurs, deux anciens voisins. Le premier devait me décrire mon rôle de «major de table» lors de la prochaine fête du village, et j'avais envie de mieux connaître le second, qui n'avait que 5 ans lorsque je faisais pour lui et ses frères du baby-sitting. Les voilà donc sur le pas de ma porte avec leur grand sourire, leur humour et une bouteille de chasselas, le leur. On fait le tour du locataire, on prend un verre et des nouvelles de la famille, on parle de vin, surtout de vigne.

En passant à table, le ton monte parce que le père évoque la gestion des forêts, de la faune, de la chasse, du loup évidemment, des corneilles qui l'ont contraint à semer trois fois ce printemps sans toucher d'indemnités et – tout comme mon cousin Alexandre – des dégâts des sangliers (il vient de passer son permis de chasse). Il se moque gentiment du seul vigneron bio du village (c'est un rituel), qui n'aurait toujours pas fini de tailler. Une nouvelle fraîche l'amuse particulièrement : des habitants du quartier des villas ont déposé une demande auprès de la Municipalité pour convertir un petit terrain communal à la permaculture. Il les imagine déjà combattre les limaces à coups de marc de café et de coquilles d'œufs.

À l'heure du dessert – horreur –, je franchis sans m'en rendre compte le point de non-retour en prononçant le mot qu'il ne faut jamais prononcer devant un paysan conventionnel de plus de 50 ans : glyphosate.

Le père ouvre grand les yeux, fait des gestes brusques, manquant de renverser son verre. Le fils essaie de le réfréner, le distraire, peine perdue : «Si tu veux que je désherbe au sarcloir comme en 1900, il faudra aussi que tu acceptes de partir en voyage à cheval !»

La machine est lancée. Il n'y a plus rien à faire, sinon attendre que les mots soient tous sortis, que la rage s'épuise. «Tu crois qu'il y a quoi, dans tes médicaments ? Parfaitement, des molécules de synthèse ! Pourquoi je ne pourrais pas en utiliser pour protéger mes plantes ? Et ton vigneron bio, tu crois qu'il les traite comment, ses cultures ? Avec des sulfates de cuivre, des métaux lourds ! Et plus souvent que moi parce qu'il doit repasser quand il a plu !»

Je devrais me dire : c'était à prévoir, mea culpa, j'ai été maladroit. Pourtant, cette fois, ce long monologue me décourage. Je crois comprendre les origines de cette colère mais je ne supporte pas cette incapacité, non pas à se comprendre ou à se convaincre, mais à se parler.

Je suis pourtant né à quelques mètres de chez eux, dans une autre ferme. Mes quatre grands-parents étaient paysans, et mon père, viticultricearboriculteur. J'ai passé tous les étés de mon enfance sur des échelles à récolter des cerises pour le kirsch, ou sur des chars Hämmerli à empiler sept à huit rangées de bottes de paille. J'ai soigné un millier de moutons dans les Alpes vaudoises pendant un été. Et j'exploite depuis cinq ans un hectare de vigne.

Cela ne suffit pas. Pour le père, je resterai toujours un citadin puisque j'ai vécu une quinzaine d'années à Lausanne, puisque ces années m'ont transformé. Je ne suis plus des leurs, je suis de l'autre camp. Rien à voir avec mes opinions. La différence se mesure à ma manière de parler, de serrer la main, de marcher, de m'asseoir, de tenir mon verre.

La soirée s'est peut-être terminée plus tôt que prévu mais on est parvenus à retrouver une conversation douce et légère. À l'heure de nous quitter, il y avait à nouveau un large sourire au milieu de leur visage. Merci pour l'invitation ! Merci d'être venus !

Avant de m'endormir, machinalement, je fais défiler du contenu sur mes réseaux sociaux. Tiens, le père est actif sur Facebook. Sans surprises, son profil défend les vertus de l'agriculture conventionnelle : «La pollution a chuté durant la pandémie de coronavirus, et les paysans ont continué de travailler, qu'en déduisez-vous ?» Hélas, jamais les algorithmes de ces interfaces ne le feront rencontrer ceux qui pensent autrement.

Loin, très loin de ses champs, vivent ceux qui parlent de *slow food* et de fermes coopératives écoresponsables. Ceux qui visionnent des tutoriels YouTube faisant l'apologie du purin d'orties, des semences anciennes et du vin nature. Ceux qui font des manifestations au centre-ville. Ceux qui ont pleuré quand Guillaume Canet, déguisé en paysan, se suicide à la fin d'*Au nom de la terre*. Ceux qui, comme moi, ne savent pourtant pas distinguer un épi d'orge d'un épi de seigle.

Je m'emporte à mon tour. Je fais comme le père, comme tout le monde. J'en veux autant aux citadins hors-sol qu'aux paysans convaincus. Je creuse un peu plus le fossé qui sépare les villes des campagnes, ce nouveau *röstigraben* qui radicalise les pensées et les actes, qui unit Genevois, Bâlois et Zurichois contre les paysans.

On ne parle plus de modifier ou de faire évoluer. On veut dénoncer, abolir, interdire. On ne cherche plus à réduire et optimiser l'usage des « produits phytosanitaires de synthèse », on exige l'interdiction immédiate de tout produit chimique. On ne veut plus améliorer le bien-être du bétail, on veut faire cesser toute forme d'exploitation animale.

Chaque semaine, les médias me parlent d'une opération coup-de-poing, d'une vidéo choc filmée illégalement dans une porcherie, d'une plainte pénale déposée pour pulvérisation de désherbants trop près des habitations, de la vitrine d'un boucher qui a volé en éclats ou d'une baston générale au Salon de l'agriculture.

Pourtant, pour vendre ses produits, le paysan a besoin des citadins – qui constituent les quatre cinquièmes de la population suisse actuelle ! –, et ces derniers ne révolutionneront pas le monde agricole sans les agriculteurs.

Le projet de ce livre est né en 2021, dans les mois qui ont précédé deux initiatives populaires s'attaquant aux produits phytosanitaires. En cas d'acceptation, la Suisse aurait été le premier pays au monde à interdire le recours à tout désherbant, insecticide et fongicide de synthèse dans le secteur agricole.

Je voyais, d'un côté, des militants mettre le feu à des chars agricoles sur lesquels avaient été déployées des banderoles appelant à voter NON. Je les entendais citer à tour de bras des enquêtes, des documentaires, reprenant à leur compte des citations de celui que les médias appellent «l'Abbé Pierre de l'agriculture», le paysan-philosophe Pierre Rabhi. Pour eux, les paysans conventionnels étaient des pions entre les mains de Syngenta, des empoisonneurs, des pollueurs de rivières, des tueurs d'abeilles, des «complices de l'holocauste agricole». Et malgré leurs pratiques honteuses, l'argent du contribuable continuait de couler à flots pour les aider à acheter de plus gros tracteurs encore, eux qui, avec leurs terrains à bâtir, étaient déjà tous millionnaires !

De l'autre côté, je rencontrais des paysans conventionnels ravalant leur rancœur face à ceux qu'ils considéraient comme des bobos rêveurs, des étudiants attardés, des idéalistes arrogants, ces citadins qui allaient voter OUI, tout en continuant d'appliquer sur leur visage des crèmes anti-rides chimiques, qui ne parlaient que de «sobriété heureuse», tout en restant accros aux compagnies low cost et aux vins bios chiliens, tout en consommant leur «chimie de ville», leurs antibiotiques, leurs antidépresseurs, leurs anti-stress, anti-vomitifs, anti-cholestérol, anti-gueule de bois, anti-jet-lag, anti-moustiques et anti-tiques.

Les agriculteurs en avaient gros sur la patate. En 2019, on leur avait interdit les néonicotinoïdes, et surtout le précieux Gaucho qui savait mettre en sûreté leurs betteraves. En 2020, on avait retiré de la vente les chlorpyrifos, protecteurs de leurs colzas. Et en 2021, on allait confisquer tout leur arsenal phytosanitaire ? Pourquoi s'en priver, alors que les paysans pauvres de cette planète ne demandent qu'à s'en procurer, eux qui souffrent, impuissants, des dégâts des insectes, des champignons, des bactéries, eux qui s'échinent dans leurs champs comme nos arrière-grands-parents ?

Mon cousin Patrick a été très actif sur Facebook lors de ces votations. Il a été choqué par la violence des commentaires. Il se souvient d'un téléphone avec un ami qui l'avait traité d'assassin parce qu'il utilisait du glyphosate pour désherber ses champs. L'attaque était d'autant plus difficile à digérer que Patrick suivait depuis des années plusieurs projets pilotes pour faire évoluer l'agriculture conventionnelle : pulvériser de l'argile contre les méligèthes (coléoptères ravageant le colza), remplacer le traitement fongicide des semences par des procédés thermiques, tester de nouveaux semis, cultiver du «colza associé» en y ajoutant des «plantes compagnes» qui empêchent les mauvaises herbes de pousser durant l'automne et disparaissent en hiver.

Mon cousin Alexandre avait posté sur son profil WhatsApp la photo d'un champ de colza à Corcelles, un ravissant monochrome, sans charançon ni graminées, avec le commentaire : «Si vous voulez continuer à voir de tels paysages, votez NON.» La démarche avait connu son petit succès parmi ses proches. Il se souvient aussi avoir ressenti une terrible colère en visionnant l'émission «Infrarouge» consacrée à cette votation, particulièrement après la prise de parole d'une conseillère aux États écologiste : «Les jeunes ont le droit, dans l'un des pays les plus riches du monde, à une nourriture exempte de produits toxiques.» Il n'avait plus pu suivre les débats télévisés. Il zappait systématiquement. Il y avait une telle incompréhension de ce que les paysans vivaient. Si son frère était allé tenir

un stand pour sensibiliser les promeneurs sur les quais d'Ouchy, si sa femme tâchait de convaincre ses collègues de travail, lui n'avait plus même l'envie d'en discuter avec son entourage. Il avait complètement perdu patience ; il ne pouvait imaginer faire comprendre son point de vue. Et puis, fataliste, il savait qu'un jour ou l'autre, ce genre d'initiatives serait accepté : «Il est toujours plus difficile de renouveler les homologations des produits phytosanitaires, ça va forcément nous tomber sur la tête, il faudra s'adapter.»

Ces votations rappelaient la fameuse «initiative Bodenmann», en 1998, qui avait pour but, entre autres, de favoriser la libéralisation des importations et limiter les paiements directs aux seuls agriculteurs biologiques. Là aussi, les paysans s'étaient mobilisés, avaient écrit de grands NON sur des bottes de paille dans tout le pays. L'initiative avait été rejetée à 77 %. Cet épisode avait eu le mérite de secouer le monde paysan, de le forcer à dialoguer avec ses détracteurs.

Les deux initiatives anti-pesticides ont également abouti à une large victoire des paysans conventionnels. Pour une fois, pas de röstigraben, tous les cantons suisses les avaient refusées. On observait cependant une nouvelle zone de partage : les villes avaient dit OUI à une faible majorité, tout comme la catégorie des personnes les mieux formées. Les Verts avaient accepté à 85 % des voix, alors que l'UDC était le champion du NON avec 89 % ; son président, Marco Chiesa, regrettait que les campagnes aient à subir «le diktat et la condescendance de la gauche caviar et des moralisateurs verts des villes».

Peut-être faisait-il aussi allusion au canton d'Argovie qui, en avril 2021, avait tranché en faveur d'un habitant excédé par le tintement des sonnailles de son voisin paysan. Après plusieurs pétitions lancées de part et d'autre, le tribunal avait obligé les éleveurs de la région à retirer les cloches de leur bétail chaque nuit dès 22 heures.

Durant la campagne, j'avais été témoin des discussions de mes amis agriculteurs, je dévorais les pleines pages qui se succédaient dans les journaux, je consummais les reportages télé, les sujets radio, je voyais bien qu'une majorité de journalistes vivait en ville, j'écoutais les débats de mes proches, je contredisais les uns, puis les autres, j'étais conscient que les agriculteurs campaient sur leurs positions, refusaient trop souvent le dialogue, peinaient à entendre les critiques, à se remettre en question, j'essayais de trouver une voie alternative mais j'étais incapable d'avoir un avis définitif. Pour finir, j'avais coupé la poire en deux, voté OUI à une initiative et NON à l'autre. Il me semblait que le résultat importait peu, que la conclusion de tous ces débats se résumait à un constat : les populations rurales et urbaines ne parlaient plus le même langage.

Dans un recueil de textes piquants intitulé *Chroniques d'une paysanne* (2012), l'ancienne journaliste, politicienne et agricultrice Sylvie Bonvin évoque souvent cette division ville-campagne. Fille d'un paysan d'Estavayer-le-Lac, elle a travaillé pour plusieurs médias, dont le journal *Terre et Nature*, avant de reprendre avec son mari une exploitation à Rueyre-les-Prés. Ses chroniques ont été écrites le soir, en connaissance de cause, après la récolte des patates, le désherbage des serres ou le paillage de la stabulation. Dans ce journal de bord, elle raconte par exemple que les quatre principaux sujets de conversation des paysans sont la météo, le prix du lait, la paperasse fédérale et... l'ignorance des citadins sur la paysannerie.

Au fil de ces *Chroniques*, les univers urbains et ruraux se rencontrent parfois – «Le paysan à la plage ressent une discrète solidarité avec le cycliste en maillot de bain» – mais la plupart du temps, tout les oppose : « Nous nous lavons le soir. Mais eux se douchent le matin. Comme si, bizarrement, ils se salissaient en dormant.» Elle rit de ceux qui font de l'exercice dans des salles de sport : «J'ai travaillé l'haltérophilie en chargeant et déchargeant mes caisses de légumes au marché. Plus tard, j'ai

exercé le stretching en fixant des fils de fer au plafond de la serre des tomates. En soirée, enfin, tir à la corde pour essayer de retenir au licol la vache Baronne.» Sarcastique, elle dresse la liste des «offrandes» de ceux qui traversent sa campagne en tenant des propos écoresponsables, tous les objets retrouvés dans ses champs : bouteilles vides, boîtes de bière, emballages de chocolat, mégots de cigarette ou bâtons de glace. Elle essaie d'aborder cette confrontation avec détachement et humour : «S'il y a trop de chardons, il suffit de faire courir le bruit qu'ils sont aphrodisiaques et tous les citadins viendront les cueillir.»

J'aimerais aussi pouvoir en rire, mais je peine à me soustraire au débat, je me mets à la place des «propriétaires de la campagne», dans la tête des derniers descendants du peuple paysan. Comment encaissent-ils ces salves de reproches contre leur pratique quotidienne ? Pourquoi ne sont-ils pas plus nombreux à chercher le dialogue ?

À les voir, je me dis que beaucoup ont choisi de rester entre eux, de contenir leur grogne ou se venger en encombrant les routes avec des engins trop lents, trop larges, en propageant des bruits de machines, des odeurs d'animaux sales, en profitant de ne pulvériser leurs «produits phytosanitaires» que lorsque la bise les dirige vers le quartier des villas, en saluant malgré tout d'un signe de tête distant ceux qui habitent ces villas, ceux dont ces «pesticides» commencent justement à taper sur les nerfs.

J'aimerais parvenir par ces pages à restituer les deux points de vue, chercher à les comprendre, et peut-être, qui sait, faciliter la réconciliation.

Le pouvoir de la ville sur la campagne est économique, par les choix de consommation ; il est aussi politique, puisqu'une grande majorité des électeurs vit en ville. Il est surtout symbolique, identitaire ; le cadre des débats est la plupart du temps régi par la société urbaine.

Déjà dans les années 1970, le sociologue Pierre Bourdieu considérait que l'image des paysans était imposée par la bourgeoisie des villes : « Ils n'ont pas d'autre choix que de jouer, pour les citadins et aussi pour eux-mêmes, l'une ou l'autre des figures du paysan, celle du paysan respectueux qui fait dans le populisme populaire, parlant de sa terre, de sa maison et de ses bêtes avec des accents de rédaction d'école primaire, ou celle du paysan heideggerien qui pense écologiquement, qui sait prendre son temps, cultiver le silence et qui étonne les résidents secondaires par sa profonde sagesse. » On retrouve cette dernière caricature dans la promotion publicitaire des grands distributeurs : dans une nature féerique, des visages radieux de bons terriens font la promotion... de légumes hors-sol, de fruits importés et de barquettes d'émincé de poulet industriel.

De plus en plus, la ville impose un nouveau visage à la paysannerie : rustre, lourdaud, réactionnaire, pollueur des sols et tortionnaire d'animaux.

La tension ville-campagne monte encore d'un cran lorsque le sujet est d'actualité, polémique et clivant, lorsqu'il est par exemple question du retour du loup dans le canton de Vaud ; on est en effet passé de 2 moutons et 1 bovin tués en 2020 à 36 moutons, 21 bovins et 7 caprins en 2021. Il suffit alors d'assister à une conférence publique organisée par l'État de Vaud, réunissant dans une même salle, en mars 2022, cent éleveurs, cent militants pro-loups et cent auditeurs curieux ; au dernier moment, la conseillère d'État en charge du dossier avait fait venir un fourgon supplémentaire d'agents de sécurité.

Dans son introduction, la conseillère cherche à « dépassionner un débat très émotionnel ». Elle donne rapidement la parole à celui qui parle du « retour miraculeux du loup », puisqu'il régule la population des cerfs, grands dévastateurs des forêts et des cultures du pied du Jura. À celle qui décrit les procédures d'indemnisation des pertes et le protocole de protection qui pourrait être adopté, s'il était validé par l'Assemblée fédérale : clôtures,

chiens de protection et aide-bergers rémunérés par l'État. À celui qui se moque des compensations financières et énumère les dégâts collatéraux : avortements, blessures, baisse de production laitière, agressivité du bétail. Celui qui parle des boyaux qui pendaient du ventre ouvert de sa vache encore vivante : «On nous impose des normes invraisemblables pour le respect des animaux, et vous, vous laissez un prédateur les déchiqueter à vif ?»

La conseillère d'État reprend la parole : «J'entends la souffrance du monde agricole, je sais l'anxiété de savoir une meute dans les parages de votre troupeau, vous travaillez à nourrir le pays, vous contribuez à la biodiversité de nos alpages et à leur qualité paysagère. Vous améliorez sans cesse vos infrastructures pour augmenter le bien-être animal, vous devez faire avec l'évolution des marchés. Je comprends donc votre sentiment d'impuissance, voire votre colère quand l'État vous répond par des mots comme *plans d'action*, *formulaire* ou *cadre légal*. Cependant, c'est avec de tels instruments que l'État est là, à vos côtés.» La salle s'anime, la rumeur gronde, on entend des cris. Un éleveur de race Highland se lève. Il parle tout doucement. Et plus il parle, plus l'émotion le gagne :

«Je ne me sens pas écouté, on m'impose du travail non rémunéré, en plus de mes 56 heures hebdomadaires... j'ai été attaqué quatre fois par le loup depuis l'automne dernier... j'ai été un peu dédommagé mais vous ne comptez pas les heures passées à remplir la paperasse, à tenter des mesures de protection et rapercher les animaux apeurés... je ne fais que travailler, travailler, travailler, pour perdre de l'argent, je suis désolé mais il n'y aura bientôt plus de paysans en Suisse... il n'y a déjà plus de bergers... donnez-moi des solutions, écoutez-moi, aidez-nous... j'ai presque envie de partir en larmes...»

J'entends déjà les commentaires : Qu'est-ce qu'il nous prépare, le fils Hofmann ? Un bouquin sur les paysans alors qu'il ne sait ni traire, ni semer, ni faucher ?

C'est un fait, une partie de moi est restée un «gamin de ferme», et toutes celles et tous ceux qui ont connu cette enfance sauront de quoi je parle, n'auront pas besoin de descriptions pour sentir sur leur paume la rugosité de la langue d'un veau, humer la puanteur du carburant diesel et de la graisse noire qui ne part pas, l'odeur du maïs lors de l'ensilage, des moissons au plus chaud de l'été.

Grandir dans une ferme est un cadeau et ce livre n'est peut-être finalement qu'une tentative de rendre un peu de ce qui m'a été donné.

Cet univers ne cesse de m'interroger, il me poursuit, ses contradictions et ses tiraillements me touchent intimement. En écrivant ces pages, je sens sur mon épaule le souffle de mes quatre grands-parents, j'imagine l'œil dubitatif de mes oncles et tantes, les railleries de mes cousins, de mes frères, j'entends mes parents dire : tu exagères. Et pourtant, j'espère encore y voir plus clair, apprendre à lire sur leurs lèvres, sur leurs visages, leurs paysages, me faire une opinion plus nuancée, un peu moins fausse.

Je ne suis plus d'accord avec Balzac qui regrettait, dans la dédicace de ses *Paysans* (1844), que ces derniers soient les «figures d'un peuple oublié par tant de plumes à la poursuite de sujets nouveaux». Si la littérature visite volontiers les usines, les bureaux d'entreprises, les banques ou les salles de classe, elle quitte aussi souvent les secteurs secondaires et tertiaires pour franchir le seuil des fermes, parcourir les champs. Il suffit de citer les noms de Ramuz ou Roud, Pagnol ou Giono, Revaz ou Desbiolles, sans oublier toute une nouvelle génération d'autrices et d'auteurs soucieux d'amorcer un retour à la terre.

Seulement voilà, après avoir passé un hiver à dévorer des romans portant sur le monde paysan, je m'aperçois n'avoir trouvé que deux types de livres.

Il y a d'une part la littérature traditionnelle – roman rustique, roman paysan, roman régionaliste, roman de terroir – qui sombre la plupart du temps dans l'exaltation naïve du rapport à la terre, regrette l'âge d'or de la ruralité.

Il y a d'autre part la littérature contemporaine qui aborde le monde paysan avec une noirceur souvent excessive. On y décrit la solitude du vieil ouvrier agricole dans *Joseph* (2014) de Marie-Hélène Lafon, le déracinement et l'exode rural dans le *Pays perdu* (2003) de Pierre Jourde, les dérives écologiques de l'agriculture moderne dans *Nature humaine* (2020) de Serge Joncour, les ravages du glyphosate et des néonicotinoïdes dans *Le Monde du vivant* (2020) de Florent Marchet, alors que *Mohican* (2021) d'Éric Fottorino met en scène le dialogue de sourds entre deux générations d'agriculteurs ; quand le fils suggère que «la terre a besoin de repos», le père répond sèchement : «Comme si je me reposais, moi !»

Si j'ai choisi de consacrer du temps à écrire sur ce thème, c'est que j'ai envie de croire à un avenir paysan ; lorsqu'il y a six ans, à la naissance de notre premier enfant, ma compagne et moi sommes revenus vivre à la campagne, tout est remonté, je me suis rappelé être un fils et un petit-fils de paysans. Ce que je vois chaque matin de la fenêtre de notre chambre à coucher, ce sont des champs, ceux de notre voisin le plus proche, un paysan.

Pourtant, je le sais, lorsque je fréquente des agriculteurs, je tiens le rôle d'un ancien étudiant de lettres, d'un ancien enseignant, ancien journaliste, individu louche, fourbe, paresseux et hors-sol ; toujours, je pose trop de questions, fais trop de politesses. Cependant, lorsque je retourne en ville, je m'aperçois être redevenu paysan, en quête d'un ciel plus grand, de vestiges

végétaux, animaux ; jamais je n'aurai la démarche citadine, des mains de grattepapier.

À jamais entre deux mondes, les fesses entre une chaise et un botte-cul.

OceanofPDF.com

Du Plan Wahlen aux paiements directs

Je ne le connaissais pas. Il m'avait spontanément adressé un courriel après avoir écouté une émission du «Kiosque à Musique», durant laquelle je faisais une lecture musicale d'un texte portant sur le monde agricole. Martin Pidoux habite Romont, dans le canton de Fribourg, il est lui aussi fils et petits-fils de paysans. Il enseigne à la Haute école des sciences agronomiques de Zollikofen, dans le canton de Berne. Pourtant, même s'il travaille au plus proche du monde paysan, il se rend compte, comme moi – et ça lui fait mal de l'admettre – que dans l'esprit de ses étudiants, il appartient davantage à la classe des «bobos urbains».

Il vient manger chez moi un soir. Il me parle longuement des tiraillements dus à son double statut de fils de paysan et de professeur de politique agricole, de son impression de manquer parfois d'ancrage dans le quotidien rural. Je lui raconte mes louvoiements dans l'écriture des chants de la Fête des Vignerons, cette grande célébration organisée une fois par génération à Vevey pour honorer les travaux de la vigne. Comment réconcilier mes aspirations artistiques et mes racines viticoles ? Comment trouver les mots pour décrire les espoirs et les angoisses des vignerons de ce début du XXI^e siècle ?

J'ai tout de suite été séduit par son ouverture, son optimisme, sa manière de toujours voir la boille de lait à moitié pleine. Il y croit dur comme fer, le fossé entre ville et campagne n'est pas une fatalité, il souhaite contribuer à le démontrer et lâche cette phrase qui résonne en moi : «Nous devons bien cela à nos parents et grands-parents.»

Une année plus tard, au printemps 2022, lorsque je le retrouve dans la ferme familiale, à Forel-sur-Lucens, il est en train de changer les couteaux du rotor d'une herse. Martin a repris l'exploitation au 1^{er} janvier ; il le voit comme un projet stimulant qui le sort de sa zone de confort. On commence la discussion ainsi, moi debout avec un calepin, lui couché, dos sur le sol poussiéreux, armé d'un tournevis pour détacher les mottes de terre sèche qui empêchent de fixer les vis des couteaux.

Il dit que cette nouvelle vie lui change des cours de Zollikofen. Derrière son John Deere, des palettes de patates, six tonnes de variétés Erika et Laura, qu'il plantera sur trois hectares dès que le sol sera plus chaud. Les tubercules sont rouges, enrobés de fongicide, pour lutter contre les rhizoctones ; il vaudrait mieux ne pas montrer cela à des journalistes, à moins de prendre le temps de leur expliquer en détail la culture de la pomme de terre.

Il ne parle pas de vocation. Il a eu la chance d'hériter d'un patrimoine sain financièrement, il a simplement souhaité le perpétuer, poursuivre son développement, relever un défi professionnel concret, se rapprocher de la pratique ; il ne travaillera qu'à temps partiel sur l'exploitation, tout en conservant un emploi à l'extérieur. «Quand j'ai signé le contrat hypothécaire, ça m'a fait quelque chose, mais je n' imagine pas entrer en agriculture comme on entre dans les ordres.» Il ne vit du reste pas à Forel, mais à Romont, à quinze minutes de là, avec ses enfants et sa femme, une logopédiste indépendante qui le laisse vivre «son rêve de ferme», sans vouloir en faire partie pour l'instant.

On commence la visite par son poulailler, un hangar construit en 1988 par son père. Une petite lucarne découpée dans la porte de bois laisse entrevoir deux cents mètres carrés couverts de poussins. Il y a des chaufferettes à gaz, des distributeurs automatiques de grains et d'eau. Cet

univers rappelle des scènes du film *Au nom de la terre*. Il me dit que son père l'a vu dernièrement et qu'il a été très ému.

Le géant bâlois de l'agroalimentaire Bell (dont les deux tiers des actions sont détenues par le groupe Coop) lui a livré 4500 poussins il y a trois jours ; ils resteront chez lui encore 32 jours, passant de 43 grammes à 1,8 kilogramme. Ce ne sont pas des chiffres abstraits ; ils sont notés au stylo dans un carnet déposé à l'entrée du poulailler. C'est ce que l'on appelle une «filière intégrée»; le partenaire Bell est en amont et en aval de la production, gère tout le processus, fournit les poussins, le fourrage, assure ensuite le rachat du poulet à un prix fixe. Martin n'a qu'à fournir la main-d'œuvre et l'amortissement du bâtiment. Il réfléchit cependant à faire évoluer le système, passer en «Natura Farm» : les poussins auraient ainsi le double de temps pour atteindre le poids idéal, pourraient picorer dans un parc ombragé par des arbres. Ce type d'élevage correspondrait davantage à l'orientation qu'il souhaite donner à son exploitation. Ses parents voient cela d'un bon œil.

On passe en revue ses hectares de grandes cultures et visite une étable communautaire qui réunit les 70 vaches laitières que son père élevait avec deux autres exploitants. Chaque bête porte en guise de cloche un émetteur électronique qui indique la quantité exacte de compléments alimentaires que le distributeur doit administrer, qui recueille également les informations lors de chaque passage au robot de traite. Le lait est vendu à un bon prix à la fromagerie de Combremont-le-Petit pour la fabrication d'un gruyère AOP. Et pourtant, au 31 décembre de cette année, Martin et ses associés vont renoncer au bétail et remettre cette étable à un autre paysan.

Invité à manger chez ses parents, je rencontre le père Pidoux, Jean-Luc, un gaillard costaud, énergique, qui ne tient pas en place ; il est parti d'un petit domaine avec 15 vaches, il a fondé une «association partielle» avec deux autres paysans il y a 35 ans (la première de la région), il a lancé

l'élevage de poulets (au village, on lui disait : «petits animaux, petites gens»), il a commencé à produire des semences, il a également été vice-président du comité de Prometerre, l'association vaudoise de promotion des métiers de la terre. Il s'est toujours engagé pour l'agriculture suisse. Il était de ceux qui, le lundi de la Pentecôte 1978, à l'initiative de l'Union des paysans suisses, avaient bloqué la route de Berne pour crier leur ras-le-bol et défendre leurs droits.

À table, il y a aussi la mère, Mireille, restée discrète pendant la discussion. Rétrospectivement, elle pense que cette étable communautaire a été une excellente idée, permettant à son mari de ne traire qu'une semaine sur trois, et l'autorisant, elle, titulaire d'un brevet de paysanne, à reprendre à plein temps son métier de cœur, infirmière.

Jean-Luc est retraité depuis un mois. Il a remis presque tous ses mandats. Il dit que devoir bientôt se séparer de ses vaches ne l'affecte pas tellement : «Je les ai assez traites, et ça devenait difficile. La situation a changé si vite. Il faut se veiller à ne pas finir aigri.»

J'essaie de creuser, de savoir ce qu'il ressent, comprendre quel est son regard sur l'agriculture actuelle, il préfère botter en touche, rappeler des souvenirs, énumérer des noms, des chiffres, des prix. Comme la majorité des paysans, il n'est pas habitué à parler intimement de son métier, de son parcours. Le lendemain de ma visite, le fils m'écrit un texto : «Je me rends compte que je ne l'ai pas souvent entendu parler de lui, de ses émotions, de ses préoccupations personnelles, même quand je travaille seul avec lui.»

Il en profite pour m'envoyer un article qu'il vient de rédiger pour la revue *Paysans et sociétés* ; il constate que la politique agricole suisse est chaque année davantage remise en question par la population. On pourrait aisément interpréter ce désaveu comme un mécontentement général du peuple vis-à-vis de son agriculture. Pourtant, Martin choisit de rester positif.

Chacune de ces votations est l'occasion de débattre, d'entendre les voix des paysans, d'essayer de comprendre comment on en est arrivé à l'agriculture actuelle, d'en décrire le contexte économique, politique et historique.

C'est dans ce but que j'ai commencé à dévorer des piles d'ouvrages récents et accessibles portant sur l'agriculture suisse. J'y ai découvert des choses passionnantes.

Jusqu'au début du XX^e siècle, la Suisse connaissait une agriculture à la traîne, peu différente de celle du siècle précédent, sans grande innovation, sans réforme brusque, par respect des anciens, par loyauté. Dans son roman *La Terre* (1887), le progressiste Zola, ne pouvant souffrir cet état de fait, dressait du paysan un portrait sans complaisance : «Le jour où, instruit enfin, il se déciderait à une culture rationnelle et scientifique, la production doublerait. Mais, jusque là, ignorant, têtu, sans un sou d'avance, il tuerait la terre.»

Voilà l'agriculture traditionnelle, nourrie d'un ethos laborieux – endurance et résistance –, basée sur une structure familiale misant sur la transmission générationnelle, l'humilité, la prudence, la constance. C'est un tableau qui traverse les décennies ; on le retrouve chez Éric Fottorino dans *Mohican* : «Ton grand-père Léonce ne savait rien de la terre qu'il cultivait. Rien de sa chimie, rien de ses propriétés, rien des méthodes modernes de fumure, rien de la génétique, des croisements, des hybrides, rien du calcul des bilans. Léonce, il ne savait que donner de la peine. Comme tous les gars de sa condition il n'avait pas de savoir, juste de la croyance.»

Aujourd'hui, nous sommes beaucoup à rêver d'un retour à l'essentiel, à l'authentique, à des pratiques plus locales, plus harmonieuses, moins industrielles, moins technologiques. Rappelons d'abord que l'agriculture du

début du siècle dernier était faite de paysans pauvres, très pauvres, de santé fragile, souvent sans accès à l'éducation, croulant sous les tâches manuelles.

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, toute l'Europe se souvient de la Première, de la crise de 1929 : on craint d'avoir à nouveau faim. Dès l'invasion de la France par l'Allemagne, en 1940, tout est mis en place pour garantir l'approvisionnement de la population. La Suisse lance le «Plan Wahlen», qui vise l'autosuffisance alimentaire : extension des cultures, multiplication des jardins potagers, contribution de l'industrie aux travaux des champs, service agricole obligatoire, meilleure gestion des réserves et – déjà ! – limitation de la production de viande (puisque une même surface peut produire sept fois plus de calories végétales que de calories animales, la Confédération ordonne l'abattage d'une partie du bétail et la transformation de pâturages en cultures de pommes de terre).

En conséquence, la production du blé double, celle de pommes de terre triple, celle des légumes quadruple. Le taux d'auto-alimentation passe de 20 % à 70 %.

À la fin de la guerre, les paysans suisses sont des héros, la réincarnation des glorieux mercenaires, les apôtres de la liberté : reconnaissance éternelle aux nourriciers de la nation, les piliers de l'indépendance !

Celui qui, comme moi, aurait tendance à réprouver la politique agricole actuelle doit garder en tête ce qui en était le moteur il y a 70 ans : la peur de manquer, le souvenir des tickets de rationnement, des émigrations forcées, des années de disette, toutes ces menaces qui ont conditionné nos vies pendant des millénaires.

Se rappeler aussi que l'agriculture moderne a permis aux enfants de se libérer des corvées agricoles pour aller à l'école ; aux paysans de profiter

des progrès en matière d'agronomie et de quadrupler leur production sans étendre leur surface.

C'est une lecture du passé que je n'entends presque plus. On me parle de pollution, de maltraitance animale. Plus personne n'ose évoquer la possibilité du manque, la fragilité du système alimentaire mondial. On a oublié que la satisfaction des besoins primaires est une condition indispensable de la stabilité sociale et politique. Oui, l'agriculture est aussi garante de paix. «Faites labour, pas la guerre», comme scandaient les paysans du Larzac dans les années 1970.

La période d'après-guerre est pleine d'espoirs, on a foi dans le progrès. On tourne le dos aux aïeux qui se sont échinés à désherber au racloir ; imaginez le ravissement des paysans quand on leur montre qu'avec un bidon d'herbicide, une seule personne peut nettoyer une dizaine d'hectares en une matinée ! La vie devient tellement plus facile, plus belle.

Les lignes directrices de cette nouvelle ère se définissent en 1951, lorsque la population suisse vote pour une nouvelle orientation de la politique agricole : un système productiviste et protégé. L'État assure aux paysans le débouché de leurs produits ; et le prix doit obligatoirement couvrir les frais de production. Ce soutien interne est complété par des mesures de protection à la frontière, limitant les importations.

Les agriculteurs ont eux aussi connu leurs Trente Glorieuses. Malgré les 20 000 paysans qui défilent à Berne en 1954 pour dénoncer une baisse du prix du lait de... un centime, on peut parler d'années fastes, d'un élan d'euphorie qui va durer quarante ans.

Un peu avant cet âge d'or, le grand-père Hofmann quitte son Belpberg pour s'établir en Suisse romande ; la tradition veut que le cadet des enfants reprenne la ferme, et il est l'aîné.

Pour cause de pleurésie aiguë – une inflammation qu'il avait soignée durant toute une année à l'hôpital à l'âge de 20 ans –, il échappe à la mobilisation générale. Il vient d'acquérir un tracteur (ce n'est que le deuxième du village) et peut ainsi labourer les champs de tous ses collègues partis à la frontière entre 1940 et 1942. Grâce à ce coup de main, la famille a été bien intégrée dans le village. À leur arrivée, les Bernois étaient souvent mal vus dans la région.

Ce grand-père est décédé il y a longtemps et n'a pas eu le loisir d'écrire un livre pour raconter ces premières années à Villars-sous-Yens. Mon père n'a conservé que quelques anecdotes de cette époque. Quant à mon oncle, il possède des documents de la Société de Laiterie où on lit par exemple qu'en novembre 1945, une grève du lait avait déjà été organisée par l'Union romande des agriculteurs pour demander une meilleure rémunération au litre. Mais rien sur le quotidien de mes grands-parents. Toute une époque s'est volatilisée.

Il faut s'en remettre à la littérature, au récit autobiographique d'un autre paysan bernois émigré, *Le dernier des six* (2020) de Werner Baumgartner, un livre écrit à l'attention de ses cinq enfants. Il raconte comment lui et sa famille ont loué deux chars à bancs à l'école d'agriculture la plus proche, les ont chargés d'affaires personnelles, attelés à des chevaux pour rejoindre en deux jours, avec une halte nocturne à Grange-Marnand, le domaine qu'ils avaient acheté près de Nyon.

L'auteur se souvient de l'apprentissage du français à l'école, de ses études d'agronomie. On le voit adopter une région en même temps qu'il est adopté par elle, même s'il ne cessera de fréquenter le «Jodler-Club» de

Nyon, comme mes grands-parents. L'intérêt du livre réside surtout dans le récit du développement agricole de l'après-guerre : «Plus personne ne crache dans les mains, deux fois le quart d'heure, pour tenir le manche de son outil. C'est fini tout ça. Maintenant, il faut être mécanicien ou presque magicien pour suivre toute cette évolution. Il n'y a plus d'alternative. Il faut la suivre ou crever.»

L'agriculture suisse qui sommeillait depuis des siècles s'emballa soudain. Aux insecticides développés après la Première Guerre, s'ajoutent les herbicides, après la Seconde, puis les fongicides, dans les années 1970. L'arrivée en masse des tracteurs réduit la main-d'œuvre, modifie la taille des parcelles, transforme le paysage : on rase les haies, on enterre les rivières, on planifie des remaniements parcellaires. On achète des semoirs à engrais, des pompes à traiter. On améliore les semences, on développe des variétés à haut rendement, on modifie les races de bétail. On draine et on irrigue les parcelles, on double la production, on la triple, on s'endette, on agrandit l'exploitation, on construit, on achète un nouveau tracteur, on quadruple la production. On fait confiance à l'automatisation, on opte pour des machines infatigables, précises, régulières, en phase avec les principes standardisés du marché. On cherche à maîtriser tout le processus, de la semence (modifiée) à la récolte (mécanisée), en passant par la croissance (améliorée) et la protection (chimique).

Avant, le petit paysan endetté était un miséreux ; depuis, c'est un entrepreneur dynamique. Il faut grossir, augmenter les performances, mener une course folle vers la mécanisation, la modernisation.

Entre 1950 et 1990, la production agricole est encouragée, l'État continue d'assurer le débouché et un prix stable. Le budget fédéral pour

l'agriculture explose. Évidemment, cela ne pouvait durer. Le problème des surplus remplace lentement la peur des carences.

Dans un premier temps, une grande partie des excédents céréaliers servent de fourrage bon marché pour le bétail ; ils font ainsi décoller la production et la consommation de viande suisse ; le trop-plein ouvre également un nouveau marché international, celui de l'aide alimentaire, un business qui mettra à mal l'agriculture de nombreux pays dits «sous-développés».

En Suisse, on enregistre un premier sursaut en 1977, avec l'instauration des contingents laitiers : on se porte toujours garant de l'achat à un prix satisfaisant, mais on limite la production. En 1990, la Confédération verse 1,1 milliard de francs de «compte laitier» afin de stabiliser les prix. Et pour se débarrasser des surplus, elle maintient des subventions à l'exportation : des sommes qui dépassent la valeur de la marchandise.

En 1991, le lait est acheté en plaine 1,07 franc le litre, plus du double de la moyenne européenne ; ce chiffre restera le record de toute l'histoire suisse (il oscille aujourd'hui autour des 60 centimes).

En 1992, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz annonce la fin d'une politique agricole inspirée de l'économie de guerre : «Nous ne pouvons pas la maintenir indéfiniment sous une cloche à fromage.» Depuis la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, on n'a plus peur de la faim.

En 1992 toujours, le «Sommet de la Terre» organisé à Rio de Janeiro impose une nouvelle donne : la conscience écologique remplace peu à peu les craintes pour la sécurité alimentaire. Les médias commencent à parler d'érosion et de tassement des sols, de phosphate et de nitrate dans les

nappes phréatiques, de pesticide, de biodiversité et de préservation des paysages.

En 1993, les paysans subissent la première baisse du prix du lait depuis la guerre.

En 1994, le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) impose des accords de libreéchange, alors que 150 pays s'unissent au sein de la toute nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) pour contrer les protectionnismes, réduire les taxations douanières et emmener l'agriculture sur le chemin du néolibéralisme. On parle alors d'ouverture des marchés, de suppression des soutiens nationaux, de fin des subventions à l'exportation. L'OMC ne tolérera désormais que les soutiens directs aux agriculteurs, sans lien avec la production, au nom de la libre concurrence.

Entre 1995 et 1996 survient la crise de la «vache folle», l'encéphalite spongiforme bovine : 230000 bêtes sont abattues préventivement en Suisse. La consommation de viande chute lorsque le consommateur comprend que cette maladie peut être transmise à l'homme. On découvre surtout que le bétail était nourri avec de la farine animale ; la confiance envers le monde paysan est brisée. C'est un argument supplémentaire inespéré pour ceux qui souhaitent remettre en question les aides économiques versées aux paysans.

1996, année charnière.

Jusqu'alors, l'agriculture était reconnue comme un pilier de l'indépendance et de la sécurité alimentaire du pays. Elle avait le même statut que l'armée : personne n'aurait osé la remettre en question.

Le dimanche 9 juin 1996, les trois quarts de la population acceptent par les urnes une nouvelle politique agricole. La Suisse devient pionnière mondiale en la matière, avec le concept de «multifonctionnalité» : la

Constitution s'enrichit d'un article qui stipule que l'agriculture n'est plus là uniquement pour nourrir mais aussi et surtout pour entretenir un paysage rural.

C'est la naissance des «paiements directs» : la Confédération complète le revenu des paysans, à condition que l'exploitant apporte la preuve qu'il satisfait à des exigences à caractère écologique. On passe d'un système protégé, subventionné, intensif et productiviste, à une agriculture « multifonctionnelle», toujours perfusée économiquement, mais contrainte d'être respectueuse du paysage, de l'environnement, du bétail, et sans incitation directe à produire.

En somme, on a trouvé une astuce pour que «l'exception agricole» subsiste dans l'économie suisse. On savait qu'à vouloir la rendre concurrentielle sur le marché mondial, on la ferait disparaître. On avait conscience que l'agriculture suisse ne pouvait obéir aux critères néolibéraux. On a donc continué de l'aider financièrement, en corrigeant la justification : on ne soutiendra désormais plus la production mais le rôle de l'agriculture dans la société contemporaine, soit l'entretien du paysage, le respect de l'environnement et l'occupation décentralisée du territoire.

Je me souviens de l'enthousiasme de Martin Pidoux quand, chez ses parents, il soutenait que grâce à ces paiements directs, la Suisse s'était donné les moyens de prendre une longueur d'avance sur l'Europe en matière d'écologie. Et c'est vrai ! À partir de 1996, tous les paysans doivent contractuellement se soucier du bien-être des animaux, de leur espace de vie, leur régime, limiter l'usage d'engrais et de produits phytosanitaires.

D'autres conséquences sont plus dommageables.

Dans l'esprit de la population, les Paysans-Supermen de la Seconde Guerre se sont mués en mendiants, en assistés ; en considérant la somme globale allouée, ils sont rémunérés cinq fois plus que les chômeurs.

L'agriculture est le secteur le plus subventionné par la Confédération.

En plaine, la moitié du revenu des paysans est dorénavant versée par l'État ; en montagne, cela peut représenter les trois quarts. Ils sont rémunérés pour un service public rendu. Ils rejoignent la catégorie sociale de ceux qu'ils ont raillés pendant un demi-siècle : les fonctionnaires.

En les écoutant bavarder entre eux, ce n'est pas tant ce statut qui les perturbe, mais davantage leur dépendance de ceux qu'ils considèrent comme leurs pires ennemis : les «éco-technocrates de Berne», ceux qui, dans des bureaux propres, inventent de nouvelles pratiques agricoles.

À l'heure de l'apéro, ils sont nombreux à s'insurger contre une nouvelle directive fédérale les forçant, pour pouvoir épandre leur lisier, à attendre sept jours consécutifs avec des températures supérieures à 5°C. Et ce n'est pas tout ! Pour protéger l'air des émanations d'ammoniac, ils doivent obligatoirement se munir de «pendillards», des tuyaux souples qui permettent d'épandre au plus proche du sol. Un tonneau à purin doté de ce dispositif coûte la bagatelle de 60 000 francs ! Et la demande est telle qu'il y a un délai d'attente d'un an et demi ! Enfin, il faut protéger toutes les fosses à lisier avec une couverture réglementaire ; coût des travaux : entre 50 000 et 100 000 francs !

Si les paiements directs garantissent à l'agriculture un engagement écologique et une survie financière, la question sociale, morale et psychologique est souvent éludée. Or, il paraît clair que ce subventionnement du monde paysan se fait aux dépens de sa légitimité, sa dignité.

Le contexte économique a évolué plus vite que l'identité paysanne. Pour la plupart des agriculteurs, un quart de siècle après l'introduction de ces paiements, le succès d'une entreprise reste synonyme de sueur, d'effort, de courage, de mérite : travailler bien pour récolter plus, travailler plus pour gagner davantage.

Ces subventions fédérales les encouragent pourtant parfois à ne rien entreprendre, à s'asseoir derrière un bureau, tapoter sur une calculatrice, faire des choix selon les grilles administratives, ne chercher qu'à optimiser ces aides.

Parmi les « prestations écologiques requises » (PER), indispensables pour toucher des paiements directs, l'agriculteur doit consacrer 7 % de son domaine à des « surfaces de compensation » : des parcelles où il laisse, en quelque sorte, la nature travailler à sa place. L'État imagine des friches et des couloirs de biodiversité, des exploitations extensives, des fauches tardives. Au paysan, ces jachères font honte, il a l'impression de mal faire son travail. Il rêve encore de champs bien tenus, généreux, propres en ordre, sans mauvaises herbes. Les PER sont une aubaine pour la nature, mais un déshonneur dans l'esprit des anciens qui ont trimé toute leur vie pour exploiter le moindre talus, le moindre bord de route, jusqu'à la dernière parcelle ingrate.

Et puis, il y a la paperasse.

Pour recevoir ces paiements directs, il faut remplir des dizaines de formulaires, parfois incompréhensibles, souvent infantilisants, glisser des attestations de données chiffrées, une comptabilité validée par des autorités compétentes, ajouter des statistiques, des mesures de surface, des plans des parcelles. Il faut remplir des critères de sécurité, de conformité des équipements, annoncer la naissance des veaux dans les délais, tenir un journal des sorties du troupeau, un descriptif de la stabulation, remettre les pièces d'identité de chaque bête, un carnet des champs avec les dates de fauche et de pâture, la couverture du sol en hiver, les rotations de culture et les plans de fumure.

On finit par croire que pour l'État, les agriculteurs sont des hors-la-loi en puissance.

Cette «formularisation» croissante du métier, cette bureaucratisation de l'agriculture décourage de plus en plus de vocations. Comment ces paysans, souvent décrits comme des caractères fiers et indépendants, acceptent-ils qu'un «gratte-papier de Berne» descende un jour de sa belle voiture pour vérifier si la fauche de son champ a bien eu lieu après le 15 juin ?

(Même si en vérité, il faut l'avouer, ces inspecteurs voyagent parfois en transport public, souvent dans des voitures plus petites que celles des paysans.)

Comment, dans ces conditions, préserver la créativité et l'esprit d'entreprise des chefs d'exploitation ? Comment stimuler la responsabilité individuelle ?

(Même si on ne peut pas demander à tous les agriculteurs d'être des entrepreneurs innovants ; comme dans tous les corps de métier, il faut admettre que les trois quarts des travailleurs sont heureux qu'on leur dise que faire, comment et quand procéder.)

Comment, en imposant une politique agricole basée sur des interdictions et des sanctions, encourager les jeunes à sortir de leur zone de confort, à découvrir d'autres formes d'agriculture ?

(Il ne faut pas oublier qu'avant 1996 et l'instauration des paiements directs, le cultivateur ne pouvait livrer que quelques céréales communes, et surtout pas de quinoa, de pois chiches ou de sorgho, très en vogue en ce moment ; de même qu'un éleveur suisse ne pouvait légalement posséder que quatre races de vache homologuées, et si l'un d'eux achetait une Montbéliarde, il était aussitôt amendé...)

Martin relève de plus en plus souvent la tête pour faire un commentaire.

On est cette fois chez lui, dans le salon épuré de sa villa de Romont. Il est en train de relire ce chapitre sur les paiements directs. Il porte à ses lèvres un verre de vin nature du Domaine du Chambet, près de Genève, un pétillant naturel («pet'nat'», pour les initiés), un chasselas vinifié selon une méthode ancestrale. Il sourit et me fixe maintenant avec des yeux moqueurs. Diplomate, il dit simplement : «Bravo, tu as très bien su reproduire l'avis général des paysans.»

Il me parle de ses étudiants de Zollikofen, jeunes agriculteurs, jeunes agricultrices, tous et toutes en pétard contre ces satanés paiements directs. Et pourtant. Dès qu'un politicien se permet de remettre en question le système, dès que l'État décide de baisser de 1 ou 2 % l'une ou l'autre des prestations, c'est la révolte, le poing sur la table, les envolées lyriques : «On ne touche pas à nos paiements directs !»

Selon lui, l'écueil principal de toute critique de la politique agricole est de ne prendre en compte que la situation des petits producteurs, en oubliant

la complexité du système, leur rapport avec la grande distribution, le marché européen, l'OMC, entre autres.

«On peut faire le procès des paiements directs, me dit-il, mais ils ont au moins l'avantage de tomber directement dans la poche des paysans.» Jusque dans les années 1990, l'État subventionnait aussi les transformateurs, les sucreries, les unions fromagères, les fabriques de beurre, des entreprises qui ne reportaient pas forcément ces gains sur les prix d'achat aux producteurs.

La question des travers de cette «perfusion économique» du monde agricole n'est pas nouvelle, elle se pose en réalité depuis 1951, depuis l'intervention de l'État dans la politique agricole.

Martin me soumet une question faussement naïve : «Et toi, par quoi remplacerais-tu le système des paiements directs ?»

Je lui réponds que ce livre n'est pas un manuel de politique agricole. Je n'ai évidemment pas la prétention de proposer des solutions. Je n'en ai pas l'envie, et encore moins les compétences. Je souhaite simplement transcrire un maximum de points de vue, ouvrir le débat, apporter de la nuance et partager des informations.

En 2021, la Confédération a par exemple versé 2,8 milliards de francs de paiements directs répartis entre 48864 exploitations agricoles. Cela équivaut à un versement de 4 775 francs par mois et par exploitation.

Autrement dit, en moyenne, chaque contribuable suisse a versé 560 francs pour soutenir le monde agricole en 2021 !

N'est-ce pas injuste de payer doublement sa nourriture, par ses impôts et au supermarché ?

Bernard Lehmann, professeur d'économie agraire à l'EPFZ et ancien directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, a une jolie formule pour décrire la situation : «L'agriculture est quelque chose d'intéressant dans la mesure où l'on peut vendre deux fois : le paysage et puis la pomme.»

Pourquoi l'agriculture – qui représente moins de 1 % du produit intérieur brut du pays – absorbe 7,2 % des dépenses de la Confédération ?

Pourquoi les bûcherons, les pêcheurs et les petits artisans ne toucheraient-ils pas les mêmes aides ?

Pourquoi continuer de subventionner des pratiques qui, pour une part croissante de la population, sont synonymes de désastre écologique et de menace pour le climat ?

Si la population était amenée à voter pour abolir ces paiements directs, quel serait le résultat ?

Et puis, quelques jours plus tard, je lis le *Plaidoyer pour nos agriculteurs* (2017), un livre captivant de la géographe française Sylvie Brunel, qui m'apporte un autre type d'interrogations : «Pourquoi le citoyen trouve-t-il normal que la culture, l'école, la santé, les transports soient largement subventionnés, mais s'insurge-t-il quand la société rémunère l'agriculteur qui non seulement le nourrit à bas prix, mais entretient les paysages ?»

Gaz lacrymogènes et ventes aux enchères

On est le 23 octobre 1996.

Près de 15000 paysans viennent manifester à Berne pour défendre leurs droits. On voit d'abord défiler des sonneurs de cloches, chaleureusement applaudis, des banderoles «Ni pays, ni paysages, sans paysans», une foule bienveillante, inoffensive. Et puis soudain, au pied des barrières installées autour de la Place fédérale, des cris, des vapeurs de gaz lacrymogènes. La police charge pour disperser les manifestants, elle leur tire dessus avec des balles en caoutchouc. Paysans et paysannes ne comprennent pas ce qui leur arrive, tous et toutes ont des visages ahuris, prennent peur, s'enfuient, se réfugient dans les commerces voisins. Certains entrent dans une colère noire, une colère qui explose aussi bien en français qu'en suisse-allemand.

Dans le documentaire *Campagne perdue* (1997) du réalisateur vaudois Stéphane Goël, qui s'ouvre sur cette manifestation, une paysanne s'écrit : « Nous, on s'en fout, on aura toujours à manger, mais ceux qui vivent en ville, ils pourront crever ! »

La situation est tellement inimaginable que beaucoup de paysans rapportent pour preuve une balle de caoutchouc à la maison.

L'image du noble terrien est sévèrement écornée ce 23 octobre. Du jour au lendemain, les protégés de l'État se muent en malfaiteurs, en criminels que les forces de l'ordre n'hésitent pas à bafouer, humilier.

1996, la maladie de la vache folle.

1996, l'apparition des paiements directs.

1996, le basculement de la représentation du monde agricole.

Ce 23 octobre, peu après les premiers gaz lacrymogènes, on voit monter sur une estrade un homme, haranguant la foule, un mégaphone à la main. On reconnaît le leader syndical de l'Union des producteurs suisses, Fernand Cuche ; c'est avant qu'il ne devienne conseiller national, puis conseiller d'État. Ses mots et son charisme évitent une catastrophe : il parvient à empêcher un second assaut policier et à calmer ses collègues paysans.

Au printemps 2022, il accepte de descendre de son petit village accroché sur les flancs du Chasseral pour me rejoindre à Lausanne, au Café de Grancy, sur une terrasse bobo qui tranche avec son imposante silhouette, sa poigne de terrien. Si ses rides se sont encore creusées avec les années, ses yeux sont toujours aussi clairs, aussi vifs.

En se remémorant les événements qui ont précédé ce 23 octobre, Fernand Cuche en oublie son café, il montre la même fougue qu'il avait sur la Place fédérale pour me décrire les rassemblements devant les abattoirs de Micarna à Courtepin, pour s'opposer à la chute du prix de la viande de porc ; à l'entrée des grandes surfaces de Lucerne, Saint-Gall ou Neuchâtel, pour empêcher les clients d'acheter des produits agricoles mal rémunérés ; à la frontière française pour bloquer des poids lourds importateurs de fruits et de légumes bradés ; dans les marchés pour faire de la «vente directe pédagogique» et conscientiser le grand public.

Il regrette que les paysans n'aient plus envie de se battre : «Cela fait très longtemps qu'on ne les a plus vus manifester devant les portes d'une Coop ou d'une Migros. Ils ne savent plus dire : ça coûte tant, et tenir ! Ou verser

leur lait par terre si le prix est trop bas. Sans révolte du monde agricole, qui comprendra vraiment ce qu'il représente dans la chaîne alimentaire ?»

Selon lui, les paysans se résignent aujourd'hui à quémander à Berne des suppléments de paiements directs, suivent à la lettre les conseils de l'Union suisse des paysans et espèrent vaguement qu'un parlementaire allié fera enfin son boulot.

Cuche regrette que les grands distributeurs ne prennent jamais en compte, dans les prix de leurs produits, les coûts environnementaux et sociaux qui leur sont liés. Si pour les fraises marocaines on ajoutait une surtaxe pour les milliers de kilomètres parcourus et le préjudice causé à des travailleurs exploités, on verrait soudain que le même produit cultivé localement serait bien meilleur marché.

Il fulmine également lorsqu'il reçoit les journaux gratuits de la Coop ou de la Migros, lorsqu'il aperçoit sur leurs nombreux affichages publicitaires des rabais sur du vin importé : «Tu imagines (on est donc passés au «tu») les investissements en communication ? Et si on utilisait ces sommes astronomiques pour rémunérer équitablement le tout début de la chaîne, les paysans suisses ?»

Il est fatigué d'entendre les parlementaires de Berne rabâcher le même argument depuis trente ans : la Suisse compte 800 000 pauvres, il est impensable d'augmenter les prix dans les supermarchés. «Mais c'est absurde ! Ce n'est pas aux paysans d'assumer le scandale des travailleurs sous-payés, c'est aux grandes surfaces de réduire leurs marges !»

Il relève malgré tout quelques signes encourageants : «Plus une société est fragile, plus elle a tendance à revenir aux fondamentaux.» Il remarque que beaucoup de gens se soucient à nouveau de la qualité de leur alimentation ; de plus en plus de jeunes citadins se lancent spontanément

dans des écoles d'agriculture ; et davantage de cadres retournent à la terre, refusent «les fictions de la Bourse», comme il dit.

Le temps file avec Fernand Cuche, deux heures se sont déjà écoulées quand on commence à parler de ses lectures, en particulier de Jean-Pierre Rochat, l'un des très rares paysans-écrivains, avec les auteurs français Jean-Loup Trassard, qui vit en Mayenne, et André Bucher, dans la Drôme. Cuche connaît bien Rochat pour lui avoir vendu du foin quand ce dernier travaillait encore dans son exploitation à Vauffelin, dans le Jura bernois : «Il faisait partie de ces marginaux qui fabriquent des tommes de chèvre et vont les vendre au marché de Bienne. C'était un passionné de bétail qui gagnait régulièrement des prix au Marché-Concours de Saignelégier.»

Cuche avoue cependant avoir dû interrompre la lecture de son dernier roman après quelques pages seulement, il remuait trop de mauvais souvenirs. *Petite Brume* (2017) raconte la mise en faillite d'une exploitation agricole. L'intrigue se limite à une seule journée, une seule action : une vente aux enchères publique. Le paysan voit partir son lit, sa fourche, sa botteuse, ses deux tracteurs, ses vaches et son cheval préféré, *Petite Brume*.

Quand Fernand Cuche avait 12 ans, son père, paysan, s'était aussi retrouvé en faillite, acculé par les dettes. Il avait «une difficulté majeure de vivre», comme le dit aujourd'hui pudiquement le fils : il était alcoolique. Il a été mis sous tutelle et forcé de tout vendre : domaine, machines, champs, vaches, chevaux. Il le voit encore nettoyer ses outils, exhiber ses affaires sur le sol. Il se souvient des acheteurs qui arrivaient en masse, qui visitaient l'étable avec un double mètre, qui entraient dans toutes les pièces, touchaient tous les objets. Le petit Fernand était ensuite allé vivre dans un appartement. Il n'avait pas pu prendre avec lui Diane, une chienne qui lui était chère.

Les ventes aux enchères s'invitent souvent dans la littérature traitant du monde agricole. Dans un très beau livre illustré sobrement intitulé *Paysans* (1996), Didier Schmutz recopie telle quelle une petite annonce repérée dans un journal : «Pour cause de départ au Canada, grande mise de Holstein le 21 décembre 1994 dès 10 h au Marché-couvert à Bulle. Bétail d'excellente qualité, à savoir 28 vaches, 13 génisses, 2 taurillons, 16 veaux. Tracteur Hürlimann 488T, auto-chargeuse, épandeur à fumier, brasseur à purin, herse, faucheuse rotative.» Une photographie noir et blanc de Hugues de Wurstemberger l'accompagne, montrant un homme juché sur un char, le crieur, tenant dans la main un micro. Deux assistants présentent au public des chaînes à neige pour pneus de tracteur, un lot de piquets neufs et une boîte de clous.

On ne voit pas le visage des Clément, le couple de paysans qui a choisi d'émigrer au Canada. On nous décrit seulement la situation : une famille à nourrir avec 2 200 francs de revenu mensuel, l'obligation de trouver un emploi supplémentaire à temps partiel, une étable à rénover pour obéir au nouveau règlement, le refus des banques de faire crédit, un contingent laitier jugé trop petit, l'impossibilité d'accroître la surface et le prix du lait en chute libre. L'auteur n'y va pas par quatre chemins : «Ici, le paysan pue. C'est celui qui purine tous les samedis, le pollueur. Il traîne toujours derrière lui l'image de l'assisté qui coûte à la collectivité. Au Canada, la situation est bien différente. C'est un honneur de faire du lait là-bas.»

Partir ou mourir à petit feu. Les Clément ont tout vendu pour traverser l'Atlantique avec leurs deux enfants de 2 et 3 ans, recommencer de zéro, à Sainte-Perpétue, à 100 kilomètres de Trois-Rivières.

Deux ans après leur arrivée, en 1995, le quotidien québécois *Le Nouvelliste* titrait : «Maryse Clément nommée agricultrice de l'année !»

Autre livre, autre vente aux enchères, dans *Ver blanc* (1983), une autobiographie d'Ernest Däreninger. On est cette fois à Échichens, près de Morges. Il y a à nouveau un crieur debout sur un vieux char à bancs qui exhibe des ustensiles de cuisine, des instruments aratoires, des machines à traire, des cloches, des harnachements ; il est parfois bien emprunté pour trouver un nom à tous ces objets. Le marché agricole n'est pas encourageant ; pour évoquer la surproduction, les journalistes parlent de «montagnes de beurre» ou de «marées blanches de lait». La Berne fédérale préfère saluer un *Gesundschrumpfung*, un «assainissement par la diminution des effectifs». Le déclin du nombre de fermes est un moindre mal pour l'économie suisse. Si le pays est riche, il le doit à ses industries d'exportation, à la réputation de sa place financière, pas à ses paysans.

Ernest Däreninger, lui, s'en sort, mais la politique agricole le désole : « La nuit, le sommeil ne venait pas, et de jour, en trayant, il m'arrivait que je doive enfouir mon visage dans le pelage d'une vache pour étouffer des cris de rage et de désespoir.»

Däreninger n'est pas du genre à baisser les bras, il suit de près l'actualité, prend régulièrement un train pour Berne, s'en va comploter au restaurant Burgerhaus, tâche de ne pas paraître trop «welsche», boucle le dernier bouton de sa chemise, pousse la porte des bureaux de deux conseillers fédéraux, obtient un peu d'attention mais se fait avoir, revient bredouille, s'acharne, y retourne, une fois, deux fois, malgré les traîtrises des parlementaires pro-paysans, malgré le paternalisme des dirigeants agricoles, il y croit, lance un référendum, une initiative, investit une part de ses économies, profite de ses insomnies pour traduire des textes en allemand et tenter de rallier la Suisse entière. Lorsque le directeur de Migros rédige un article discréditant les paysans, Ernest Däreninger s'en

va faire le siège de l'usine à cochons du groupe, à Chesalles. Il détourne deux de leurs remorques à lisier. Il est accusé d'instigation au trouble et de détérioration des biens d'autrui, mais durant le procès, les mensonges du directeur de Migros apparaissent au grand jour : il est contraint de publier un rectificatif. Ernest a gagné une bataille.

Ceux qui émigrent au Canada pour échapper à la sinistrose helvétique.

Celui qui monte à Berne et organise des actions pour défendre ses droits.

Celui qui crie dans un mégaphone le 23 octobre 1996.

Il faut bien le dire, la famille Clément, Ernest Därendinger et Fernand Cuche sont des exceptions dans le monde agricole. La plupart du temps, les paysans disparaissent sans bruit. Ils râlent entre eux puis retournent à l'ombre de leur étable pour faire le poing dans la poche, l'orgueil en travers de la gorge, jusqu'au matin où ils éteignent leur machine à traire pour la dernière fois, jusqu'au jour où un camion arrive pour charger les vaches, et c'est terminé.

Que se passe-t-il dans la tête d'un exploitant qui brise une lignée paysanne ? Qui encourage ses enfants à faire un autre apprentissage ? Et qui se dit qu'au moins, s'il n'y a personne pour reprendre, il pourrait avoir une vraie retraite, s'arrêter de travailler à 65 ans et pas au-delà, vendre ses champs et vivre convenablement ?

En 1905, il y avait 243 000 exploitations en Suisse, l'agriculture concernait 30 % de la population.

En 1950, elle représentait encore 20 % de la population.

En 1970, plus que 6,7 %.

En 2003, 3 %.

En 2021, il subsiste 48 864 exploitations, soit 2 % de la population.

Depuis dix ans, 1 500 fermes disparaissent chaque année.

Quatre par jour.

Verra-t-on bientôt des firmes fusionner des dizaines de domaines et engager des agri-managers ?

Prise de remords, la société industrielle inaugurera-t-elle des «zones protégées paysannes» – comme on ouvrait des parcs naturels dans les années 1970 –, des aires où on pourra se promener, observer de loin des agriculteurs, en photographier si on est assez chanceux ?

La paysannerie suisse obéit depuis cinquante ans à un darwinisme violent, la «loi de la jungle rurale» : puisque la surface agricole n'est pas extensible, seuls les plus compétitifs survivent et mangent les terres des plus faibles.

Ce climat ne pousse pas les agriculteurs à se confier, à avouer leurs problèmes aux collègues, il accentue l'isolement, il attise les jalousies, freine la solidarité. On observe le voisin en prévision d'une possible faillite. Après un enterrement, on se retrouve au bistrot pour anticiper la répartition des parcelles.

Tout un pan du monde paysan est en train de s'évanouir – des gestes, des odeurs, des bruits, des goûts, des savoir-faire, des savoir-être – et on se

comporte comme si rien n'avait changé, comme si rien ne changera jamais. On les aime quand ils sont derrière les étals des marchés à la ferme, on dit qu'ils font partie de notre identité, ils sont l'âme du pays ; on sait pourtant qu'ils agonisent, on connaît les chiffres, les médias nous les servent chaque année, un porte-parole invoque une «évolution structurelle», un «ajustement nécessaire», on ne s'inquiète pas, les rayons des supermarchés sont toujours bien garnis, on distingue encore leurs champs depuis l'autoroute, parfois même quelques vaches, et si «deux tiers des exploitations fonctionnent à perte», on se dit que ce ne doit pas être si grave, que des politiciens sont à leur chevet, des dirigeants agricoles prennent la situation en main...

OceanofPDF.com

Coop, Migros, Syngenta, l'État et moi

Vous pouvez leur dire que leurs fertilisants ont d'abord été utilisés dans les tranchées de Verdun, leur prouver que le nitrate d'ammonium provient de la chimie de guerre, leur rappeler que l'explosion d'une usine d'engrais azotés a fait 31 morts à Toulouse en 2001, que des silos de ces mêmes engrais ont tué 220 personnes à Beyrouth en 2020. Peine perdue. Ils défendront toujours leur arsenal chimique.

L'azote favorise le développement foliaire des végétaux ; le phosphore contribue au développement racinaire ; le potassium stimule la résistance, la croissance.

Vous les verrez de même plaider pour leurs herbicides, leurs fongicides, tout ce qu'ils préfèrent appeler «produits phytosanitaires» ou «produit de défense de la santé végétale». Vous reconnaîtrez sur leur t-shirt ou leur casquette le logo de firmes agrochimiques.

En somme, ils préfèrent s'en prendre à ceux qui leur donnent de l'argent – la Confédération, les consommateurs –, plutôt qu'à ceux qui s'enrichissent sur leur dos, ceux qui les exposent à des substances toxiques. On oublie souvent qu'ils sont les premières victimes de la chimie agricole ; eux qui ont traité en short et sans masque de protection pendant des décennies.

Et pourtant, lors des deux initiatives antipesticides de 2021, il était stupéfiant de voir avec quelle ardeur ils montaient au créneau pour défendre

«leurs» produits. Illustration flagrante du syndrome de Stockholm.

Comment expliquer ce comportement ? Est-ce une forme de loyauté envers les parents, les grands-parents ? Une fidélité renforcée par l'enseignement des écoles d'agriculture ? Est-ce le poids de l'histoire, le souvenir du «miracle de la chimie», un émerveillement à jamais gravé dans la mémoire collective paysanne ?

Quant aux principaux acteurs de ce juteux commerce – les Allemands BASF et Bayer, les Américains FMC et Corteva et le Suisse Syngenta, qui représentent à eux cinq plus des deux tiers du marché mondial –, ils reportent volontiers la responsabilité sur les usagers : «Voyons, ces produits ne sont pas dangereux en soi, ce n'est qu'une question de dosage.» En cas de dérapage, la faute incombe à des paysans qui ne lisent pas suffisamment les notices d'utilisation, qui n'ont pas la formation adéquate, qui rincent leur bossette de traitement trop près d'une bouche d'eau claire.

En mai 2022, on a entendu le patron du géant bâlois Syngenta profiter de la crise alimentaire engendrée par le conflit ukrainien pour affirmer, sans ironie, que la culture biologique sera responsable de la faim dans le monde, à cause de son manque d'efficacité ; il oubliait de dire que les produits phytosanitaires «bios» ne constituaient encore que 1,8 % de son chiffre d'affaires.

Ce qui me choque en premier lieu, ce n'est pas le manque d'investissements chez les grands groupes agrochimiques pour développer de nouveaux produits, aussi efficaces que respectueux de l'environnement ; c'est surtout qu'ils continuent d'exporter des pesticides prohibés chez nous ; c'est qu'on importe ensuite des aliments et des fourrages produits avec ces substances.

Un pas en avant a été franchi lorsque le Conseil fédéral a proscrit, début 2021, l'exportation de produits phytosanitaires extrêmement dangereux comme l'herbicide «paraquat», interdit en Suisse depuis 1989. Seulement voilà, Syngenta possède des fabriques à l'étranger, en Grande-Bretagne, en Chine, aux États-Unis, des pays soumis à des règles plus permissives. Par ailleurs, les maigres espoirs de voir la situation s'améliorer ont été douchés en novembre de cette même année 2021, lorsque le peuple suisse a refusé par son vote de rendre les multinationales plus responsables...

J'entends par-dessus mon épaule une petite voix me souffler : «C'est trop facile d'incriminer les multinationales. C'est de la pure démagogie. Un manque cruel de courage. Avoue que tu en connais, des paysans qui se contrefichent de polluer leur sol, qui semblent même y prendre un certain plaisir, qui font juste gaffe de ne pas se faire attraper. Tu les as entendus s'écrier fièrement : je suis chez moi, je fais ce que je veux, et c'est pas toi qui vas me dire ce que je dois faire !»

Il y en a encore, oui, mais heureusement, ils ont presque tous bientôt l'âge de la retraite.

En 1940, le premier tracteur du grand-père Hofmann était de marque Vogel, il sortait d'une usine implantée à Aubonne, à cinq kilomètres seulement de la ferme. Son parc à machines se résumait alors à cinq engins rudimentaires ; il savait tous les réparer lui-même, le fonctionnement était simple, pragmatique.

Beaucoup d'agriculteurs sont devenus aujourd'hui ce que l'on pourrait appeler des «ageekculteurs», adeptes du «smart farming», contrôlant en direct toutes les activités de leur étable sur l'écran de leur smartphone. Leur tracteur aussi est intelligent, avec ses outils bardés de capteurs, ses paramètres complexes, ses algorithmes, ses infrarouges et ses caméras. Les paysans font du binage de précision, ils achètent des pulvérisateurs ultraciblés, des robots défricheurs, des trieurs optiques, des drones diffuseurs d'insectes auxiliaires. Ils attachent autour du cou de leurs vaches un collier connecté pour surveiller leur cycle de reproduction et donner l'alerte en cas de maladie. On attend maintenant l'arrivée du «big data» agricole.

Il s'agit moins ici de juger cette évolution technologique que d'en décrire les conséquences. Il y a d'une part l'endettement et les crédits nécessaires à l'acquisition de ces machines sophistiquées. Il y a surtout la perte d'autonomie. On dépend de la fabrication et de l'acheminement de pièces complexes. Si la machine est en panne, on ne peut plus ou on ne sait plus faire sans. Plus globalement, c'est une dépossession de ses outils de travail.

Pour me faire une idée de la situation, je vais frapper à la porte du voisin de notre ferme familiale, Éric Andrist, mécanicien sur machines

agricoles. Il a repris en 2003 ce qui était la forge de feu son père Bernard, maréchal-ferrant, solide moustachu à la poigne redoutable. Cette rencontre est un prétexte bienvenu pour découvrir son carnotzet, également hérité du père. Pendant qu'il débouche un Château de Châtagneréaz 1^{er} Grand cru d'Essertines-sur-Rolle, j'ai le temps d'apprécier la décoration, vestige d'un temps révolu : un diplôme de la Société des Dragons, une plaque avec l'identité d'un cheval militaire, une centaine de trophées de concours hippiques.

Éric commence par me raconter son stage dans un petit village reculé de Suisse allemande durant son CFC de mécanicien agricole. On y faisait encore des «moillettes» (des bottes de paille ficelées à la main) que l'on chargeait sur un char d'attelage ; il a semé en conduisant des chevaux, il a puriné en tirant des tuyaux. Il me parle du passé non sans une certaine nostalgie. Il avoue allumer encore le feu de sa forge deux fois par année, pour redresser une pièce qu'il ne peut travailler au chalumeau : l'employé le regarde «avec des yeux grands comme ça», s'amuse-t-il.

À 59 ans, il a été témoin de l'évolution de sa profession : il a troqué sa clé à molette contre un ordinateur. Il branche maintenant un logiciel sur les tableaux de bord des tracteurs pour savoir où se situe la panne. Il a connu à ses débuts des charrues à un soc ; elles en ont maintenant cinq et sont tirées par des tracteurs de 250 chevaux. Il répare parfois des herses rotatives pliables de cinq mètres de large.

Ce matin, après une heure de bureau, pour la commande de pièces – « On jette plus qu'on répare, à cause du coût de la main-d'œuvre » –, Éric a donné ses instructions à son employé : une boîte de vitesses robotisée de tracteur dont il fallait changer les électrovannes et une fuite sur le vérin de suspension gauche d'un véhicule (le client avait envoyé par WhatsApp une photo floue dudit vérin pour un diagnostic).

Éric était la veille à la foire Agrovina de Martigny pour rencontrer des clients, des fournisseurs. Il a vu en action les nouvelles technologies de géolocalisation, comme la gamme des GPS RTK, qui permettent de travailler la terre avec une précision au centimètre. Cette technologie limite l'usage d'engrais, de produits phytosanitaires, de carburant, elle fait aussi gagner du temps. On commence à l'utiliser pour sarcler mécaniquement les parcelles, au lieu de répandre des herbicides. Technologie de pointe et protection de l'environnement font parfois bon ménage, malgré certains désagréments : l'abonnement GPS coûte cher, et en cas de panne, on passe des heures sur une ligne téléphonique payante à trouver une solution, ce qui, en période de moissons, rend les agriculteurs plutôt nerveux.

J'imagine mon grand-père se promener dans le parc à machines d'Éric Andrist. Je crois qu'on pourrait lire dans ses yeux de l'émerveillement. Il aimait beaucoup les machines.

Mais peut-être se dirait-il aussi qu'on est allé un peu trop loin, un peu trop vite. Qu'on a perdu l'essentiel, le geste, le sens de l'observation, et puis l'esprit d'équipe. Ces technologies rendent les journées très solitaires. Les maux de dos sont devenus maux de tête. Il n'y a plus personne pour partager ses préoccupations, discuter les bons choix. Les voisins ne viennent plus donner un coup de main pour la récolte des pommes de terre, les moissons.

On est seul sur sa machine du matin au soir, comme un chauffeur poids lourds international.

Observez votre caddie quand vous faites des courses : combien contient-il de produits bruts, non transformés ? Un tiers ? Un quart ? Et

combien de petits pois et de maïs en conserve, de frites et d'épinards surgelés, de salades toutes prêtes et de plats cuisinés ?

Bienvenue dans le secteur de l'agroalimentaire : l'achat, la transformation, le stockage, le transport et la revente de la matière première des producteurs. On y reconnaît, en bonne place, des multinationales comme Coca- Cola, Danone ou Nestlé (les dix plus grosses firmes gèrent le quart du marché mondial) ; et quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre que la denrée alimentaire la plus exportée de Suisse, en termes de valeur économique, est aujourd'hui... le café, vendu dans de petites capsules d'aluminium.

Parmi les géants de l'agroalimentaire figure un nom moins connu du grand public, qui ratisse pourtant très large : la Fédération nationale des coopératives (Fenaco). C'est la plus grande société agricole de Suisse – la moitié des paysans en sont membres –, le résultat de multiples rachats et fusions. La Fenaco dépassait les 7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 2021. Elle contrôle la moitié du marché national des céréales, des pommes de terre, et les deux tiers des oléagineux. Cette fédération possède en outre les semences UFA, les engrais Landor, les magasins Landi, les supérettes Volg, les boissons Ramseier, les stations-service Agrola et des dizaines d'autres entreprises.

Le modèle économique de Fenaco est celui de l'«intégration verticale». Les paysans achètent leurs habits de travail, leurs outils, leur matériel, leurs semences, leurs engrais et leurs produits phytosanitaires auprès des antennes régionales Landi (Fenaco) ; ces deux dernières années, ils allaient aussi y chercher des banderoles gratuites incitant à voter NON aux initiatives contre les pesticides ou contre l'élevage intensif. Ils livrent ensuite leur récolte directement dans ces mêmes succursales Landi. Prenons l'exemple des pommes de terre : les tubercules sont ensuite transformés en frites surgelées dans l'usine neuchâteloise de Frigemo (autre filiale de

Fenaco), avant d'être transportés, avec le diesel Agrola (Fenaco), jusque dans l'un des 600 commerces Volg (Fenaco), pour être revendus aux consommateurs, qui sont parfois, comble d'ironie, les petits producteurs du tout début de la chaîne.

Ce sont ces géants qui imposent les prix, mais aussi les règles de production : calendrier des récoltes, quotas et calibres des produits. Il faut que ces derniers soient transportables, stockables, résistants. Et qu'importe si la nature dans laquelle évolue le paysan est fluctuante, dépendante de la pluie, du soleil, des ravageurs et des maladies ; il faut un approvisionnement stable, standardisé, en fonction de la demande et du marché.

Plus loin dans la chaîne alimentaire, juste avant le consommateur, on retrouve la distribution : ces épiceries et supérettes qui résistent comme elles le peuvent aux supermarchés, qui, quant à eux, se hâtent d'optimiser leurs profits avant l'arrivée des hypermarchés.

Pour continuer de vendre à très petits prix tout en conservant des marges importantes, les grands distributeurs ne coupent pas dans leurs budgets publicitaires ou marketing ; ils préfèrent faire pression sur leurs fournisseurs, qui répondent en baissant le prix d'achat des petits producteurs.

En juin 2022, une enquête du quotidien *Le Temps* et du média en ligne [Heidi.news](#) publiait pour la première fois des chiffres tenus secrets par ces distributeurs (ils n'auraient jamais été révélés sans le piratage des serveurs des Laiteries réunies de Genève). On y apprenait que Migros et Coop étaient les deux distributeurs suisses qui dégageaient les plus grandes marges sur les produits laitiers, avec respectivement 57 % et 46 %, soit le

double des marges pratiquées par les concurrents français. Les journalistes ont même découvert des marges de 67 % sur une tomme vendue chez Migros, et 92 % sur un yogourt de chez Coop.

Le problème est qu'en Suisse, ces deux distributeurs ont un quasi-monopole, se partageant 77 % de la consommation alimentaire globale ; ils peuvent impunément dicter leurs prix : ils exercent ainsi une énorme pression sur les transformateurs, qui la répercutent sur les producteurs. Les paysans n'ont d'autre choix que de livrer leur lait, leurs céréales, leurs fruits, en espérant, en vain, que le prix d'achat sera à la hauteur.

En bout de chaîne, il y a le consommateur, vous et moi. On dit souvent que le client est roi, mais en vérité, tout est fait pour orienter nos choix, conditionner nos habitudes selon les souhaits des principaux acteurs de ce commerce.

En prenant par exemple l'habitude d'acheter sur les étals des pommes de terre propres, j'impose sans le savoir aux producteurs de les traiter chimiquement pour raffermir leur peau et leur permettre d'être lavées, triées et transportées sans dommages ; c'est moi aussi qui impose l'usage d'anti-germinatifs car je n'achèterais jamais de tubercules couverts de végétation.

C'est encore moi qui, poussé par une promotion exceptionnelle, souhaite manger des tomates en plein hiver, et force ainsi les producteurs à acquérir des plants résistants, à les cultiver dans des serres chauffées, dans des terreaux hors-sol à base de fibre de coco sri-lankaise, à nourrir ces plants au goutte-à-goutte en eau, en phosphore, en phosphate et en oligo-éléments. C'est aussi moi qui consommerai des tomates sans goût ni valeurs nutritives.

C'est moi enfin qui, en achetant des pommes parfaites, de taille moyenne, sans tavelures, sans défauts, décline indirectement les trois quarts de la récolte de l'agriculteur ; moi qui impose l'usage d'une trentaine de molécules chimiques pour obtenir des fruits aussi esthétiques que résistants ; moi qui force les producteurs à traiter avant la cueillette pour durcir les fruits, à cueillir trop tôt et conserver la récolte dans des chambres froides pour éviter le mûrissement...

Plus sa situation empire et plus le paysan y répond par un silence opaque entrecoupé de coups de colère et d'orgueil. Il en veut aux «acteurs visibles» : les journalistes, les antispécistes, les écologistes ; et il continue de manger dans la main des «acteurs de l'ombre» – groupes agrochimiques, agro-industriels, grands distributeurs – alors qu'ils sont les piliers de l'agriculture moderne et ses principaux fossoyeurs.

Dans cette constellation complexe d'intérêts, l'État laisse faire et se comporte vis-à-vis des paysans comme un père indigne. Souvent absent, il se contente de distribuer l'argent de poche et ne daigne se montrer que pour sauver les meubles quand le mal est fait : gel, sécheresse, inondation.

On parle depuis vingt ans de «la mort du lobby paysan». L'Office fédéral de l'agriculture n'a plus les coudées franches. Le PLR et l'UDC ne sont plus des soutiens indéfectibles. L'Union suisse des paysans parvient à préserver les acquis, maintenir le budget agricole, se battre contre des initiatives dites «extrêmes» ; elle peine par contre à définir et imposer une perspective d'avenir pour les petits producteurs, rassembler sous sa bannière tous les visages de l'agriculture moderne, de la microstructure en permaculture à l'élevage intensif de poulets.

À Berne, ce sont les groupes agro-industriels qui font la loi, à l'exemple de la discrète Communauté d'intérêt pour le secteur agroalimentaire (CISA), relais privilégié entre le Conseil fédéral, son administration et les intérêts de l'industrie agroalimentaire ; on y retrouve à la même table des responsables de l'État, de la Coop, de Migros, de Bio Suisse et de Nestlé, entre autres.

Les paysans, quant à eux, sont dépossédés de leur pouvoir de décision, de leur liberté d'entreprendre. Il y a toujours un élément extérieur qui leur échappe. Il y avait jadis les aléas de la météo, les épizooties ; il y a maintenant des décisions prises en secret dans les directions de Coop ou Migros, Syngenta ou Fenaco ; il y a les nouvelles directives de l'OMC, de l'Union européenne ; il y a l'incertitude du prochain plan quadriennal de la Confédération, et pour couronner le tout, le dérèglement climatique.

Il y a enfin la vindicte populaire.

«Faire paysan, c'est travailler plus que tout le monde et gagner moins que tout le monde pour nourrir des gens qui croient qu'on les empoisonne», me dit un jeune qui débute dans le métier.

L'agriculteur n'écouterait plus sa terre, sa faune, sa flore.

Il a surtout cessé d'écouter son dos, sa nuque, ses bras, ce corps qu'il maltraite comme une bête de somme. On travaille jusqu'à la nuit en été, on rentre tôt l'hiver pour aller traire le lendemain, on envie l'horaire et le salaire fixe de l'ouvrier. Les «durs à la tâche» sont d'excellentes cibles pour l'épuisement, la dépression. Dans le monde paysan, on ne se permet pas de tomber malade, on n'a pas le temps pour ça, ni les moyens, on a pris la franchise maximale, on ne touche l'assurance perte de gains qu'après un mois, certains ne sont même pas couverts contre les accidents, on le sait pourtant, on a vu passer l'information, l'agriculture est un secteur «à très

haut risque», le nombre d'accidents y est trois fois plus élevés que la moyenne suisse, seuls les bûcherons font pire, il faut pourtant un problème grave pour justifier un arrêt de travail, on va chez le docteur quand c'est trop tard.

En réalité, la solidité légendaire des paysans est souvent de l'orgueil déguisé en courage.

Être paysan, c'est aussi gagner peu. Un constat que l'ancienne journaliste et actuelle conseillère d'État fribourgeoise Sylvie Bonvin préfère exprimer avec humour dans ses *Chroniques d'une paysanne* : «On ne gagne rien avec les pommes de terre. La viande de bœuf coûte plus qu'elle ne rapporte. La vente des fruits et légumes ne couvre pas les frais. Les œufs sont un gouffre financier et cultiver des céréales ressemble déjà à du bénévolat. Enfin, l'élevage des chevaux tient plus de l'œuvre de bienfaisance que d'une vraie production agricole. Heureusement, je ne fais pas de lait car je devrais payer de ma poche la responsabilité de me lever tous les matins à cinq heures pour traire.»

Si un ouvrier agricole touche 3000 francs mensuels pour 50 heures de travail hebdomadaires, si un employé temporaire trime encore plus pour 17 francs de l'heure, le calcul du salaire d'un paysan indépendant est plus compliqué à évaluer. On observe toutefois que les exploitations les moins performantes consomment progressivement leur capital pour résister le plus longtemps possible. Il y a les difficultés de trésorerie au quotidien : une production dont la valeur stagne, voire diminue, et des frais d'exploitation (fourrage, engrais, traitements phytosanitaires, carburant, soins vétérinaires, machines) en augmentation constante.

Ajoutez à cela le problème de l'endettement, dû à des facilités bancaires (plusieurs hectares de terrains en guise de caution) et à un encouragement fédéral à l'agrandissement (des paiements directs définis selon la surface).

En Suisse, la part du capital emprunté n'a cessé d'augmenter pour atteindre aujourd'hui, en moyenne, 45 % de la valeur des actifs. Exprimé autrement : ce sont les banques qui possèdent près de la moitié des fermes de nos campagnes.

L'endettement de nos paysans est le plus élevé d'Europe.

OceanofPDF.com

Moins de cordes autour des poutres des granges

Voilà près de vingt ans que nous n'avions plus voyagé tous les cinq ainsi, dans le même break Peugeot. L'un de mes frères conduit, il est inspecteur cantonal de la chasse, il revient d'une séance avec des éleveurs en rogne contre les ravages du loup ; mon père ne dit pas ce qu'il pense (ces prédateurs n'ont rien à faire ici !), peut-être parce qu'il se remet lentement d'un «accident de travail» (à 79 ans !) : le godet en acier d'un tracteur lui est tombé sur la tête. Alors que mon autre frère vérifie sur son smartphone qu'il a bien son pass Covid (on est le 15 septembre 2021), ma mère se cramponne à la poignée, elle déteste la route de Berne.

Le parking de la «grande salle» de Carrouge est archiplein. Le spectacle commence dans quelques minutes. Salle comble. Moyenne d'âge, 60-70 ans. Décor sommaire : bottes de paille, boille à lait, sacs de grains, faux, radio, téléphone fixe et bouteille de gnôle. Nous sommes assis sur des chaises qu'il faudra nous-mêmes empiler par colonnes de dix à la fin du spectacle. Nous nous trouvons à 200 mètres du «Sentier Gustave Roud», qui se pratique après avoir téléchargé des lectures inédites via un code QR ; à 200 mètres également de la ferme qui a abrité le poète jusqu'à sa mort, du banc de bois sur lequel il aimait s'installer le soir venu, comme le faisaient mes grands-parents maternels, paysans à Vulliens, village voisin de Carrouge.

Il est temps de mettre notre téléphone en mode avion, *La terre de mon père* va commencer. La pièce de théâtre sera suivie d'une discussion avec l'acteur principal, Pierre-André Schütz, ancien agriculteur, ancien

aumônier, venu au secours de dizaines de familles paysannes en proie à la dépression, au suicide. Mon voisin de siège le dit «meilleur aumônier que paysan», qu'importe, «le gros Schütz», comme il l'appelle, campe ce soir un personnage, Maurice Cherpillod, patriarche bourru qui refuse de se défaire d'un champ, même si la vente permettrait à son fils de développer un nouveau commerce de poulets, et ainsi peut-être de sauver le domaine.

Nous assistons à une représentation sans romantisme ni nostalgie, loin de la campagne glorifiée par Gustave Roud. Nous nous trouvons à deux kilomètres de la ferme où vivait Fernand Cherpillod, à qui le poète dédie *Pour un moissonneur* ; on trouve dans la dernière édition de ce texte un portrait en noir et blanc qui ne révèle pas les yeux bleus dudit Fernand, on distingue néanmoins ses bras noueux, ses «mains vivantes» avec «la longue veine du sang nouveau».

Les mots de ce poète mort il y a un demi-siècle me touchent. Je crois comprendre la tension intérieure qu'il ressent à vivre à la campagne sans « en être ». Je l'imagine flâner autour du village avec son vieux costume-cravate, sa sacoche de cuir en bandoulière, son petit carnet pour consigner des observations. Il remue les lèvres en marchant, apostrophe les moineaux, les coquelicots, et soudain, voilà Fernand, son ami paysan ; ce dernier est très occupé, il y a la paille à rentrer, ce n'est pas le moment de bavarder.

Le poète n'est pas du même monde, mais il fait du bien aux moissonneurs, aux faucheurs, aux laboureurs, il les élève, les sacralise, il rend aux paysans cette dignité qui leur fait tant défaut aujourd'hui. Il glorifie la terre de ses aïeux...

Sur scène, Maurice Cherpillod, ce père incarné par Pierre-André Schütz, s'emporte : quoi ? vendre mon champ ? et puis quoi encore ! Il manque d'assommer son fils avec un balai. Ce dernier s'en va. L'épouse craque. Maurice se retrouve seul et s'en veut.

J'imagine le poète lui poser une main sur l'épaule, parler étrangement, en ouvrant à peine la bouche, lui dire de belles choses sur les plantes qui poussent au bord des champs. Roud parle de ce qu'il a vu en suivant le cours de la rivière qui porte le nom du village, décrit un monde de vent, de graminées, et de lumière. Il exprime son amour de la terre, du ciel, la tentative de saisir par les mots les charmes de la nature et des hommes qui la travaillent...

Maurice lui coupe la parole. Sa réalité à lui est au bord de la faillite ! À cause du prix du lait et du blé, des importations, des grandes surfaces, de toute cette paperasse et de cet abruti de fiston !

Le poète se tait, l'écoute longuement, il songe à Fernand Cherpillod, son ami paysan qui s'est donné la mort en 1971.

Le lendemain de cette tragédie, Gustave Roud écrivait dans son journal : «Tristesse affreuse de cette mort. Partout du sang. Fernand s'est relevé du divan où il avait tiré et avait été à la cuisine... Pourquoi ne l'ai-je pas été voir, sachant qu'il n'était pas bien ?»

En juin 2022, je me rends dans l'enclave fribourgeoise d'Estavayer, dans le petit village d'Autavaux, au chemin des Fermes, et frappe à la porte de Pierre-André Schütz. Il me serre la main, me dit qu'il va bien, qu'il va mieux, que la pluie qui tombe réjouit tout le monde (on vient de vivre cinq jours de canicule). Ce matin, il est allé faire du vélo et a demandé trois fois à Dieu de faire tomber la pluie.

Il me fait déguster le Doral d'un vigneron atypique d'Ollon, Harald Cropt, 122 kg pour 1,93m, le premier lutteur métis en lice à une Fête fédérale. Pierre-André me demande très vite de le tutoyer. Il a préparé son entretien. Devant lui, il y a le prêche d'un culte prononcé lors de la Fête du Blé et du Pain à Échallens en 2018.

Il cite tour à tour Marcel Pagnol et son «copain Jésus» : un texte sur les pèlerins d'Emmaüs (Luc 24), qu'il juge «très paysan-compatible», parce qu'il parle des taiseux, de celles et ceux qui par pudeur ou par orgueil ne partagent pas leurs problèmes ; l'histoire du paralysé de Béthesda (Jean 5), qui lui permet d'aborder la victimisation des agriculteurs, la souffrance passive, la tendance à accuser les autres ; enfin, la parole du Samaritain (Luc 10), qui lui a montré que l'aidant doit être proche de l'aidé, presque intime, qu'il doit connaître son univers, maîtriser les questions juridiques, politiques, écologiques, sociales et économiques de sa réalité quotidienne.

Quand il commence à parler, il faut se battre pour en placer une. Un spectacle solo se joue autour de la table du salon. Son épouse Line, qui cuisine derrière nous, le reprend parfois, lui dit qu'il exagère. Elle me dit que leur fille aînée vit à Yens, elle allait souvent acheter des fruits dans le marché à la ferme de mes parents. Pierre-André Schütz connaît bien mes

oncles et tantes, il a chanté avec eux dans différents chœurs mixtes. Le monde paysan est toujours tout petit.

On commence par évoquer la pièce dans laquelle il a joué à Carrouge. Au départ, le metteur en scène Jean Chollet voulait l'appeler *Le Malheur est dans le pré*, pour parodier le nom d'une émission de télé-réalité ; le scénario initial se terminait par un suicide. Et puis la pandémie a débarqué et ils n'ont plus eu le cœur de tisser une intrigue aussi sombre. Ils ont rendu la fin plus légère, plus interactive : à dix minutes du terme du spectacle, les comédiens laissent les spectateurs voter sur deux issues possibles : soit le père reste borné et refuse de vendre, soit il autorise un nouveau départ à son fils. Pierre-André Schütz me dit le bonheur qu'il a eu à jouer cette pièce : « Il faut souvent passer par l'émotion pour faire comprendre la réalité paysanne. »

Pour saisir les motivations profondes de Pierre-André Schütz, il faut comprendre le combat que fut sa vie. Après six ans dans un orphelinat, cet enfant illégitime et abandonné est placé dans une famille de paysans, les Schütz de Sottens, des Bernois arrivés en Suisse romande en 1937. Lorsqu'il a 15 ans, le père lui dit : « Ou bien tu fais paysan et je t'adopte ou bien tu deviens enseignant et tu fous le camp ! » Il pleure durant des jours, fugue, revient et apprend peu à peu à aimer le métier : un CFC d'agriculteur à 20 ans, un diplôme d'ingénieur agronome à 24 ans, une maîtrise fédérale agricole à 30 ans et une charge de cours à l'école d'agriculture de Grange-Verney, cela tout en exploitant une ferme de 17 hectares.

Il a connu les belles années : « le lait à 1 franc, le blé à 108 francs et le taureau à 13,40 francs poids morts. » En 1982, il lâche tout et ajoute au « p » du paysan le « p » du pasteur, comme il aime dire : après avoir nourri ses voisins avec des céréales panifiables, il veut leur offrir le pain de l'Évangile. Il obtient un master en théologie à l'âge de 55 ans. C'est alors qu'en 2015, le Service agricole et viticole vaudois (SAVI) mandate l'Église

pour créer un poste d'aumônier du monde paysan, c'est une première en Suisse. On reproduit un concept inauguré en 2008 à Québec, celui des « sentinelles » : il s'agit de proposer des formations d'une journée adressées à tous les proches des agriculteurs (vétérinaires, contrôleurs laitiers, sélectionneurs, comptables) pour les sensibiliser aux symptômes de la dépression et aux risques de suicide. L'aumônier et ses sentinelles travaillent main dans la main avec des psychiatres (qui lui avoueront toutes et tous ne jamais avoir eu d'agriculteurs comme clients). « Ces paysans qui n'ont pas l'habitude de se répandre sont de bons candidats pour se pendre », lâche simplement Pierre-André Schütz, qui a le sens de la formule.

En 2015, quatre jeunes paysans de la même volée à l'école de Grange-Verney se donnent la mort.

En 2016, huit autres familles d'agriculteurs sont endeuillées.

Le taux de suicide chez les paysans suisses est de 40 % supérieur à la moyenne nationale. Entre 1991 et 2014, on recense 447 agriculteurs à avoir mis fin à leurs jours, sûrement plus si on ajoute les suicides maquillés en accidents ou en morts naturelles. Pierre-André Schütz est le témoin impuissant de 18 suicides de paysans, uniquement dans le canton de Vaud, entre 2015 et 2020.

Les médias s'emparent du problème, en font les gros titres. L'aumônier demande l'aide de son ami journaliste Jacques Poget, ancien rédacteur en chef du *24 Heures*, pour ne pas commettre d'erreur de communication. En une année, une vingtaine d'articles et trois reportages télévisés lui sont consacrés ; on l'entend aussi dans l'émission radio « La ligne de cœur » et dans un documentaire de « Temps présent ».

Selon Pierre-André Schütz, la cause principale de ces suicides est relationnelle : un isolement social dû à la mécanisation des tâches, à la

difficulté de trouver une compagne ou un compagnon, à un divorce souvent lié à la surcharge de travail. «On ne va plus à la laiterie, un camion-citerne vient tous les deux jours sur la ferme et le chauffeur est pressé, il n'y a plus de bistrots pour un moment convivial à la table des menteurs, on n'a plus les moyens de se payer un ouvrier.»

Il me dit une phrase que je recopie aussitôt : «La mort du secteur primaire est un des indicateurs principaux de la décadence d'une civilisation.»

Il me parle de celui qui s'est suicidé à l'âge de 40 ans, après s'être lourdement endetté par l'achat d'une stabulation libre – il fallait mettre son étable en conformité avec les normes fédérales –, il ne dormait plus la nuit, il avait peur de la faillite, surtout après une chute du prix du lait de 17 centimes.

Celui qui ne parlait plus à personne. Sa femme était partie. Son petit frère s'était donné la mort quelques années auparavant dans un chalet d'alpage. Il soignait pourtant encore son apparence et son appartement («alors que certains ont le frigo vert de moisissures et la salopette qui tient toute seule»). L'aumônier est parvenu à le faire pleurer, à le faire parler pendant plusieurs heures – «tu sais, Pierre-André, les Dents du Midi, elles sont peut-être belles, mais elles ne me parlent pas quand je clôture tout seul» –, il était sauvé.

Celui dont l'épouse est forcée de reprendre un travail à plein temps à l'extérieur du domaine, celui qui ne donne pourtant aucun coup de main pour le ménage, la cuisine et l'éducation des enfants ; il aurait certainement fini divorcé si son aumônier ne lui avait pas «mis une sacrée brossée.»

Celui qui reprend le domaine de son père avec 120000 francs de dettes. Cinq ans plus tard, il a 800000 francs de dettes, simplement parce qu'il

adore les gros tracteurs et les machines neuves ; il refuse aussi de remplir les documents des paiements directs. L'aumônier retrouve deux cartons pleins de factures impayées : «Un CFC d'agriculteur ne fait pas forcément un bon gestionnaire.»

Celui qui avait un tempérament solaire jusqu'à ce qu'il découvre que sa femme le trompe. Il divorce. Son père ne cesse de lui répéter que c'est «un bon à rien». Il se suicide.

Celui qui avoue du haut de ses 30 ans : «Depuis que j'ai repris le domaine, le seul dimanche matin où j'ai dormi, c'est le lendemain de mon mariage.»

Celui qui, le corps fatigué, à l'âge de la retraite, confie à son aumônier : «Je ne peux simplement plus en avant.»

Celui dont la femme, chercheuse universitaire et carriériste, montre de plus en plus de mépris à son égard, celui qui craint le divorce, croit qu'il va devoir céder la moitié de son domaine à son ex-femme, celui qui l'assassine et se donne la mort juste après.

Celle qui s'éprend d'un paysan de montagne et l'épouse. Elle aimait la littérature ; elle vit désormais «une histoire à la Zola» avec un alcoolique imprévisible et violent. Elle préfère se donner la mort.

Celui dont le lait est volontairement empoisonné par un laitier qui souhaite le discréditer, l'exclure de la laiterie, le ruiner, racheter son exploitation et la transmettre à son fils. Il évite de peu le suicide.

Celui qui se tire une balle dans la tête au printemps 2016, quelques semaines après que le prix du lait a chuté à 47 centimes.

Celui qui se suicide peu après le suicide de son fils.

Pierre-André Schütz a de la peine à l'expliquer : il constate que depuis 2018, il y a beaucoup moins de suicides chez les paysans. Est-ce dû à leur campagne de sensibilisation, à leur projet de sentinelles ? Les écoles d'agriculture offrent-elles plus d'outils techniques, administratifs et économiques pour aborder la vie professionnelle ? La jeunesse actuelle est-elle mieux intégrée socialement ? Les parents sont-ils plus ouverts, plus souples, plus à l'écoute de leur fille ou de leur fils ?

Je devais avoir 22 ou 23 ans, j'étais de passage à Paris, j'en profitais pour rendre visite à une cousine, une fille de paysans qui se sentait bien dans la capitale et qui y vit du reste toujours aujourd'hui. On s'entendait bien, on avait fait la tournée des bars, parlé de tout et de rien. En abordant le chapitre familial, elle m'apprit, à ma stupéfaction, que chez nous aussi, il y en avait eu un, un comme dans les films, un comme dans les livres, une corde attachée à la poutre de la grange, la grange de nos grands-parents, c'était notre arrière-grand-père.

Une productivité durable

Il existe plusieurs types de paysans. Il y a «le résigné», un besogneux qui s'acharne dans ses choix, dans le déni de la situation actuelle. Il y a «le nostalgique», un désillusionné qui espère en secret la chute du système et le retour de l'ordre ancien lors de la prochaine grande crise mondiale. Enfin, il y a «l'entrepreneur», celui qui a compris les règles du système en vigueur et travaille à y trouver sa place, à répondre aux attentes de la population, en inventant une nouvelle manière de faire.

À Orges, près d'Yverdon-les-Bains, Nicolas Pavillard est de cette dernière catégorie, souvent cité par les médias quand il s'agit de présenter une «exploitation exemplaire». Ce jour de mars 2022, il m'annonce pourtant par texto un retard d'une demi-heure. Pour une fois, il n'y avait qu'un employé à la ferme, il en a profité pour l'emmener au restaurant, ils en sont au dessert.

J'ai le temps de me promener dans le gigantesque hangar de son parc à machines. Garés sous un panneau «40^e anniversaire des travaux agricoles Pavillard 1979-2019», une dizaine de tracteurs, cinq batteuses et une multitude de machines, dont le tout nouveau pulvérisateur de précision ARA, conçu par Écorobotix, une start-up basée à Yverdon, munie du GPS RTK, une machine qui coûte 130 000 francs et permet l'application ultra-ciblée de produits phytosanitaires, réduisant jusqu'à 95 % l'usage d'herbicides, de fongicides, d'insecticides, d'engrais.

En traversant la route, je rejoins la ferme et découvre le deuxième pilier de l'entreprise : la boucherie Pavillard, ouverte que le matin ce jour-là. Il me reste le self-service : une cinquantaine d'articles à base de viande du domaine, sans compter les asperges et le jus de pommes de producteurs de la région. Je craque pour une saucisse à rôtir au fenouil, scanne son code-barres, la paie via l'application Twint, inscris mon nom, mon village, mon numéro de téléphone sur un clavier et glisse le double du ticket dans une boîte prévue à cet effet. Un employé présent par hasard m'aide dans la démarche. Ce petit gaillard jovial s'appelle Francisco, il est portugais, tout le monde l'appelle «Chico», il a été employé par les Pavillard comme vacher il y a trente ans – du temps où l'exploitation produisait encore du lait –, puis comme conducteur de machines agricoles, et maintenant comme boucher.

Nicolas Pavillard se pointe. Le tutoiement est immédiat. Directif, dynamique, il m'emmène dans la salle des repas en commun. Il aimerait d'abord connaître l'objectif de notre entretien. Tout de suite, il est question du droit de relecture. Que je sois écrivain et non journaliste est une bonne nouvelle. Il s'explique. En 2021, l'émission «Temps présent» le contacte pour une interview. Il accepte. L'ambiance du tournage est très professionnelle : il consacre deux heures de discussions préparatoires, puis encore une journée entière de tournage. Il peut décrire en détail son exploitation et énumérer tous les efforts consentis pour limiter les produits de synthèses.

Le 16 septembre 2021, trois mois après la votation contre les pesticides, il est devant son écran : «Bonsoir et bienvenue, rarement une votation fédérale n'avait déclenché autant de passion et de fureur en Suisse...» Il est surpris de voir que le reportage est intitulé «Pesticides, à quand la fin du carnage ?» Le présentateur parle d'un «reportage choc», il fait allusion à l'état alarmant des sources d'eau, aux 75 % de la biomasse des insectes qui ont disparu en 30 ans dans les plaines agricoles. Accompagné d'une bande-

son anxiogène, le documentaire commence dans des vignes valaisannes : on y voit une place de jeu à quelques mètres d'un vigneron qui sulfat en tenue intégrale de protection, on entend des voisins qui décrivent leurs maux : vomissements, rhume, asthme. On enchaîne avec les «Monsanto Papers», les preuves dissimulées des dangers du glyphosate. Il ne manquait aux journalistes que l'avis d'un paysan conventionnel et c'est là que Nicolas Pavillard entre en scène.

On le voit expliquer pourquoi le labour est mauvais pour la terre, comment le glyphosate lui permet de s'en passer : «Ce produit ne s'en prend qu'à l'herbe et fiche la paix aux vers de terre.» La caméra fait ensuite un gros plan sur les semences de tournesols qu'il s'apprête à semer dans un champ fraîchement désherbé chimiquement : les graines sont bleues, enrobées de fongicides. «Nous, on a l'habitude qu'elles soient colorées, ça se dégrade ensuite dans le sol, on fait confiance à l'homologation.» Son apparition ne dure qu'une minute.

En règle générale, les journalistes et le grand public ne se passionnent pas pour la pratique quotidienne des agriculteurs ; ils raffolent par contre des polémiques, des scandales, intoxications alimentaires ou pollutions de rivières.

Une semaine après l'émission, Nicolas Pavillard publie un courrier de lecteur dans le journal *La Région* : «Je regrette d'avoir fait confiance à deux journalistes de la RTS qui avaient pour seul but de m'instrumentaliser. Mais pourquoi n'ont-ils rien dit du fait que nous avons diminué de 75 % l'utilisation de glyphosate sur notre exploitation ces cinq dernières années ; que les dosages sont aussi faibles que possible et uniquement réservés à moins du quart de notre surface cultivée ; que nous sommes arrivés en 2021 à cultiver 33 hectares de blé et de tournesol sans aucun produit phytosanitaire ; que nous avons appliqué une seule fois un insecticide pour sauver une culture de colza ? Pareille désinformation n'estelle pas bien plus

toxique que les produits que nous utilisons de manière aussi réduite et ciblée que possible ?»

Voilà pourquoi il avait quelques réticences à me recevoir. Il est pourtant habitué à accueillir des visiteurs : des classes d'Yverdon, des membres du Kiwanis Club ou une Amicale d'Artillerie. Il me tend un dossier relié, plastifié. Une vingtaine de pages schématisent ses quatre secteurs d'activité : le travail mécanique agricole, les grandes cultures, l'élevage et la boucherie.

Pour son travail de diplôme d'ingénieur agronome, il s'est intéressé aux nouveaux modes de collaboration agricole, il a visité des fermes innovantes en France et en Allemagne : «Une pression économique plus grande les a forcées à inventer plus rapidement de nouvelles structures et de réaliser une chose : on fait mieux à plusieurs.»

Il me décrit une scène improbable : notre jeune ingénieur agronome présente en 2006 les résultats de son travail à son père, sa mère et deux couples d'agriculteurs du village. Les trois familles écoutent attentivement. Elles se quittent en se donnant un mois de réflexion, mais après deux jours seulement, se retrouvent, enthousiastes, pour lancer une exploitation commune.

Lorsqu'ils lancent leur collaboration, en 2007, les voisins les regardent faire, curieux, parfois même impressionnés, mais toujours réticents : «C'est bien mais c'est une perte de liberté et d'indépendance.» Pour Nicolas, c'est le contraire. Grâce à l'association, il peut enfin partir en vacances, deux semaines par été, sans engager un remplaçant, sans crainte, sans téléphone portable, en toute confiance.

Nicolas reprend le domaine familial en 2012. Avec ses associés, ils accueillent un quatrième agriculteur en 2016. L'année suivante, ils ont les

épaules assez solides pour se lancer dans des travaux de construction pour un montant de 3 millions de francs : une stabulation libre pour 70 vaches allaitantes et une porcherie pour 340 cochons d'engraissement.

Les porcheries sont des lieux incontournables dans le contenu de documentaires portant sur l'agriculture. En l'espace d'une année, j'ai visionné deux reportages différents qui commencent exactement de la même manière. Une voix off parle de «méthodes concentrationnaires», d'«eugénisme». On y voit de minuscules cellules mal éclairées, des bêtes sur un sol de grilles plutôt que sur une litière de paille. On respire une odeur d'ammoniac qui pique les yeux, et celle du lisier qui s'en va directement dans les nappes phréatiques. On parle de la poussière, du bruit de la ventilation, de la chaleur du chauffage artificiel, du gavage au maïs. Les porcelets sont castrés à l'ancienne, leurs dents meulées pour éviter les accidents. Les truies ne sont que des matrices et des tétines. On encourage l'usage d'activateurs de croissance, d'antibiotiques prophylactiques contre les mammites, d'hormones pour réduire les cycles de procréation, de désinfectants, de vermifuges, de vaccins, d'injections...

La porcherie de Pavillard et de ses associés comprend une immense baie vitrée du côté de la route pour que les automobilistes et les promeneurs puissent observer les bêtes à l'intérieur. Ici, on ne craint pas les vidéos clandestines de militants antispécistes. C'est lumineux. Les porcs ont de la paille fraîche tous les matins, acheminée mécaniquement par un distributeur suivant un rail fixé au toit de la grange. Ils ont accès à des espaces extérieurs.

Avec un autre producteur de porcelets, Nicolas a lancé en 2019 une marque, «Le cochon vaudois, ça joue», pour contourner les grands distributeurs et proposer à quelques boucheries ce qu'il appelle «le Max Havelaar du cochon». Pour eux, c'est la garantie d'un prix fixe, plus haut que le marché. Pour le consommateur, c'est l'assurance d'une traçabilité de

la viande, du bien-être animal (plein air et paillage régulier) et d'un circuit court (abattage et boucherie dans le canton, engraissement avec des céréales de la région).

L'orge, le blé et les pois de l'exploitation sont en effet moulus sur place, stockés dans des silos pour servir de fourrage. Même le tourteau de colza (qui ne peut être transformé qu'à l'huilerie Florin à Bâle) revient ensuite au domaine pour nourrir les cochons. Au pied des silos, un mélangeur, assisté 24 heures sur 24 par un ordinateur, élabore un aliment sur mesure pour ses animaux. Une fois par heure, ce mélange est conduit automatiquement via un système à air comprimé jusqu'à la porcherie, à 200 mètres de là. C'est un grand avantage en matière d'horaires de travail (il n'y a plus de nourrissage manuel), de qualité (les doses sont optimales), de coût (on ne subit plus les variations de prix et les marges des revendeurs de fourrage) et d'écologie (tout est local).

On s'en va enfin visiter les champs. On s'arrête devant une parcelle continue de 20 hectares où pousse du blé «IP Suisse», sans traitement phytosanitaire ; des panneaux blancs indiquent que les exploitants participent à une recherche agronomique, dont l'objectif est de s'affranchir du traitement des semences avec des fongicides de synthèse. Plus loin, on passe devant le «camping à la ferme» de l'un des quatre associés. Dans le vallon de l'Arnon, sur des terres trop en pente, on retrouve leur troupeau de Salers, une race robuste qui nécessite peu de soins vétérinaires.

Enfin, dernier défi en date, les quatre associés commenceront dans un mois à produire leur propre électricité en transformant leur lisier et leur fumier ; il n'existe pour l'instant qu'une centaine d'installations de ce type en Suisse, malgré un potentiel impressionnant.

L'exploitation limitera en effet ses émissions de méthane et de protoxyde d'azote, très nocives pour le climat. Le biogaz fabriqué par

méthanisation du lisier pourrait remplacer les combustibles fossiles ; dans ce projet, il sera directement retransformé en électricité. Comme les fumiers sont surtout exploités en hiver, lorsque les vaches sont à l'étable, ce genre de dispositif pourrait aider à combler les lacunes d'approvisionnement pendant la saison froide, et ainsi rendre la Suisse moins dépendante des importations. Enfin, les substances solides qui subsistent après la fermentation sont riches en nutriments et peuvent remplacer les engrais chimiques industriels.

Par un hublot découpé dans les parois d'une fosse, on voit l'imposante masse des 2 300 mètres cubes de lisier. Tout le processus est géré depuis une salle de contrôle adjacente : plusieurs écrans montrent la structure du réseau avec les conduites, les réservoirs secondaires, la grande fosse, les températures et la production d'énergie en temps réel. Son installation permettra d'alimenter en électricité l'équivalent de 400 ménages. Il se rapprochera ainsi de son rêve : proposer de la viande «climatiquement neutre».

En quittant le domaine, je prends congé d'un paysan épanoui, un paysan qui dort bien malgré les enjeux économiques de son projet : «C'est un challenge positif, stimulant, et puis c'est nourrissant, on touche à tellement de domaines, les cultures, les bêtes, la technologie, on fait des essais, il y a surtout le côté humain, collectif.»

Évidemment, je me dis que ce genre d'exploitation doit chambouler le quotidien d'un paysan. Il est confronté à de plus en plus d'administratif, de comptabilité, de gestion du personnel. Il est de moins en moins en contact direct avec les éléments. Pendant les moissons, Nicolas ne monte plus sur une batteuse, il gère l'emploi du temps de ses employés.

Son exemple donne cependant une leçon : la productivité ne s'oppose pas à la durabilité. Avec des moyens modernes, on peut «se sortir des

salaires», tout en répondant aux exigences légitimes des consommateurs : circuit court, autonomie énergétique, limitation des gaz à effet de serre, affranchissement progressif de l'agriculture chimique.

OceanofPDF.com

Faire paysanne

Autour de sa ferme, à l'extérieur du village de Corcelles-le-Jorat, il y a des oies qui font office de chiens de garde et deux ânes encore un peu farouches, ils viennent du Refuge de Darwyn, près de Genève, une association de protection des équidés. Dans la cour de l'exploitation, je vois, sous une serre maraîchère, une petite piscine ronde pour les enfants ; je retrouve Anne Chenevard qui discute avec sa belle-sœur, en train de changer la petite dernière dans le coffre d'un break Peugeot.

Elle m'accueille dans son appartement, sous les toits, un espace lumineux avec des poutres apparentes, une splendide vue sur les Alpes, des Dents du Midi à la Jungfrau. Sur le canapé, la guitare et les livres de conjugaison de son fils Lénì ; sur l'étagère, l'un de ses trophées de tir. Elle porte un t-shirt «Boxeur des rues», montre un caractère bien trempé ; elle a un débit de paroles peu commun dans le monde paysan, une précision dans les mots, un discours rodé qu'elle a déjà maintes fois répété. Devenue une figure médiatique de l'agriculture suisse-romande, elle a appris à devenir communicante, vulgarisatrice. Ce qui ne l'empêche pas d'accompagner par des gestes de la main ses coups de cœur, ses coups de gueule, et parfois laisser l'émotion jaillir dans ses yeux. Il est 11 heures, elle me propose un sweet chaï.

Anne se rappelle avoir entendu son père lui dire, lorsqu'elle avait 16 ans : «On a un domaine difficile à travailler, plus adapté pour un homme. Je verrais plutôt ton frère le reprendre...»

Il est question d'une époque où l'un des objectifs principaux de l'agriculture était d'avoir un fils ; une époque où si une femme souhaitait devenir paysanne, elle devait épouser un paysan ; une époque où beaucoup de filles d'agriculteurs, ne voulant revivre ce qu'avait vécu leur mère, laissaient de nombreux paysans célibataires ; une époque où la seule option pour exister vraiment en tant qu'agricultrice était de figurer sur le « Calendrier des femmes paysannes » ; une époque presque révolue.

À cet âge-là, Anne opte finalement pour une formation d'horticultrice. Elle enchaîne ensuite différents métiers – aide-infirmière en maison de retraite, éducatrice pour handicapés –, avant de partir deux fois au Pérou pour travailler dans un orphelinat (elle en ramène un tatouage de fleurs sur le cou) ; c'est aussi au Pérou, en 2008, qu'elle a son fils. Si le père ne souhaite pas être présent auprès de lui, le grand-père, par contre, si heureux d'avoir un petit-fils, s'en occupe beaucoup, d'autant plus que le frère d'Anne a déjà renoncé à reprendre l'exploitation.

À son retour d'Amérique du Sud, elle se lance d'abord dans des études d'infirmière, puis dans un CFC accéléré d'agricultrice (le très apprécié « article 32 », qui permet de devenir paysan en deux ans, en faisant un stage dans la ferme familiale). Une fois le diplôme en poche, elle ne laisse pas le choix à son père, ne souhaitant pas être co-exploitante avec lui : le 1^{er} janvier 2017, elle devient propriétaire et gérante du domaine, rémunérant son père, qui, selon ses dires, a plutôt pris le rôle de « salarié-chef ».

Anne se présente comme « agricultrice » ; elle trouve que « paysanne », cela fait trop « femme de ». Elle s'inscrit ainsi dans la généalogie des Chenevard, agriculteurs depuis six générations : en réalisant des recherches, elle s'est aperçue que la deuxième génération avait déjà vu une cheffe d'exploitation, une certaine Rosalie, de surcroît mère célibataire. Cette dernière avait remis le domaine à sa fille unique, Elisa, avant que trois générations d'hommes reprennent les rênes. Cela dit, sur les dix fermes que

compte le village de Corcelles-le-Jorat, trois sont dirigées par des femmes. Et bientôt quatre. C'est un chiffre inespéré quand on sait que seuls 7 % des chefs d'exploitation en Suisse sont des femmes. Et que cette statistique est faussée : un paysan à la retraite ne reçoit plus de paiements directs et se trouve souvent obligé de transmettre «sa» ferme à son épouse, pour autant qu'elle soit plus jeune, simplement pour continuer de toucher des aides fédérales.

Cette faible représentation des femmes fait qu'on retrouve aujourd'hui une grande majorité d'hommes dans les hautes sphères de l'agriculture, à l'exception bien sûr de structures telles que l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales ou l'Association des paysannes vaudoises.

Pendant des décennies, des établissements comme Marcelin, à Morges, ou Grange-Verney, à Moudon, ont proposé une école d'agriculture pour les hommes, et pour les femmes, une «école ménagère» (rebaptisée Centre d'enseignement des métiers de l'économie familiale). «Imagine qu'on y apprend toujours à amidonner les chemises et lustrer l'étain», s'amuse Anne. Heureusement, le CFC d'agriculteur concerne actuellement, selon les cantons, entre 20 et 40 % d'agricultrices.

Le fait est que pendant des années, ces deux filières distinctes ont renforcé une répartition stricte des tâches : extérieures pour les hommes, et proches de la ferme pour les femmes. Encore aujourd'hui, il arrive que les hommes aient le quasi-monopole des tâches mécaniques ; les femmes conduisent alors «le deuxième tracteur», le plus vieux, le plus bruyant, le moins confortable. Elles sont souvent exclues des décisions concernant l'élevage du bétail, se contentant de soigner les «petits animaux», les poules, les lapins. Elles ont quant à elles le grand privilège d'assumer les tâches domestiques et accessoires, ces activités qui n'ont pas beaucoup changé en un siècle – arrachage des mauvaises herbes ou effeuillage des vignes –, des travaux manuels, non mécanisés, le dos courbé, les mains

sales, des besognes sans reconnaissance. Elles ne sont encore parfois qu'une zone tampon entre le mari et le fils, un renfort, un bouche-trou ; leurs corvées s'organisent en fonction des travaux des hommes.

En 2022, seul un tiers des femmes d'agriculteurs touchent un revenu : un salaire versé par le mari ou un partage des gains en tant que co-exploitante. Beaucoup ne sont pas propriétaires. Le fait qu'elles consacrent au domaine une cinquantaine d'heures par semaine n'y change rien. Elles sont des travailleuses de l'ombre, n'ont pas de statut reconnu, ne cotisent pas, vivent sans protection sociale. Ce sont des femmes «sans activité lucrative», des mères au foyer, des femmes de ménage, des bénévoles.

Même après trente années de collaboration, une paysanne qui demande le divorce doit quitter la ferme, faire le deuil du lieu, repartir de zéro, sans formation reconnue, sans certificat de travail, avec les difficultés d'embauche due à l'âge. Comment trouver un appartement sans fiche de salaire ? Comment toucher le chômage sans revenu ? Pire, elles n'osent souvent pas demander leur dû pour ne pas morceler le futur domaine de leurs enfants, elles préfèrent renoncer à leurs droits.

Anne Chenevard ne vivra jamais telle situation. En parallèle de son activité agricole, elle travaille au CHUV comme infirmière dans un service d'infectiologie : «Soigner les gens, soigner la terre, les animaux. Ces deux emplois se nourrissent l'un de l'autre : je suis meilleure infirmière parce que je suis paysanne, et vice-versa.» Le seul problème, c'est l'état de ses mains pour assumer des soins infirmiers ; c'est pour cela qu'elle porte des gants dans les services, mais aussi pour traire.

Anne me dit encore que devenir paysanne sur le tard est une bonne chose : «Quitter pendant quelques années le vase clos de l'agriculture ouvre l'esprit. Ayant été témoin des horaires et des responsabilités des médecins-

assistants ou du personnel soignant, je n'oserais plus me plaindre d'une surcharge de travail.»

Pour l'aider à exploiter un domaine de 43 hectares et élever 27 vaches, elle ne peut hélas plus compter sur son père, décédé d'un cancer fulgurant en 2021. Sa mère Cécile a également pris ses distances par rapport à la ferme : «Elle a largement fait sa part», dit sa fille, reconnaissante. Elle s'appuie désormais sur un «dépanneur», un jeune agriculteur du village qui vient donner des coups de main sur demande. Elle travaille surtout avec un employé, Raymond, un paysan qui avait rencontré son père à l'école d'agriculture, et qui, n'ayant pas de successeur, a préféré vendre son exploitation.

Du temps de son père, avant qu'elle ne reprenne le domaine, il y avait un autre collaborateur : son oncle. Ce dernier n'avait jamais voulu faire ce métier. Il s'était retrouvé boucher, puis agriculteur. Il ne s'était jamais marié, s'exprimait peu, travaillait du mieux qu'il pouvait jusqu'au jour où, avec l'instrument que l'on utilisait alors pour abattre les vaches – il n'y a pas de tabou avec Anne –, il s'est donné la mort.

Pour elle, si tant de paysans se sont suicidés, c'est surtout à cause d'un manque de reconnaissance. Elle marque un temps de silence. Elle me raconte une anecdote récente et révélatrice. Son fils Lénì, qui a maintenant 13 ans, a appris à l'école le tube de Patrick Bruel *Place des grands hommes* : «On s'était dit rendez-vous dans dix ans...» Anne lui a demandé : «Et toi, que feras-tu dans dix ans ?» Il a répondu : «En tout cas pas paysan, c'est trop la honte !»

Cette réponse l'a bouleversée : «C'est insensé, ce métier est devenu une insulte ! Pour peu, le paysan s'excuserait de nourrir les gens. Moi, je ne veux pas faire pitié, j'ai envie de donner envie !»

Elle se souvient que durant la pandémie de coronavirus, ses collègues portaient un badge «Fière d'être infirmière». Elle rêve d'une démarche semblable chez les paysans.

(En vérité – je le découvrirai plus tard –, il existe bel et bien une marque de vêtements qui vend en ligne toute une gamme de combinaisons de travail «Fier d'être paysan», de vestes «Droit dans mes bottes», de tasses «Tu manges donc je suis», de tabliers «To beef or not to beef», de chaussettes «Bon sens paysan», de t-shirts «Pas de blé, pas de pain», de boxers «Soyons ferme», etc.)

Mais revenons au domaine Chenevard. On quitte l'appartement d'Anne pour visiter l'exploitation. On se retrouve dans un pré attenant à une vieille étable, construite dans les années 1980 par son père. Elle y garde aujourd'hui une vache qui allaite deux gros veaux. Un peu plus loin, il y a un poulailler à l'ancienne, qu'il faudra bientôt déplacer : c'est en effet sur ce bout de terrain qu'elle va construire prochainement une étable en prolongement de la ferme.

Quand en 2017 elle a repris le domaine, elle s'est dit : soit j'arrête le lait, soit j'agrandis. Elle aurait pu stopper la production, «extensifier» le domaine, optimiser ses paiements directs, augmenter son taux de travail à l'hôpital, mais un choix de vie n'est pas qu'un choix économique. Elle se lance donc dans des travaux pour un montant de 1,2 million de francs, un investissement à amortir en 50 ans. Elle le fait pour pouvoir vivre de son métier, aussi pour le confort de ses bêtes, et pour honorer la mémoire de son père.

Elle a opté pour une étable à stabulation libre et pour un robot de traite, une machine automatisée vers laquelle ses 45 vaches se dirigeront quand elles le souhaitent, 24 heures sur 24. Cet investissement rendra sa tâche moins pénible ; il apportera aussi plus de flexibilité dans ses horaires.

Cependant, elle le sait, un robot de traite représente parfois un surplus de charge mentale, car l'éleveur est en permanence relié via son téléphone à l'installation ; il peut en tout temps consulter les statistiques d'alimentation, de traite ; une sonnerie l'avertit au moindre faux pas, à la moindre panne. « J'espère parvenir à me déconnecter et faire confiance à mes bêtes », me dit-elle.

Autre désagrément du robot de traite, elle aurait pu obtenir le label Gruyère AOP, mais l'achat d'un tel dispositif condamne la démarche : l'appellation explique qu'une traite trop constante, plus de deux fois par jour, a tendance à détériorer la matière grasse du lait ; ce mode de faire nuirait aussi à l'image traditionnelle du paysan suisse.

Agrandir l'étable ne suffit pas. Il faut encore que son lait soit acheté au prix juste. Anne me dit que ces douze dernières années, la Suisse est passée de 44 000 producteurs à 19 000. C'est pour cette raison qu'elle se bat pour un « lait équitable ».

En 2009, des paysans sont descendus dans la rue pour dénoncer la chute des prix du lait ; ils ont défilé sur leur tracteur, bloqué une usine de transformation. C'est à la suite de ces événements que s'est créée, en 2018, la coopérative Faireswiss, dont Anne est membre fondatrice, et actuellement présidente. Cet organe assure à ses membres une rémunération de 1 franc le litre, soit 30 à 40 centimes de plus que le prix du marché : « C'est un projet économique mais surtout social, qui donne de l'espoir, qui valorise le statut d'éleveur. »

En 2021, Faireswiss est parvenu à écouler 1,7 million de litres de lait. La coopérative réunit 85 producteurs, alors qu'une centaine sont inscrits sur une liste d'attente. Le prochain objectif est donc d'augmenter le nombre de points de vente. Le grand distributeur Manor a joué le jeu dès le début,

beaucoup de petites épiceries suisse-romandes ont suivi. On trouve maintenant ce «lait équitable» dans 600 commerces.

Les grands distributeurs Coop et Migros ont été plus craintifs. Ils ont reporté la responsabilité de leur refus sur le consommateur qui, selon eux, ne souhaitait pas payer son lait plus cher. «Il faudrait déjà commencer par lui présenter notre produit», fulmine Anne. En février 2021, la filiale cantonale Migros Vaud a soudainement accepté de distribuer leur lait... pour le retirer moins d'une année plus tard, car la maison mère, Migros Suisse, venait d'imposer à toutes ses filières de nouvelles règles.

Anne, fatiguée de se faire imposer des contraintes «d'en haut», a cette fois eu le courage de dire non à Migros Suisse, de ne pas se soumettre à ses exigences. De manière plus générale, elle est remontée contre ces grands distributeurs : «Le gâchis des produits alimentaires provient de leurs règlements. On décline 40 % des fruits et des légumes à cause des calibres exigés. Le gaspillage se fait surtout avant la mise en rayon, pas seulement après. Il faut arrêter de s'excuser. Il faut parfois savoir leur dire non !»

Faire paysan autrement

On est en janvier 2018, je me rends à Apples, le village voisin. La météo est exécration, en phase avec le thème de la soirée : le ciel qui tombe sur la tête de centaines de paysans. Une décision inattendue du Tribunal fédéral a suffi. Désormais, lorsqu'un exploitant agricole cesse son activité ou transmet son domaine à des enfants qui ne sont pas du métier – lorsqu'un bien immobilier passe d'un statut commercial à un statut privé –, il doit verser en impôts, non pas les 7 % de la valeur immobilière, comme il était d'usage jusqu'alors, mais près de la moitié !

D'ordinaire, la question fiscale aurait attiré un ou deux conseillers municipaux et une poignée de citoyens soucieux de ne pas rater la verrée. Ce soir-là, la salle est pleine : 200 personnes venues de tout le canton. Des visages de terriens. Très peu de cravates, sinon celles de conseillers fiscaux flairant l'aubaine. Le public est attentif, concentré. Il fait un immense effort pour saisir les explications de spécialistes, des présentations bourrées d'articles de lois, d'acronymes et de jargon juridique. Souvent conjuguées au conditionnel, les interventions s'accordent toutefois sur un point : cette nouvelle interprétation de la loi est inébranlable, d'autant que les réactions à l'Assemblée fédérale ont été très frileuses. «Les agriculteurs ont perdu leurs soutiens à Berne», ose un intervenant.

Quel cauchemar. Ces paysans qui ont trimé toute leur vie, et sur plusieurs générations, et à qui l'on refuse de vieillir dans leur ferme. Tous ces gens qui seront taxés sur des sommes qu'ils n'ont pas gagnées. Qui devront vendre leurs terrains pour ne pas perdre leur toit. Il faut attendre les

dernières interventions du public pour sentir la tension monter : « Vous nous parlez d'équité, mais quelle autre profession paie 50 % de taxe ? C'est du racket, une spoliation de nos biens familiaux ! » Il est temps pour les organisateurs de lancer la verrée.

Pour être honnête, si je me suis rendu à cette séance d'information, c'est que mes parents figuraient parmi les victimes. Puisqu'il n'y avait, parmi mes frères et moi, aucun successeur pour l'exploitation, mes parents allaient devoir payer en impôts l'équivalent de deux ou trois centaines de milliers de francs, simplement pour conserver leur ferme.

C'est durant cette soirée que s'est constitué le Groupe de revendication pour une imposition équitable des immeubles agricoles familiaux (Grief), une association qui a pour objectifs d'informer les agriculteurs et de lutter contre cette loi. On m'a confié le rôle de contrôleur des comptes ; et chaque année depuis, je vais remplir mon devoir et refaire le monde chez un paysan de Le Vaud, le co-président, Michel Pécoud.

Lors de l'une de ces rencontres, je fais la connaissance du fils, Alix, un paysan trentenaire tenant des propos très novateurs, avec une lumière particulière dans les yeux. Pour prolonger la discussion, nous nous donnons rendez-vous quelques semaines plus tard à l'Auberge Aux Trois Sapins à Longirod.

Il me rejoint vers midi en habits de travail, il a passé la matinée dans une ferme voisine pour installer chez un ami le trieur à grains d'occasion qu'il vient d'acheter. Il leur manque encore une brosse à grain et une décortiqueuse pour faire tourner leur propre moulin, transformer leur blé, vendre leur farine, être plus proches du consommateur, relocaliser leurs activités. Alix n'aura plus à livrer son blé bio au Moulin Rytz de Flamatt, entre Berne et Fribourg, à 150 kilomètres de sa ferme.

Déjà, deux boulangers de la région sont intéressés par se fournir chez eux ; en court-circuitant les intermédiaires, le prix de vente de leur production artisanale avoisinera celui de la grande distribution. Si son père lui a dit que ça ne marcherait pas, que les insectes allaient détruire la récolte dans les silos, que le métier de minotier ne s'improvise pas, lui a envie d'essayer.

On ne peut pas dire non plus qu'Alix est un «paysan représentatif». Pour son travail de bachelor à l'Institut des sciences agronomiques de Zurich, il enquête auprès des paysans du Chaco, en Bolivie, puis décide finalement d'abandonner ces études, dépité par un «enseignement néolibéral et purement productiviste, sans vision à long terme». Il recommence une nouvelle formation, comme ingénieur agronome, à Lullier, près de Genève, un cursus qui proposait un module bio ; il fait son diplôme sur le «pilophorus», un insecte auxiliaire pour les cultures de poiriers. Il enseigne ensuite la production animale à l'école d'agriculture de Marcelin ; il emmène ses étudiants visiter des exploitations, mais aussi l'abattoir de Micarna (une entreprise rattachée à Migros) à Courtepin, dans le canton de Fribourg, premier producteur de viande en Suisse. Mais à nouveau, il ne se sent pas à sa place, il renonce et reprend l'exploitation familiale en 2018. Il décide lui aussi d'arrêter la production de lait, élève une vingtaine de vaches allaitantes et exploite une trentaine d'hectares de grandes cultures. En 2020, il obtient sa certification en bio.

Il songe maintenant à construire une nouvelle étable en dehors du village, une structure moderne avec un espace de stockage pour le fourrage et une stabulation libre (puisque'il tient à conserver les cornes de ses vaches, il doit prévoir une surface plus grande). Il est en discussion avec l'architecte. La mise à l'enquête est imminente. Il doit encore trouver les fonds nécessaires. S'il veut continuer à élever des vaches, ce projet de construction est indispensable, mais... l'hiver précédent, il a traversé une période de doutes, d'hésitations. Il aime toujours autant nourrir ses bêtes le

matin, aller les voir quotidiennement dans le Jura durant l'été. Seulement voilà, il a dernièrement lu de nombreux ouvrages, dont *Les vaches pleurent*, de Jean-Marc Charrière.

Il m'encourage à lire le récit autobiographique de cet ancien éleveur qui raconte comment, lors de sa formation, il a appris à écorner les vaches avec un fer à brûler ou un stick d'acide solide, comment il devait les faire entrer dans un sas de contention pour leur meuler les sabots, comment ses camarades les dirigeaient avec des coups sur les yeux, sur les télines, des coups de bâton, des coups de fourches. Jean-Marc Charrière ne supportait plus que ses collègues considèrent la vache comme un simple outil de production, une usine à lait, à viande, mais il n'osait pas encore porter un jugement sur les pratiques de ses aïeux. Alix ressent le même besoin de loyauté envers son père, ses collègues, la profession en général.

Malgré ses appréhensions, Jean-Marc Charrière reprend la ferme de son grand-père ; il raconte que lorsqu'il a dû faire monter dans la bétailière le premier veau qu'il a vu naître, Gus, «choyé comme un bébé», lorsqu'il a lu dans ses yeux une vive inquiétude, quand il a serré la main du marchand et reçu le ticket de pesée de la carcasse accompagné d'un chèque, il a fondu en larmes : «J'avais trahi Gus, non pas en le livrant à ses bourreaux, mais en devenant son bourreau. J'étais devenu éleveur.»

Si l'auteur du livre a finalement quitté son domaine pour devenir travailleur social, Alix ne perd pas le goût du métier. Il se pose cependant de plus en plus de questions. Et il est rare de voir ainsi un paysan partager ouvertement ses inquiétudes avec un inconnu, qui plus est, pas de la profession. Il se demande par exemple pour quels objectifs il a travaillé comme un forcené ces deux dernières années. Pour enrichir les intermédiaires ? La coopérative ? La grande distribution ? Il est allé assister à plusieurs conférences, il a lu *Primauté du vivant* de Dominique Bourg, les ouvrages de Jean-Marc Jancovici, créateur du concept de «bilan carbone»,

d'Arthur Keller, expert en transition écologique, souvent considéré comme «collapsologue», de Pablo Servigne, auteur d'*Une autre fin du monde est possible*, qui prône l'autonomie alimentaire via la permaculture.

Alix n'a plus envie d'alimenter «un système malade», comme il le décrit lui-même ; il rêve d'une agriculture harmonieuse qui puisse le nourrir, économiquement, mais aussi moralement. Il souhaite une vie meilleure pour ses bêtes, aimerait cesser de viser la performance, écouter ses aspirations profondes. Il accueille des Biélorusses, des Taiwanais ou des Japonais via le réseau mondial Workaway, qui met en relation des voyageurs prêts à donner de leur temps. Avec des proches, il est en train de créer une plateforme plus locale, l'Association pour un village autonome uni et durable, l'AVAUD, qui aura pour mission de réunir celles et ceux qui ont des projets en lien avec l'autonomie, la durabilité ; il aimerait mettre en place des activités collaboratives, un potager commun, des ateliers de découverte.

Le lendemain de cette rencontre, Alix a prévu de se rendre à Kallnach, dans le canton de Berne, pour visiter une exploitation à la hauteur de ses idéaux. On s'y rend finalement ensemble. On devait emmener la très médiatique militante antispéciste Virginia Markus, autrice d'un livre incisif, *Industrie laitière : une plaie ouverte à suturer ?* (2017) ; au dernier moment, elle renonce, débordée par le financement participatif lancé pour réparer les bâtiments du sanctuaire de son association, Co&xister, à Plan-sur-Bex. Alix est allé lui rendre visite dernièrement, il en est revenu ébranlé, il y a vu, peut-être pour la première fois, «des animaux d'élevage véritablement heureux», il a retrouvé Maya et Hippie, les vaches de Stéphane Baud, un ancien éleveur devenu boulanger, chez qui Alix était allé glaner des conseils pour son moulin à farine.

Kallnach. Arrivée devant une ferme bernoise typique. Un petit chalet de vente directe propose du lait d'avoine en verre consigné, plusieurs types de

polentas, de lentilles, des pâtes au maïs, des tomates, du tofu bio ; j'achète un demi-litre de lait d'avoine à 2 francs et un sachet de lentilles aux fleurs à 8 francs. Dans la cour de la ferme, un grand panneau «Bio Suisse» est fixé au-dessus de trophées équestres poussiéreux. Urs Marti sort de chez lui, il porte un training Adidas, un bonnet qui laisse dépasser une mèche blonde et rebelle, il parle en croquant dans une pomme, il parle anglais, il a le phrasé des «backpackers», place le mot «cool» au début de chaque phrase.

Fils d'un paysan conventionnel, issu d'une lignée d'éleveurs depuis 1763, il décide pourtant à 17 ans de faire son «coming-out végétarien». Ses parents ne lui en tiennent pas rigueur ; au contraire, ils se réjouissent qu'après quinze années d'enseignement à l'école obligatoire, leur fils décide subitement d'entrer en 2016 dans une école d'agriculture pour reprendre l'exploitation familiale. Il entame alors une conversion au bio et, deux ans plus tard, franchit une étape supplémentaire en renonçant à la traite, et même à toute forme d'exploitation animale ; il fonde ainsi le refuge «Tierarche Seeland», qui héberge dans son étable du bétail parrainé, ayant échappé à l'abattoir. Sa femme Leandra, graphiste de profession, gère l'événementiel, la comptabilité, le site web et les réseaux sociaux.

C'est la production de lait d'avoine bio fabriqué à la ferme qui l'a rendu populaire dans les médias ; il était même l'un des six nominés du Prix Climat 2022, organisé par l'Alliance climatique suisse, réunissant 130 organisations à but écologiste. Le lait végétal d'Urs Marti a besoin de moins d'eau, n'émet aucun méthane et ne fait souffrir aucun animal. Dans sa minuscule salle de fabrication, il nous montre deux machines à pasteuriser et de quoi laver les bouteilles de verre consignées. Ses installations photovoltaïques produisent l'énergie nécessaire à la transformation et la distribution de ce lait certifié sans additifs. Il faut cependant deux jours entiers au couple pour produire 250 litres de lait d'avoine. Il livre ensuite lui-même les commerces intéressés avec sa voiture électrique. Il préfère nous le dire franchement : «Cette production ne nous rapporte absolument

rien, sinon une très lourde charge mentale, pour la gestion du stock, la distribution.» Ce lait leur sert surtout de cheval de Troie pour placer leurs autres produits dans les petits commerces bios.

Sur la grande table de la salle voisine sèchent des centaines d'épis de maïs, des variétés différentes en provenance de Hongrie, d'Amérique, de toutes les formes, toutes les couleurs. Ces épis feront de la polenta, surtout pas du fourrage pour les animaux. Cette année, il place beaucoup d'espoir dans un maïs bleu qui produira une pâte très photogénique.

On visite ensuite l'ancienne étable de son père, convertie en stabulation libre pour son refuge d'animaux. Dans la cour, un grand tas de fumier lui permet de se passer d'engrais chimiques pour enrichir ses trente hectares de blé dur, d'épeautre, de lentilles, de maïs, d'avoine. Sur le chemin menant à ces grandes cultures, Alix et Urs parlent de tracteurs électriques, et particulièrement du prochain modèle de la marque Rigitrac, une entreprise familiale sise à Küssnacht am Rigi, dans le canton de Schwytz : ce tracteur de 80 chevaux sera équipé d'une batterie lithium-ion pour une autonomie de six heures, d'un système de récupération de l'énergie de freinage et d'une pompe à chaleur air-air pour chauffer ou climatiser la cabine. Hélas, l'engin coûte encore le double du prix d'un tracteur classique de même puissance.

Nous voilà devant un grand pré bordé d'une haie de jeunes fruitiers. Le site internet des Marti parle de «cadeaux durables» pour présenter ce projet de parrainage d'arbres. À l'occasion d'une naissance, d'un anniversaire ou d'un mariage, il est possible d'offrir un pommier ou un cerisier de variétés anciennes (150 francs l'achat, puis 60 francs par année pour l'entretien) : « Vous recevrez un certificat, pourrez visiter l'arbre à tout moment et venir récolter les fruits.» Pour un supplément de 40 francs, le propriétaire installe un nichoir pour les oiseaux. L'opération cartonne. Le pré est cerclé d'arbres sur lesquels on peut lire, sur des pancartes métalliques : «Pour les 40 ans de Hans Peter», «En souvenir de Lucy», «Pour la naissance de Laura».

Sur le pâturage voisin broute le troupeau du sanctuaire «Tierarche Seeland» : deux moutons, deux porcs et une quarantaine de bovins, dont un bœuf de 23 ans, «le plus vieux de Suisse», selon Urs, une bête gigantesque qui boite et qui ne peut plus avaler que des granulés. Près de 200 parrains ont déjà reçu leur certificat avec une photo de «leur» animal : Nena la brebis, Tamay le taureau ou Karli le cochon. Ils sont encouragés à faire une visite annuelle à leur filleul. Lorsque ces animaux mourront, personne ne consommera leur viande.

Sur la route du retour, je sens Alix dubitatif par rapport à ce qu'il a vu. Lui aussi rêve d'une autre agriculture, plus respectueuse des sols, de la faune, de la flore. Cependant, même s'il est sensible aux souffrances que nous infligeons au bétail, il souhaite faire perdurer les traditions d'élevage : «Elles permettent de garder un pied dans le passé, d'avoir une certaine idée d'où l'on vient, et où on veut aller.»

Il imagine mal une agriculture qui dépendrait uniquement de la générosité de parrains et de fortunes privées pour continuer d'exister. Nourrir une population, produire des aliments sains, cela reste l'objectif central. Il se lancerait par contre bien lui aussi dans le lait d'avoine.

De la fourche à la fourchette

Au printemps 2021, je trouvais dans ma boîte aux lettres un papillon annonçant le lancement des paniers de légumes hebdomadaires de la Ferme des Savanes, fraîchement créée à moins d'un kilomètre de notre maison. L'offre allait du «panier Encas» à 13 francs, pour une personne, au «panier Abondance» à 35 francs, pour une famille.

Trois mois plus tard, alors que leur projet prenait juste son envol, la Ferme des Savanes avait l'un des seuls champs de la région à oser arborer un grand panneau «OUI aux initiatives antipesticides». Cela faisait jaser parmi les paysans. D'autant qu'il n'était pas rare de rencontrer sur leurs parcelles des collaborateurs pour le moins fantasques, maladroits, aux allures de citadins, mais toujours souriants et heureux d'être là : en s'abonnant à un panier hebdomadaire, le client s'engage en effet à consacrer quatre demi-journées par an dans les champs (chaque demi-journée non effectuée est facturée 50 francs). Il s'agit là de l'un des piliers de l'Agriculture contractuelle de proximité (ACP), une pratique se voulant locale, écologique et solidaire.

À peine un an plus tard, la Ferme des Savanes était déjà – tout comme la ferme d'Urs et Leandra Marti – sélectionnée parmi une centaine d'autres projets pour le Prix climat 2022. Sur leur teaser de présentation, on entendait les trois fondateurs parler de micro-maraîchage, de vie microbienne, de concurrence racinaire, de verger multi-étages et de séquestration de carbone. J'avoue être resté sceptique : ce beau projet allait-il se concrétiser ?

Et puis, de semaine en semaine, j'étais témoin des fruits de leurs efforts, leur acharnement : en six mois, un hectare de champ agricole conventionnel s'était transformé en une impressionnante zone de maraîchage, un îlot de fertilité, de diversité. Le rêve commençait à prendre forme.

Un jour, en passant devant leurs cultures, je rencontre un groupe plus conséquent que d'habitude ; en m'approchant, je comprends qu'il s'agit de personnes malvoyantes, encadrées par des éducatrices, qui essaient tant bien que mal d'acheminer des brouettes de compost. L'un des trois fondateurs du projet, Émilien, supervise les manœuvres. Très sollicité, il préfère me donner rendez-vous le lendemain pour bavarder plus à son aise.

On se retrouve à une centaine de mètres de là ; il est cette fois en train de remplacer de jeunes arbrisseaux qui ont succombé à la canicule. L'automne dernier, il a planté une haie en bordure d'un champ converti à l'agriculture biologique afin de couper la bise, limiter l'assèchement des sols, lutter contre le ruissellement, accueillir des oiseaux et des insectes qui se régaleront des ravageurs. Il sort de son fourgon des plants issus de sa propre pépinière, retire au sécateur les racines sèches. Débute notre brève collaboration : je creuse, il plante, j'enterre, il recouvre de paille, on répète l'opération, en bavardant.

Il vient de La Chaux-de-Fonds, il connaît bien la librairie La Méridienne et l'un de ses libraires, mon ami Karim, devenu bouquiniste à Neuchâtel. Émilien va donner prochainement une lecture lors du festival Poésie en Arrosoir, qui se déroule sous des serres maraîchères à Cernier. On ne peut pas dire qu'il corresponde au profil type du paysan de ma région ; ceci explique peut-être pourquoi il a voté OUI à l'initiative anti-pesticides, pourquoi il a replanté une haie que nos paysans avaient fait disparaître dans les années 1970, pourquoi il invitait la veille des malvoyants à découvrir le maraîchage.

En février 2021, il s'est associé avec deux amis, Marjane et Valentin, pour reprendre selon les principes de la permaculture une exploitation de 33 hectares. Sa spécialité à lui, c'est le maraîchage bio-intensif, reposant sur des techniques manuelles, «low-tech», en évitant de tasser le sol et d'émettre du carbone. Outre les légumes communs, il a planté de la pérille aromatique, du chou de Chine, des poires de terre et du maïs doux ; il a également lancé une pépinière d'arbres fruitiers proposés à la vente directe.

L'exploitation est gérée selon une organisation collaborative, suivant des règles strictes d'horizontalité, d'autogestion ; lors de séances hebdomadaires, toutes les propositions individuelles sont discutées et validées en commun. Quand je lui parle de mon projet de livre sur le monde paysan actuel, il esquisse un sourire gêné.

«La ferme vit une période délicate», me confie-t-il. Leur association vient de prendre «une tournure assez peu collaborative». Il avoue avoir minimisé la donne de base, qui n'était quant à elle pas du tout horizontale. Le trio a en effet repris l'exploitation du père de la compagne de Valentin (qui est donc le propriétaire par alliance) ; et ce dernier est le seul titulaire d'un brevet d'agriculteur, le sésame pour toucher des paiements directs. Dans les faits, il était donc dès le départ le véritable gérant de l'exploitation, celui qui allait salarier les deux autres, qui se portait garant des centaines de milliers de francs de dettes hérités de la génération précédente, qui assumait en somme la viabilité économique du projet, et avait donc le dernier mot.

Le bilan économique de la première année fut en dessous des attentes. Pour que la ferme ait une chance de perdurer, Valentin a dû congédier ses deux associés, avec un délai de trois mois.

Même si Émilien prévoit de rejoindre une autre ferme collaborative – Système B, à Saint-Blaise, dans le canton de Neuchâtel, une coopérative alimentaire, éthique, bio et locale –, la pilule est difficile à avaler. Il a trimé

jour et nuit pour concrétiser son rêve, et le voilà remercié, du jour au lendemain, comme dans ces grandes entreprises qu'il a toujours fuies. Dès lors, sa motivation a du plomb dans l'aile. Durant les trois mois restants, il respectera son cahier des charges, comptera ses heures, travaillera comme un salarié, plus comme un terrien passionné.

Je retourne lui donner un coup de main un autre matin. Émilien travaille cette fois avec deux «stagiaires», comme il les appelle : Anouk, une gymnasiennne en échange linguistique à Nyon, et Adrian, un graphiste zurichois qui a pris une année sabbatique pour faire un «slow down», expérimenter d'autres manières de vivre. Leur journée a commencé à 7 heures ce matin ; et lorsque je les rejoins, ils ramènent déjà des caissettes débordant de persil et de salades. Ils vont les immerger dans les bassins d'une vieille fontaine de pierre pour les rafraîchir, avant de les entreposer dans la chambre froide, avec tous les autres ingrédients des paniers qui seront distribués cet après-midi : radis, fèves, ail, carottes, côtes de bettes, fenouils, pois mange-tout, choux-fleurs, courgettes et concombres.

On s'en va ensuite tous les quatre planter des choux de Bruxelles. En soulevant les barquettes de plantons, Émilien surprend une dizaine de limaces, sort son opinel et les transperce à la hauteur de la tête ; Adrian et Anouk ont une réaction de dégoût qu'ils peinent à contenir. On procède à l'ancienne. On passe d'abord manuellement un rouleau de marquage pour indiquer l'emplacement des plants, puis on les enterre à la main, avec un plantoir. À espace régulier, on ajoute du cosmos, une plante auxiliaire qui lutte contre la piéride du chou, une chenille qui fait des dégâts ; Émilien reconnaît que ce procédé fonctionne moyennement mais les fleurs du cosmos sont très jolies et, comme il le dit : «C'est agréable de travailler dans un joli bureau.»

Lorsque l'église du village sonne onze coups, Émilien s'excuse, il doit préparer la newsletter des paniers ; il prend quelques photos de légumes

avec son smartphone et s'en va. Je me retrouve ainsi au milieu d'une culture maraîchère, à 500 mètres de ma maison, en compagnie de deux Suisses-Allemands avec qui je bavarde en anglais en poussant des brouettes pleines de compost sous un soleil de plomb. Anouk remplit de moins en moins sa brouette. Adrian galère avec sa pelle. Il y a la fatigue de la matinée, le manque d'habitude, les cloques sur les doigts...

Je repense alors au livre de Sylvie Brunel, *Pourquoi les paysans vont sauver le monde* (2020), qui brocarde justement le rôle des bénévoles fréquemment employés dans ce type de projets : «Les exploitants font appel à des volontaires prêts à travailler gratuitement quand ils ne vendent pas des stages de conversion chèrement facturés à des urbains en quête de nouveaux modes de vie ou de déconnexion temporaire.» Si certaines de ces structures s'appuient sur l'enthousiasme de collaborateurs non rémunérés, jeunes stagiaires ou adeptes du *woofing*, d'autres comptent sur des mécènes, des entrepreneurs qui *greenwashent* ainsi leurs activités. D'autres encore sont tenues par des exploitants qui ont gagné assez d'argent dans une vie professionnelle antérieure pour absorber une dizaine d'années de déficit.

À midi, on rejoint la ferme pour le repas communautaire. En patron exemplaire, Valentin nous a préparé un gigantesque plat de salade de pâtes aux légumes de la ferme. À table, il me parle du regrettable décalage qui subsiste entre le discours des habitants de son village et leurs habitudes de consommation ; il s'étonne de rencontrer tant de gens qui le félicitent pour leur travail et la justesse de leur initiative, mais de n'enregistrer pour l'instant qu'une quarantaine d'abonnements à leurs paniers de légumes.

En abordant le sujet qui fâche – le licenciement de ses associés –, il expose d'abord sa frustration dans la répartition des tâches ; lui qui rêvait d'un retour à la terre est rapidement devenu le responsable des trente hectares de grandes cultures, celui qui passe ses journées dans la cabine d'un tracteur. Il évoque surtout la nécessité d'une «restructuration». Dans

tout projet agricole, l'argument écologique ne suffit pas à éluder les questions sociales et économiques ; en un an, il avoue n'être pas parvenu à se sortir un seul salaire. Il regrette évidemment ce dénouement mais il a des dettes à amortir, une famille à nourrir. D'autant que cette première année ne les a pas épargnés : pluies incessantes en juillet, ravages du mildiou, moissonneuse-batteuse qui prend feu, déclassement de certains produits par les coopératives.

Il y a aussi, lorsqu'on lance un tel projet novateur, le regard des autres paysans du village, les moqueries, pire, les silences qui en disent long.

À Mézières, grâce à un financement participatif qui leur a permis d'acheter cinq hectares de terrain, Gwendoline Rubin et son équipe se sont lancées dans la culture biodynamique d'herbes aromatiques et de plantes médicinales, comme l'épiaire (contre l'anxiété), l'hysope (contre l'asthme) ou la valériane (contre les insomnies).

Au Mont-sur-Lausanne, Christophe Corbaz a planté 650 arbres mycorhizés pour développer la production de truffes.

À Ropraz, François Savary propose des journées d'«école à la ferme», fait de la vente directe de poulets, de porcs, d'agneaux, de veaux et de cerfs ; afin de tirer lui-même ces derniers, il a passé son permis de chasse.

À Lovatens, Olivier Pichonnat a planté 2 500 noyers dispersés sur quinze hectares.

À Gollion, Serge Baudet a commandé en Suisse allemande une vingtaine de bufflonnes d'Asie pour fabriquer de l'authentique mozzarella.

À Oulens-sur-Échallens, Alain Vulliamy a planté 300 variétés différentes de fruitiers ; il pratique l'agroforesterie, produit ses propres pâtes et élève des oies de pâturage.

À Goumoëns, Claude Jaquier cultive ce que ses collègues appellent communément des «mauvaises herbes» : du bleuet, du coquelicot, du fromental, de l'esparcette. Il les revend à un grossiste de semences qui en fait des mélanges pour prairies fleuries.

À Bavois, la chute du prix du lait a poussé Joaquim et Françoise Vez à engraisser 200 taureaux et se convertir dans la culture d'orge brassicole pour leur propre malterie.

À Château-d'Œx, Esther et Nicolas Mottier envisagent d'ouvrir un complexe intégrant leurs élevages de vaches, de porcs, de chèvres, de moutons, de poneys, de lapins, de canards et de poules. Il devrait comporter un hôtel au toit végétalisé, un restaurant qui écoulera leurs produits, un magasin bio, un espace wellness, une salle de conférences et un cabinet de médecines alternatives.

On cultive du quinoa à Treytorrens ; du blé ancien, de l'épeautre, de l'amidonniér et de l'engrain à Pomy ; des myrtilles, des groseilles, du romarin, du thym, de la lavande et de la sauge à Sédeilles.

Partout, depuis quelques années, les initiatives originales fleurissent ; on remet en question la norme, on est critique envers les anciens, on cherche des alternatives, on mesure son bilan carbone, on veut surtout se réaliser, créer une exploitation qui nous ressemble, on invente une manière de faire qui nous est propre.

Chez mes parents aussi, à Villars-sous-Yens, un pas de côté a été entrepris il y a longtemps déjà, dans les années 1990 : une belle initiative

née, comme souvent, en réaction à un fâcheux événement.

Alors que la Coopérative fruitière de Perroy leur achetait depuis des années leurs cerises de table, un employé refusa subitement les quarante plateaux de 20 kilos de bigarreaux que mon père lui livrait, sous prétexte que les fruits n'étaient pas cueillis le jour même. Il faut croire que la colère fut bien vive chez mon père, car il ne répondit rien, il referma simplement le coffre de son break et s'en alla. De retour à la maison, en lançant quelques coups de fil pour écouler le stock auprès de ses proches, il s'aperçut, d'une part, que les marges n'existaient plus, que les prix doubleraient, voire tripleraient, d'autre part, que le lien avec l'acheteur était renoué, qu'il pouvait décrire ses produits, partager sa pratique ; il s'en trouvait valorisé. L'idée germa ainsi de vendre le reste de ses cerises sur un stand improvisé au bord de la route.

Quelques années plus tard, cette même coopérative décida de ne plus accepter non plus ses pommes, pour la raison qu'il était un trop petit exploitant : pas assez de surfaces, pas assez de rentabilité, pas assez de profits, trop de complexité logistique. À partir de ce jour, il n'y remit plus les pieds. Il commença à développer l'autocueillette, qui se révéla être une opération avantageuse : non seulement la main-d'œuvre est gratuite, mais elle achète la récolte à un prix légèrement plus haut que celui de la coopérative. Il diversifia aussi les produits de son marché à la ferme, ouvrit ce dernier tous les samedis, cela bien avant la tendance actuelle au circuit court. Ce fut un partage de compétence gagnant-gagnant entre le tempérament hypersocial de ma mère, qui jouait la vendeuse, et celui hyperactif de mon père, qui filait cueillir ce qu'il fallait en fonction de la demande. Ils trouvèrent ainsi, presque par hasard, le modèle de production qui leur convenait.

Ces vingt-cinq années de marché à la ferme figurent parmi les meilleurs souvenirs de la vie paysanne de mes parents. Cette activité leur appartenait

de bout en bout, ils maîtrisaient tous les maillons de la chaîne, de la taille des arbres au prix de vente des fruits.

Ils appliquaient ainsi au quotidien, sans le savoir, la «règle des 5 R» de l'agriculture idéale selon Sylvie Brunel : Respect de celui qui travaille pour nous nourrir, Reconnaissance de ses efforts, Rencontre entre les mondes ruraux et urbains pour comprendre la complexité de l'agriculture moderne, Responsabilité du consommateur envers le bien-être des paysans et Rémunération digne des services accomplis.

Ces modestes *success stories* ont la sympathie de la population. Les médias raffolent aussi de ces initiatives «à visage humain», «bottom-up», même chancelantes, même balbutiantes. C'est pour ces petits projets une publicité inespérée ; pour le journaliste, c'est un portrait rapidement ficelé, moins chronophage qu'une enquête de fond sur les enjeux de la prochaine politique agricole, l'influence de l'agrochimie sur l'enseignement des écoles d'agriculture ou la valeur des marges récupérées par les grands distributeurs.

Entrez le mot «agriculture» sur le moteur de recherche de votre média préféré, vous n'obtiendrez que des reportages dans des fermes pédagogiques converties à la permaculture, des entretiens avec une vigneronne qui travaille en biodynamie ou un éleveur qui dresse des alpagas pour protéger ses poulets bios. L'agriculture conventionnelle, majoritaire, ne fait pas de vagues, sauf en cas de scandale, pollution ou maltraitance animale, sauf en cas de votation fédérale, sauf en cas d'attaque de loups.

Parmi les nombreux documentaires réalisés autour de la question agricole, on retrouve souvent le même scénario : une petite exploitation décide de tourner le dos aux pratiques modernes, intensives et chimiques pour proposer une alternative. Le protagoniste est un ancien «paysan-bourreau-pollueur» qui fait son mea culpa, parfois en larmes, lance une

campagne de financement participatif, se convertit au bio, renonce à l'élevage, se libère de la grande distribution, se lève tôt et va vendre au marché des légumes de variétés rares, des céréales anciennes à forte valeur ajoutée.

Allez chez votre libraire, demandez-lui un livre sur l'agriculture, il ne vous tendra que des ouvrages militants, des pamphlets d'agroécologie – *Reprendre la terre aux machines*, *Une agriculture qui répare la planète*, *Autoportrait d'un paysan rebelle* –, des odes à une des microstructures autogérées, communautaristes, ou alors des guides de vacances à la ferme.

Il est un titre symptomatique : *Néo-paysans, le guide (très) pratique* (2020) de Sidney Flament-Ortun et Bruno Macias. Ce manuel permet à n'importe quel citoyen de se lancer dans l'agriculture en s'émancipant du « poids des générations passées ». Une agriculture clé en main en vingt leçons. Ou comment créer sa ferme en une année. On y trouve de belles formules : « D'intensive en intrants, l'agriculture devient intensive en connaissances. » Les auteurs recommandent d'éviter les grands investissements en commençant par du petit élevage ou du maraîchage, de s'appuyer sur le *coworking*, de proposer des chambres d'hôtes, de l'événementiel, de l'agrotourisme. Ils conseillent surtout d'avoir de solides connaissances en communication.

Je ne savais plus s'il fallait rire ou pleurer en lisant ce conseil sur l'attitude à adopter avec les voisins paysans : « Il ne faut surtout pas prendre les collègues de haut et leur faire sentir que vous dénigrez leur modèle ou leurs conseils. Il faut rester humble et savoir écouter. S'il y a bien une chose qui énerve les agriculteurs, c'est que quelqu'un de la ville vienne leur dire comment faire en se basant seulement sur les livres. »

Chacune de ces nouvelles manières de faire paysan ou paysanne me touche, toutes les alternatives m'intriguent, m'enthousiasment. En poussant la porte de ces PME novatrices, je rencontrerai forcément des femmes et des hommes débordant d'audace, qui s'engagent pour une société plus juste, plus saine, plus durable. Toutes ces initiatives naissent d'une prise de conscience salutaire, elles sont les symptômes extérieurs d'un organisme qui va mal, notre société de surconsommation, elles redonnent l'espoir d'un autre monde possible, un monde meilleur, mais...

Regardez autour de vous : ces centaines, ces milliers d'hectares qui sont encore cultivés par des paysans conventionnels. Les solutions à la crise de l'agriculture moderne ne peuvent résider uniquement dans le développement de «microfermes», de «marchés de niche» : paniers de légumes, parrainage d'animaux, vergers communautaires. La multiplicité des projets agricoles alternatifs ne suffit pas à constituer une solution globale, une politique agricole.

De même que le fossé se creuse entre la ville et la campagne, j'ai la sensation que les agricultures conventionnelle et alternative font elles aussi bande à part. Que l'on soit d'un camp ou de l'autre, on est toujours seul à avoir raison. On se dénigre réciproquement, on ne se parle plus.

C'est le cas dans mon village, c'est le cas un peu partout. Il est rare de voir tous les acteurs de l'agriculture moderne autour d'une même table pour avancer ensemble, pour faire converger leurs ambitions, résoudre des problèmes, trouver des solutions.

Qu'on le veuille ou non, il s'agit de la même agriculture. Serait-il envisageable de faire de la place aux nouveaux venus sans faire table rase de l'agriculture conventionnelle ? Cette dernière peut-elle prêter une oreille plus attentive aux critiques et aux propositions des défenseurs d'une autre paysannerie ?

Comment réunir celui qui vient d'acheter un nouveau tracteur de 250 chevaux et celui qui cherche à réintroduire la traction animale ?

Celui qui lutte depuis trente ans pour ne pas faire faillite à cause de la chute du prix du lait et celui qui, renonçant au bétail par conviction antispéciste, ouvre un sanctuaire ?

Ce qu'il faut peut-être rappeler, c'est que l'agriculture conventionnelle suisse se démarque déjà par la rigueur de ses lois sur la protection des animaux.

En 1992, elle a été la première au monde à interdire l'élevage des poules en batterie (l'Union européenne annonce vouloir légiférer en 2027) ; elle ne peut heureusement plus couper la queue des cochons ou le bec des poules (ce qui est encore permis dans l'UE) ; il faut anesthésier les veaux que l'on veut écorner (pas d'obligation dans l'UE) ; l'espace minimal pour une truie est de 2,5 mètres carrés (le double de la limite européenne) ; le transport des animaux ne peut excéder huit heures (trois fois moins que dans l'UE).

Ces mesures manquent encore d'ambition – pourquoi écorner ? pourquoi si peu d'espace ? pourquoi ne pas consommer local ? –, mais elles ont malgré tout plusieurs longueurs d'avance sur les pays voisins.

Au-delà de ces lois fédérales, les paysans suisses sont encouragés à pousser plus loin leurs efforts par la prolifération des labels de qualité. Soutenus depuis vingt ans par des paiements directs plus généreux, deux programmes de la Confédération encouragent encore les éleveurs dans cette direction : le premier implique des sorties régulières en plein air, le second, la mise en place de systèmes de stabulation libre.

Un bienfait de l'initiative contre l'élevage intensif que le peuple suisse a rejetée en septembre 2022 a été de révéler que 90 % des fermes respectaient déjà l'exigence des critères : un abattage respectueux des animaux, des

sorties extérieures obligatoires, du fourrage de provenance locale, une limite du nombre d'animaux dans les élevages.

En vérité, on ne trouve pas en Suisse ce que le reste du monde appelle « élevage intensif » ; les statistiques fédérales montrent qu'une ferme compte en moyenne 29 vaches laitières, 45 bovins, 240 porcs, 300 poules pondeuses et 7 700 poulets de chair, une broutille en comparaison des « usines à viande » de l'agri-business américain.

Cette initiative a surtout permis de pointer du doigt l'importation de viandes issues d'élevages bien moins respectueux. Les poulets en batterie sont interdits en Suisse depuis trente ans, mais on en importe toujours, à notre insu, sous forme de nouilles, de biscuits, de mayonnaise ; le gavage des oies est proscrit depuis quarante ans, ce qui ne nous empêche pas de faire venir de France chaque année 200 tonnes de foie gras...

J'en ai conscience, je me fais l'avocat du diable, je me permets de prendre la défense d'une agriculture dont le bilan, ces soixante dernières années, a été une catastrophe pour la faune, la flore, les rivières, les sols. Je ne m'accroche pas à un système périmé. Je ne prône pas l'immobilisme. J'aimerais simplement éviter de « jeter le bébé avec l'eau du bain », écouter le message des jeunes et moins jeunes paysans et paysannes qui n'ont pas attendu ces initiatives contre les pesticides et l'élevage intensif pour amorcer la transition.

La « révolution écologique » de l'agriculture – certes trop lente – est en marche depuis trois décennies en Suisse. Sur ce point aussi, le pays applique les normes les plus sévères du monde : dosages des produits phytosanitaires de plus en plus faibles, liste de plus en plus restreinte des substances autorisées, délais d'application avant la récolte de plus en plus

longs, contrôles de plus en plus fréquents. L'agriculture conventionnelle est déjà «raisonnée» : sans interdire les produits chimiques, elle les limite, les exploite au mieux, en fonction des sols, des climats, des régions.

Aucun paysan conventionnel n'utilise de produits phytosanitaires pour son plaisir ; il ne veut pas détruire son principal outil de travail, la terre. Il cherche à limiter l'usage de ces substances onéreuses, à restreindre ces pratiques nocives en cas de surdose, ces traitements qui deviennent de plus en plus difficiles à appliquer dans des champs en bordure de quartiers habités.

Dans les faits, rien que ces deux dernières années, l'Office fédéral de l'agriculture a interdit une quinzaine de produits, dont les néonicotinoïdes (enrobage des semences de betteraves), le chlorothalonil (fongicide pour les céréales), l'atrazine (herbicide), le diméthoate (insecticide).

L'interdiction de ce dernier touche particulièrement mon père ; sans diméthoate, il n'a en effet aucun moyen pour lutter contre la drosophile suzukii, ces minuscules mouches piqueuses-suceuses qui dévastent les arbres fruitiers. Depuis cinq ans, toute sa récolte est systématiquement condamnée en quelques jours. Il a 80 ans, il le prend avec philosophie. Mais pour les jeunes arboriculteurs, il ne reste qu'une seule solution : emballer intégralement, à partir du sol, les vergers avec des filets anti-suzukii. A-t-on mesuré le bilan écologique de ces installations ? Est-ce bien ce paysage que l'on veut ?

Depuis l'an 2000, septante nouveaux bio-agresseurs sont apparus : des insectes d'autres régions, des champignons, des plantes invasives. Non seulement les paysans conventionnels ne sont de loin pas les seuls responsables du dérèglement climatique, mais ils en sont les premières victimes : outre la mauvaise répartition des pluies, le manque de fourrage en

cas de sécheresse, les incidents accrus de gel et de grêle, le réchauffement amène aussi de nouvelles maladies et de nouveaux ravageurs.

Je rêve moi aussi d'une agriculture 100 % biologique – qui ne le souhaiterait pas ? – mais j'ai le sentiment que dans un contexte aussi complexe que l'agriculture, avec tant d'enjeux imbriqués, un coup de baguette magique ne suffit pas.

L'agriculture biologique se développe d'année en année. Elle a le soutien unanime des médias et d'une large frange de la population. Pourtant, elle plafonne aujourd'hui à 11 % des parts de marché. Comment l'expliquer ?

Pourquoi le consommateur, alerté quotidiennement par les journaux, la radio, les réseaux sociaux, continue-t-il d'acheter des côtelettes de porc importées ? Pourquoi ne préfère-t-il pas la viande locale certifiée «élevée en plein air» ? Pourquoi les produits biologiques restent-ils encore un marché de niche quand l'alimentation saine est à juste titre un besoin ?

En grande partie à cause du prix. Offrant un rendement 20 à 30% plus faible que l'agriculture conventionnelle, il est normal que la culture bio soit plus chère. On constate cependant une surenchère des marges dans cette gamme, le prix étant souvent le double, voire le triple d'un produit sans label. Pour l'instant, ces denrées sont donc réservées à la classe moyenne, ce qui est intolérable : on prive toute une frange de la population d'une alimentation plus saine.

Le label bio perd de son crédit pour une autre raison : l'importation. Comment contrôler scrupuleusement l'application des critères biologiques dans les exploitations étrangères ? Est-ce que cela a du sens d'acheter du raisin bio italien suremballé pour résister au transport ? Ou une pomme labellisée au Chili qui a navigué 14000 kilomètres, via le canal de Panama

et le port de Rotterdam, à bord d'un cargo, dans des containers réfrigérés ? Ou une tomate bio produite au Maroc, avec des ressources hydriques en voie de raréfaction ? Ou une courgette issue d'une entreprise d'Almeria, certifiée par Bio Suisse, qui rémunère ses employés 30 euros la journée ?

Des études révèlent également le risque d'une hausse de la pression parasitaire. Les pratiques biologiques sont efficaces en préventif, mais souvent dépassées lorsque les ravageurs se sont installés. Tant qu'une grande majorité de l'agriculture reste conventionnelle, le risque d'être submergé par ces insectes, champignons, microbes ou virus est négligeable, car les cultures traitées offrent des remparts de protection – c'est la même situation dont bénéficient aujourd'hui les anti-vaccins –, mais qu'advient-il quand les pratiques biologiques seront la norme ?

Enfin – et il s'agit peut-être de la principale faille de ce marché –, quelque louables que soient leurs efforts, les agriculteurs bios n'ont pas pour autant déserté le système néolibéral, productiviste, consumériste ; on peut aujourd'hui faire du bio dans de vastes monocultures, sous des serres en plein hiver, en conservant des partenariats avec les grands distributeurs. Le bio perd ainsi une partie de son potentiel transformateur.

Jusqu'où peut-on «écologiser» l'agriculture tout en conservant la logique de nos sociétés industrielles ? Ou plus globalement, comment promouvoir une agriculture 100 % écologique dans une société qui n'est pas prête à le devenir ?

Mais d'abord, comment transformer l'agriculture sans associer le consommateur ?

On est tous dans la même barque : paysan et consommateur, de la fourche à la fourchette. Une décision impliquant l'un se répercute forcément sur l'autre ; il faut aborder l'avenir ensemble.

Hélas, l'alimentation n'est plus une préoccupation majeure et quotidienne chez les Suisses ; on se soucie davantage de régimes amaigrissants que de sécurité alimentaire. Les dernières famines en Suisse remontent à deux siècles – en 1816, «l'année sans été», lorsque le climat mondial fut dérégulé par l'éruption d'un volcan indonésien –, les survivants sont morts depuis longtemps et leurs cauchemars ne peuvent plus nous atteindre.

Trouver des denrées, les conserver et les cuisiner ne représentent que quelques minutes de notre quotidien ; on commande en ligne des courses qui sont déposées devant la porte. Une fois toutes les deux semaines, on se gare dans un parking souterrain pour remplir un caddie, un frigo, un réfrigérateur : l'opération dure moins de deux heures.

Le budget nourriture a suivi la même tendance, ne constituant que 7 % des dépenses d'un ménage. Une brouille en comparaison des sommes allouées aux hobbies, aux vacances, aux sorties. Ce faible pourcentage explique pourquoi tant de potagers ont disparu des alentours des fermes : les prix cassés des supermarchés rendent ces activités caduques. On en retrouve par contre de plus en plus sur les balcons des bobos urbains, qui visent moins l'autonomie qu'un premier pas vers un retour à la terre, une sorte de *hobbyfarming*.

Pour remettre l'alimentation au centre des préoccupations, il faudrait d'abord rééduquer le goût du consommateur, ses aptitudes à cuisiner, ses connaissances des produits. S'il décidait de n'acheter que des produits locaux, de saison, s'il décidait de manger tous les morceaux d'un animal, de condamner les sucres ajoutés, les émulsifiants et autres additifs, s'il était d'accord pour payer un petit peu plus cher – il le peut, c'est une question de priorité dans ses achats –, l'offre des magasins serait immédiatement bouleversée, sans que l'État, les grands distributeurs ou les multinationales agroindustrielles n'aient leur mot à dire.

En quelques années, la production s'alignerait comme par miracle sur les aspirations d'un consommateur éveillé.

L'État pourrait accélérer ce processus en sortant d'une gestion agricole exclusivement marchande, en remplaçant sa « politique agricole » par une « politique alimentaire », en remettant ainsi au centre du débat la production de nourriture, en cherchant à assurer, d'une part, de bons produits aux consommateurs, et d'autre part, aux paysans un revenu juste.

Durant la pandémie de coronavirus, il était si affligeant de voir le Conseil fédéral fermer tous les marchés de plein air et autoriser l'accès aux grandes surfaces. C'était la preuve d'un soutien très politique envers un système consumériste, l'aboutissement d'un demi-siècle d'hégémonie agro-industrielle sur l'approvisionnement alimentaire.

L'État pourrait au contraire accompagner la sortie du système actuel, pas à pas, par exemple en taxant la vente de produits phytosanitaires de synthèse afin de limiter leur usage, en interdisant les importations de produits au bilan carbone invraisemblable, comme celui des pommes de terre égyptiennes ou des haricots israéliens que l'on trouve chaque année à la Migros.

Et pourquoi ne pas imposer, pour les grands distributeurs, des limites minimales de rétribution des producteurs et des limites maximales de marges de profit, en premier lieu pour les aliments bios ?

L'État pourrait aussi stimuler davantage la recherche indépendante pour trouver de nouvelles variétés résistantes et des alternatives aux produits phytosanitaires.

La terre, le végétal, l'animal ne constituent pas une industrie comme une autre. La production de nourriture ne doit pas obéir aux mêmes critères

que la fabrication de gadgets. Il ne s'agit pas d'un métier de financiers, de communicants, d'ingénieurs.

L'agriculture est le dernier secteur à avoir intégré la société industrielle ; elle sera peut-être, il faut l'espérer, le premier à s'en affranchir.

OceanofPDF.com

L'esprit de la terre

Résumons : il y a une planète, la Terre, formée il y a 4,5 milliards d'années ; la vie serait apparue il y a 3 milliards d'années. Et tout récemment, il y a seulement une dizaine de milliers d'années, une espèce plus « évoluée » que les autres – *homo sapiens* – a cessé de chasser et de cueillir ; elle est parvenue à maîtriser d'autres formes de vie, végétales, animales. Elle a appris à semer, arroser, drainer, irriguer, construire des terrasses, des enclos, désherber, lutter contre les ravageurs. Elle est parvenue à cultiver du blé et élever des chèvres en 9 000 av. J.- C., récolter des pois et des lentilles en -8000, des olives en -5000. Elle est montée sur des chevaux en - 4 000 et a commencé à maîtriser la vigne en - 3 500.

Encore aujourd'hui, 90 % des calories que nous ingurgitons proviennent de produits – blé, maïs, riz, pomme de terre, millet ou orge – cultivés avant 3 500 av. J.- C.

L'agriculture est donc vieille d'au moins 5000 ans, elle s'est imposée à toute l'humanité, même si le chasseur-cueilleur avait un régime alimentaire plus varié et plus riche que celui du cultivateur-éleveur, basé sur des céréales pauvres en minéraux et en vitamines, difficiles à digérer, dangereuses pour les dents.

La vie sédentaire du cultivateur-éleveur a également favorisé les famines ; il fallait désormais assumer la sécheresse et les inondations, les maladies et les ravageurs, plus moyen de leur échapper en migrant.

Il est vrai enfin que la naissance de l'agriculture a eu des répercussions insoupçonnées : l'essor démographique qu'elle a permis et la nécessité d'étendre son territoire ont engendré des tensions, des guerres. C'est pourquoi Yuval Noah Harari écrit dans son best-seller *Sapiens* (2011) que « la révolution agricole fut la plus grande escroquerie de l'histoire ». Selon lui, ce sont les plantes et le bétail qui ont domestiqué l'homme et non le contraire.

Seulement voilà, malgré les nombreuses erreurs commises ces dernières décennies, les paysans et les paysannes appartiennent aujourd'hui à l'infime minorité de ceux et celles qui ont conservé un lien utilitaire à la campagne. Ce sont les héritiers de millénaires de pratique. Ils sont à la nature ce que les artisans sont à la matière. Ils sont les derniers à savoir la travailler, craindre ses caprices, la faire parler, l'élever, la soigner, la rendre généreuse.

La culture et l'élevage sont dans nos gènes, ce sont les fondements de nos sociétés antiques, le pilier de notre survie sur cette planète. Le quotidien contemporain s'est garni d'une multitude de tâches mais l'objectif commun reste le même depuis des millénaires : nourrir nos semblables, huit milliards de Terriens.

Outre la fonction nourricière de l'agriculteur, il y a la qualité de sa « présence au monde ». Même derrière les vitres de la cabine de son tracteur, il figure parmi les derniers êtres humains modernes à savoir lire un paysage. J'aime observer son regard quand il se promène. La campagne a un sens, un message, un objectif, elle est le résultat de multiples initiatives individuelles. Il distingue des variétés, essaie de comprendre comment le collègue s'y est pris, il estime le rendement, imagine les rotations de culture, le rôle des saisons et de l'altitude.

Dans sa pratique quotidienne, le paysan est tour à tour éleveur, vétérinaire, géologue, horticulteur, maraîcher, chimiste, paysagiste, maçon, agronome, mécanicien, météorologue. Il connaît ces gestes simples que les 98 % de la population (dont moi) ont oubliés, ou improvisent maladroitement dans leur jardin : semer, arroser, faucher, désherber, tailler, ramasser, cueillir. Il sait combien de millimètres de pluie sont tombés durant la nuit, si une parcelle manque d'azote, si un arbre fruitier est malade, et de quelle maladie, si une vache est sur le point de vêler ou souffre de piétin.

Lorsqu'il descend de son tracteur, lorsqu'il fait une pause au pied d'un arbre, lorsqu'il s'assoit, il ne jouit pas du grand silence de la campagne, tout vibre autour de lui, la nature lui dicte ce qu'il y aura à faire ces prochains temps, s'il faut arroser, s'il faut protéger, s'il faut se dépêcher, s'il faut laisser faire. Il se penche, attrape une motte de terre, l'effrite : le sol est fertile, ni trop sec, ni trop humide.

Chaque printemps le bouleverse, chaque automne le soulage, chaque saison a son odeur, il ne trouve pas les mots mais ressent en lui une joie profonde, comme quand il arrive avec une belle marchandise au dépôt, quand les vaches sont saines, dodues et qu'elles ruminent au milieu d'un pâturage encore bien fourni, quand on n'entend plus les cloches...

Je sais, je deviens lyrique, je relis ce passage, une fois, deux fois, dix fois, j'adapte quelques tournures, je supprime des adjectifs, j'allège, je resserre, mais j'assume la caricature, c'est un propos que je veux porter, il sonne juste à mes oreilles.

Pourtant je sais, je fais défiler les visages des paysans et paysannes que je connais : cette galerie de portraits ne correspond pas à la figure idéale, romantique, anachronique, fantasmatique.

Éternité paysanne, mon cul.

Vous le savez, vous en connaissez aussi, de ces paysans qui ne se préoccupent ni de la faune ni de la flore, qui n'ont du plaisir que lorsqu'ils peuvent laisser tourner dans le vide le moteur de leur beau tracteur devant la ferme, qui reportent toutes leurs frustrations et leur colère sur le dos de pauvres bêtes dont le rêve n'a jamais été de produire des briques de lait.

Il y a le lourdaud en salopette bleue que l'on croit sage parce qu'il se tait et qu'il a un beau visage, et sitôt sifflé deux bouteilles de blanc, le voilà qui sait tout et vous insulte de ne pas penser comme lui. Il y a le vieux vicelard qui épuise les uns après les autres «ses» Polonais, «ses» Roumains, ses ouvriers temporaires entassés dans des studios, employés au black, payés au lance-pierre. Il y a les ivrognes de l'auberge qui mettent la main aux fesses de la petite Dolorès et plaignent le père Machin qui doit se coltiner un fils douillet, un pédé.

Et pourtant.

En les côtoyant depuis tout petit, je sais que, même sous les plus grossières apparences, subsistent un «savoir-être paysan» (ne riez pas), quelques miettes de ce trésor qui est passé de main en main ces 10000 dernières années, quelque chose d'infiniment précieux, indicible, qu'on appellera ici, par commodité : le goût de la terre.

Lorsque l'on observe la nature tous les jours depuis des années, on prend de la distance avec cet étrange calendrier qui segmente les années en douze mois presque égaux, les mois en journées uniformes, sans égards pour les saisons, le ciel, le climat.

La temporalité est à la campagne une notion qualitative, et non quantitative. Elle n'obéit pas aux unités de temps abstraites, divisibles et constantes, du monde urbain. Il y a toujours une semaine d'avance, quelques jours de retard, en fonction de la lumière du soleil et de l'eau du ciel.

L'agriculture obéit à la croissance végétale ; le bétail n'est pas une machine-outil. Les vaches ne s'éteignent pas le dimanche, elles vivent en continu, comme les plantes, les insectes, les oiseaux et les paysans, les paysannes.

Si l'hiver est paresse, l'été est urgence : la journée grandit alors, elle se prolonge même grâce aux phares de la moissonneuse-batteuse, à cause de l'orage annoncé pour le lendemain. Ces journées paraissent pourtant courtes quand on travaille du matin au soir, et interminables dans l'ennui hivernal, quand le brouillard isole la campagne encore davantage.

L'agriculture n'obéit pas non plus au rythme binaire des jours de travaux et de congé. La limite entre l'activité rémunérée et les loisirs est poreuse ; il ne faut pas compter ses heures, le cahier des charges ne respecte pas les recommandations syndicales, mais souvent, la tâche est régénérante, agréable pour le corps et l'esprit. C'est le contraire des trois-huit des usines. L'ouvrier a des tâches réglées à la seconde près, il est dans l'immédiateté. Le paysan peut vivre sans montre, se référer aux tintements des cloches de l'église, se soumettre à un temps long, intégrant l'héritage reçu et les choix futurs.

C'est pour toutes ces raisons que l'agriculture reste en marge du monde industriel. La mécanisation et l'automatisation des tâches peuvent encore progresser, on va certainement encore accélérer la cadence et uniformiser les rythmes de production ; il y aura toujours des résistances du côté de la

matière première, de la terre, des végétaux, des animaux, du soleil et de la pluie.

On n’embrasse pas la profession de paysan après un examen, un CFC, un entretien d’embauche. Il y a d’abord une empreinte, un *habitus*, un historique familial, une participation aux tâches depuis l’enfance, des jeux dans la grange, un animal fétiche, un grand-père qui balaie devant la maison, une grand-mère qui cherche encore à se rendre utile au potager. Il y a ensuite un patrimoine, un matrimoine – valant souvent plusieurs millions de francs – que des parents acceptent de céder à la valeur de rendement, des parents qui consacrent leur retraite à prêter main-forte comme ouvriers bénévoles, des frères et sœurs qui consentent à perdre leur héritage, une épouse ou un époux qui adopte de facto une vie de ferme.

La société moderne est construite sur des principes qui sont totalement étrangers au paysan. Ce n’est pas un métier de *self-made-men*, de parvenus, «je suis parti de rien», d’arrivistes, «je ne dois ma réussite qu’à moi-même»; on s’insère dans une lignée, on est un maillon dans la transmission d’un domaine, d’un métier.

Du reste, est-ce un métier ? Certains parlent de «vocation». Il y a bien une forme d’appel, de mission, il y a aussi une implication totale, mais cette passion est acquise, transmise, elle se renforce avec le temps. Au début, il y a une forme de devoir : on suit les parents. Et puis, plus on connaît sa terre, plus on y est attaché. On développe des liens profonds avec l’environnement, les bêtes, la nature en général.

Une notion de sécurité apparaît aussi : même si on se tue à la tâche, même si on gagne peu, même si on n’est pas reconnu, on a le luxe

d'organiser son temps, de travailler au plus près de sa famille, de vivre dans un cadre paisible. Alors on devient absolument paysan, comme une fatalité.

Connaissez-vous beaucoup de paysans qui ont décidé de leur plein gré de changer de métier ?

Le problème est que le système actuel en profite, exploite cet engouement. Les paysans sont si convaincus, si désireux de transmettre ce qu'on leur a transmis qu'ils sont prêts à tout, ils s'acharnent, ils s'épuisent, ils minimisent les souffrances. L'idée d'une «vocation» rend inévitable une forme d'auto-exploitation.

Il serait en cela intéressant que les hauts responsables de l'agriculture mandatent un peu moins d'économistes, de techniciens, de gestionnaires de l'environnement, et un peu plus de sociologues. On façonne souvent des modèles conceptuels sans se soucier du ressenti des paysans, du respect de leur dignité, de leur notion d'identité, de leur définition du paysage, de leur appartenance à des mythes communs.

À l'ère des pendulaires, le paysan est l'un des rares adultes à demeurer au village toute la journée. Son rôle est aussi d'assurer une présence, faire vivre un territoire, humaniser des paysages, jouer les médiateurs entre la nature et les gens.

Il est celui que l'on accoste pour demander son chemin ; il connaît les affaires du village, les propriétaires de chaque parcelle, il est souvent de la Municipalité, ou du moins du Conseil communal. Il peut prévenir les incendies, il est celui qui a fait la formation de pompier, qui est sur les lieux avant la brigade de la ville la plus proche.

Avec lui, pas besoin de Fêtes des voisins, d'espaces de rencontres intergénérationnelles ou d'opérations portes ouvertes pour renforcer le tissu social, il incarne la communauté villageoise, il en est le centre de gravité, il s'investit pour les siens, il fauche les bords de route, déneige les trottoirs durant l'hiver, fait tourner l'auberge communale, donne des coups de main pour organiser les manifestations, gère la station d'épuration, fournit les jardins potagers en paille, tond le gazon du terrain de foot, met son champ à disposition comme parking lors d'un festival, accueille les élèves du jardin d'enfants dans son étable, offre une caisse de pommes à l'école, dépanne une voiture embourbée avec son tracteur, s'inscrit comme bénévole pour la fête du village.

Il faudra peut-être le voir disparaître pour saisir les enjeux de sa présence.

Même pourvu d'outils modernes – un tracteur à cabine, un pulvérisateur de produits chimiques, un robot de traite –, il demeure habité intérieurement

par la campagne qu'il sillonne. Il est plus qu'un promeneur de chien, plus qu'un cyclotouriste, c'est une présence assidue, l'esprit du lieu.

OceanofPDF.com

Dialogue renoué, dignité retrouvée

J'ai souvent ressenti chez mes interlocuteurs agriculteurs un fond de méfiance, de prudence. On essaie de voir à qui on a affaire, on joue les taiseux, les solides, on a envie de parler, de parler beaucoup et longtemps, mais on garde ça en dedans, pour ensuite. On veut d'abord savoir sur quel sol on met les pieds, on ne veut pas enfoncer jusqu'au genou et ensuite, c'est trop tard. Alors il y a une posture, une froideur. On parle avec ses grosses mains, le pourtour de ses yeux, les épaules, ça ne fait pas de bruit, mais c'est là, et ça en impose.

Il y a chez celui qui n'est pas du métier – et donc chez moi – l'envie de questionner, de comprendre mais surtout de partager le souvenir d'un fantastique documentaire produit par Arte, sur les femmes paysannes, sur la qualité de l'eau, sur l'exploitation animale, on cite de tête une phrase prononcée par Mélanie Laurent autour de son film *Demain*, on n'ose tout de même pas parler de sa demi-journée de conférence-atelier intitulée « Jardiner en conscience ».

Il y a en réaction un regard définitif et de la nervosité dans les bras – qu'est-ce qu'il me veut, celui-là ? qu'est-ce qu'il connaît de mon métier ? –, ça y est, il s'emporte : « Sais-tu seulement qu'on trouve des pesticides dans ton propre jardin ? Dans tes parcs, dans ton bois de construction, dans la peinture de tes façades et même dans les revêtements de tes routes ? »

Il y a en face celui qui ne veut pas entendre, qui préférerait s'en aller, il est fatigué, il n'a plus envie de se confronter à l'ancien monde qui se

trompe, qui ne veut pas ouvrir les yeux. Il dit son exaspération avec des gestes de la main, une main avec des doigts fins et propres, il porte une tenue faussement négligée, il a de la conversation et, malgré son agacement, une certaine forme d'élégance.

Alors resurgit chez l'agriculteur un profond complexe d'infériorité – lui qui a de la difficulté à s'exprimer, lui qui s'habille n'importe comment –, un complexe compensé par un sentiment de supériorité morale qui le rend à son tour très arrogant, mais aussi très susceptible. C'est que «faire paysan» n'est pas un métier, c'est lui tout entier. Quand on critique l'agriculture, on n'attaque pas sa pratique, sa formation, ses choix, on le critique lui, en personne, en substance, on attaque sa manière d'être. Alors il se braque. Il veut en mettre plein la vue, il ne veut plus partager, il veut montrer, il part lui aussi dans une grande théorie, il est de plus en plus difficile à suivre, sa conversation est truffée d'acronymes, d'abréviations, de marques, de technique, il est fier de son effet, il faut montrer qu'on ne parle pas le citadin ici, qu'ici, on en connaît un rayon.

Mais son interlocuteur, justement, prend la parole pour dénoncer «une domination symbolique d'un langage exclusif».

Fais gaffe, mon gars, tu vas t'en prendre une !

Fin de la discussion.

Le lendemain matin, il y a celui qui, dans la cabine de son tracteur, écoute la radio et se réjouit des bouchons annoncés sur l'autoroute.

Il y a celui qui, immobilisé dans sa voiture, continue d'espérer un changement de vie, un déménagement à la campagne.

Celui qui se sent un peu seul au milieu de son champ, qui est célibataire, qui vit dans une ferme isolée, qui ne tolère plus les regards des villageois, les rumeurs, les médisances, celui qui envie l'anonymat des villes.

Celui qui fend la foule pour rejoindre son appartement, qui ferme aussitôt la fenêtre, il ne supporte plus le bruit des travaux, il rêve de tranquillité, se dit qu'un retour à la terre lui ferait du bien, il a lu qu'en Europe, trois salariés sur quatre rêvent de tout quitter pour changer de vie, oui, s'éloigner de la ville et faire meilleur usage de leurs mains.

J'ai fait un rêve.

Un rêve tout en nuances, un rêve de lenteur, de silence : l'un descendait de son tracteur, l'autre de sa tour d'ivoire. L'un ne prenait plus personnellement les critiques du modèle agricole actuel. L'autre se regardait longuement dans un miroir et, découvrant l'étendue de ses contradictions, adoptait soudain une posture plus humble.

Dans mon rêve, chaque paysan cherchait à comprendre les fantasmes de la ville, la manière de voir le monde. Il se reconnectait à l'opinion publique. Il se comportait comme il le faisait chaque jour avec la météo, les ravageurs et le prix des produits : il s'adaptait à son environnement.

Dans ce rêve, le citoyen arrêta de prendre les agriculteurs pour des irresponsables. Il réalisa qu'ils sont son propre reflet, une partie de lui-même, cette identité terrienne qu'il n'a pas pris le soin de développer. Ils sont ce qui lui manque le plus en ce moment.

Dans mon rêve, chaque paysan demandait pardon pour ses erreurs et celles de ses aïeux, pardon pour l'aveuglement des Trente Glorieuses, et tout ce qui a suivi. Il prenait conscience que même si les réponses des citoyens sont souvent erronées, leurs questions sont légitimes. Il respirait un

bon coup, ne se laissait pas submerger par les émotions, la colère, il écoutait son interlocuteur avant de s'exprimer à son tour.

Tous deux ne parlaient pas le même langage mais ils parlaient de la même chose.

Dans ce rêve, le citadin évitait de prononcer à tout-va les mots « cancérigène » et « pesticide ». Il ne donnait plus de leçons. Il acceptait au contraire de vivre quelques jours le quotidien d'un paysan, mesurant ainsi la complexité de ses choix, le poids de ses responsabilités. Après avoir passé des heures à désherber à la main, il allait s'asseoir à la table de l'agriculteur et lui demandait simplement : « S'il te plaît, raconte-moi ton métier. »

Ce dernier commençait à dépeindre son quotidien, à petits traits sur une immense feuille blanche, en prenant son temps, il ouvrait les portes de son domaine, de son cœur, de son histoire, de ses doutes, de ses espoirs. Il disait les charmes d'un lever de soleil alors qu'il était en train de labourer. Quelques chevreuils surpris en bordure de forêt. Une bonne pluie après des semaines de sécheresse. Ces petits bonheurs qui sont l'essence de son métier. Une joie profonde le submergeait, il avait les yeux humides, il n'y avait plus dans sa bouche que des paroles positives, sa tête débordait de propositions, de collaborations, il n'était plus une victime, il n'était plus un bourreau, il ne se plaignait plus, il ne se sentait plus agressé, il retrouvait sa liberté, sa force...

Ce livre est l'expression d'un malaise, un questionnement, un constat douloureux, pas mal d'espoirs aussi ; ce sont des échos qui me viennent de l'enfance, des échos qui se sont souvent perdus en route, des échos qui résonnent peut-être en vous, je l'espère, on est tous fils, fille, petit-fils, petite-fille, aïeul, aïeule de paysans et de paysannes.

On conserve dans les replis de nos mémoires des odeurs de foin ou de paille, des nuques sèches et striées de rides, de gros doigts blessés et puissants, des regards plissés, des épaules solides, des chemises à carreaux retroussées aux manches, d'amples robes à fleurs, des prairies d'herbes grasses et des ciels immenses, des tétines pleines de lait avec des veines prononcées et des bouses qui éclaboussent l'asphalte, des camarades d'école qui ont maintenant des visages d'agriculteur.

Journal intime, enquête, portraits, pamphlet. J'ai patiemment cherché mon chemin, j'ai rencontré de très belles personnes, je me suis documenté. Je souhaite par ces lignes témoigner au monde paysan ma reconnaissance, mon attachement.

Dans leur immense majorité, les paysans sont des travailleurs responsables, soucieux de produire des aliments sains, obéissant aux nombreuses normes et règlements, aimant leur terre, leurs bêtes. Qu'importe – «Bouseux ! Péouais ! Péquenot !» –, on les rend coupables de tous les maux. Au point qu'ils sont honteux de se présenter comme paysans. Ils se disent «exploitants agricoles», cela fait plus moderne, plus en phase avec le siècle.

Ils resteront toujours les *paisant*, les seules «gens du pays», les propriétaires du paysage.

Ils peuvent être tentés par le piège de la nostalgie, regretter l'ancien temps d'avant-guerre, l'âge d'or d'après-guerre, c'était mieux avant. Beaucoup ne voient plus l'avenir comme une solution. Le grand virage que tant de gens appellent de leurs vœux pourrait pourtant naître de ceux qui sont les plus proches de la nature, des plantes, des animaux : les seuls véritablement connectés à la terre.

S'ils cultivent trop souvent un sentiment d'infériorité sociale, ils savent au fond d'eux qu'ils disposent d'une qualité majeure, indispensable, salvatrice en ce monde de plus en plus virtuel, fait de fantasmes, d'idéaux et de spéculation : la stabilité, l'équilibre, les pieds sur terre, la tête sur les épaules.

C'est pourquoi on envie leurs mains calleuses, leur visage buriné, leur rude poignée de main ; on sent bien qu'on a perdu l'essentiel.

Mais écoutez la rumeur des villes, elles sont en train de craquer, on parle de retour à la terre, on fait des stages, on embrasse des arbres, marche pieds nus, cueille des plantes sauvages. On n'a jamais été aussi mûrs pour accueillir cette voix que les paysans nous refusent, cette voix qui ne triche pas – avec la nature, on ne peut pas tricher –, cette voix calme et posée qui pourrait faire taire le brouhaha des commerciaux, des influenceurs, des politiciens et autres spéculateurs.

Ils font du bien partout où ils passent.

S'ils n'étaient plus là, leur silence nous manquerait terriblement.

Il s'agit du plus vieux métier du monde, il est aussi le plus essentiel.

Puisse-t-on entendre à nouveau dans les foyers – en ville comme dans les campagnes – résonner ce souhait on ne peut plus contemporain, volontaire et audacieux : Papa, je veux faire paysanne ! Maman, je veux faire paysan !

BIBLIOGRAPHIE

BAUMGARTNER Werner, *Le dernier des six*, Éditions d'en bas, 2020.

BONVIN Sylvie, *Les chroniques d'une paysanne*, Terre et Nature, 2012.

«On naît paysanne, jamais on ne le devient.»

BRUNEL Sylvie, *Plaidoyer pour nos agriculteurs*, Buchet-Chastel, 2017.

«Qui connaît mieux la nature qu'un paysan ? Parce qu'il vit à son contact permanent, parce qu'il dépend d'elle, le paysan est un écologiste dans l'âme : il ne peut pas se permettre de détruire ce qui le fait vivre.»

BRUNEL Sylvie, *Pourquoi les paysans vont sauver le monde*, Buchet-Chastel, 2020.

«Nos paysans vont sauver le monde, nous apporter toutes les réponses aux grands défis de la transition écologique et énergétique... si seulement nous prenons le temps de les écouter et de les comprendre.»

CALAME Matthieu, *Enraciner l'agriculture*, PUF, 2020.

«Toute stratégie visant à écologiser l'agriculture dans le cadre des sociétés industrielles semble vouée à l'échec.»

CHAPUIS Jean-Marc, Dominique Barjolle, Christophe Eggenschwiler, *L'agriculture dans son nouveau rôle*, Presses polytechniques romandes, 2008.

CHARRIÈRE Jean-Marc, *Les vaches pleurent*, autoédition, 2020.

«J'ai grandi dans un système familial dans lequel le dévouement était un pilier. Être loyal était une question de survie et c'est une caractéristique que j'ai gardée par la suite. Cela inhibait chez moi toute pensée critique et toute idée de révéler ce que je savais des élevages.»

DÄRENDINGER Ernest, *Ver blanc*, 24 Heures, 1983.

«Ce qui restait comme paysans était préposé à tenir au propre les collines en régions de montagne, qui devaient être uniquement considérées comme des endroits de convalescence pour les travailleurs surmenés des centres urbains.»

DEL AMO Jean-Baptiste, *Règne animal*, Gallimard, 2016.

«Car tout, dans le monde clos et puant de la porcherie, n'est qu'une immense infection patiemment contenue et contrôlée par les hommes, jusqu'aux carcasses que l'abattoir régurgite dans les supermarchés.»

DEPARDON Raymond, *Paysans*, Seuil, 2009.

«Je sais que j'ai eu la chance de vivre mon enfance dans une ferme ! Plus tard, j'ai vécu cela aussi comme un complexe [...]. Combien de fois je me suis bagarré dans la cour de l'école parce qu'on m'avait traité de paysan [...]. Aujourd'hui, je n'ai plus peur de dire mon attachement à la terre des paysans.»

DROZ Yvan et Jérémie Forney, *Un métier sans avenir ? La grande transformation de l'agriculture suisse romande*, Karthala, 2007.

DROZ Yvan et Valérie Miéville-Ott, *On achève bien les paysans*, Georg, 2002.

«La prochaine crise identitaire en Suisse sera peut-être celle des citoyens qui voudront retrouver les sensations fortes du travail de la terre» (préface de Fernand Cuhe).

DROZ Yves et Valérie Miéville-Ott, *Malaise en agriculture, une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France-Québec-Suisse*, Khartala, 2014.

«Les enquêtes qualitatives conduites auprès des familles endeuillées par un suicide d'un des membres de la famille agricole laissent penser que ce décalage entre les raisons d'entrée dans le métier d'agriculteur et la réalité de l'exercice du métier est un des motifs explicatifs du passage à l'acte.»

DUTOIT Louison, *Le courage de la terre*, Éditions d'en bas, 2016.

«À mes 80 ans, j'assiste à la victoire du veau d'or décimant notre société.»

FLAMENT-ORTUN Sidney et Bruno Macias, *Néo-paysans, le guide (très) pratique*, France Agricole, 2020.

«Nous avons nous-mêmes mené un processus de changement de vie, nous sommes des néo-paysans et avons écrit le livre que nous aurions aimé lire avant de nous lancer.»

FOLLONIER Jean, *Le paysan des étoiles*, Mon Village, 1980.

«Ils trouvent nos villages jolis, nos coutumes pittoresques. Ils disent qu'il ne faut rien changer, que nous sommes les plus heureux de la terre. S'ils prêchent cela, ce n'est pas par souci de notre bien-être, mais du leur, parce qu'ils veulent trouver chez nous des réserves d'air pur et de silence.»

FORNEY Jérémie, *Produire du lait, produire du sens*, Université de Neuchâtel, 2010.

FOTTORINO Éric, *Mohican*, Gallimard, 2021.

«Sans la chimie, sans nos machines, jamais on n'aurait fait de notre pays une puissance agricole. C'est bien beau à présent de rêver écologie, petites fleurs et légumes bio. Mais si on était partis

dans cette direction après la guerre, crois-moi, il y a longtemps qu'on aurait tous crevé de faim.»

GIONO Jean, *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, Héros-Limite, 2013.

JONCOUR Serge, *Nature humaine*, Flammarion, 2020.

«Dans les campagnes, tous les fermiers le savaient, une fois que vos enfants avaient goûté à la ville, ils n'en revenaient plus.»

LAFON Marie-Hélène, *Joseph*, Buchet-Chastel, 2014.

«Quand on rentre dans une étable bien tenue, l'odeur large des bêtes est bonne à respirer, elle vous remet les idées à l'endroit, on est à sa place.»

MARCHET Florent, *Le Monde du vivant*, Stock, 2020.

«En supprimant les bocages, les haies, tout ça, ils ont bousillé la biodiversité dans les campagnes. Ça a créé de l'érosion et privé la terre d'oxygène, d'azote. Et les abeilles ? C'est simple, on n'en voit plus.»

MENDRAS Henri, *La fin des paysans*, Actes Sud, 1993 (première édition : 1984).

«Nourrir l'humanité est la juste fierté du paysan qui y voit une sorte de vocation où l'homme prolonge l'œuvre du créateur en entretenant la vie.»

NICOURT Christian, *Être agriculteur aujourd'hui*, Quae, 2013.

PARMENTIER Bruno, *Nourrir l'humanité*, La Découverte, 2007.

«Pour être entendu du reste du monde, le monde agricole ne gagne rien à la plaidoirie d'un avocat issu de son sein. Un regard extérieur offre parfois un éclairage neuf sur une réalité complexe» (préface d'Edgard Pisani).

POPP Hans, *Le siècle de la révolution agricole : l'agriculture et la politique agricole suisses au 20^e siècle*, Agri, 2001.

RABHI Pierre, *Semur d'espoirs*, Olivier le Naire, 2013.

«Il ne reste que des exploitants agricoles, voire des industriels de la terre perchés sur leurs énormes tracteurs avec cabine insonorisée, climatisée, et la radio pour atténuer l'ennui des grands espaces dénudés à l'infini dans un désert où le silence évoque celui de la mort.»

ROCHAT Jean-Pierre, *Petite Brume*, Éditions d'autre part, 2017.

«Ramuz, c'était le dernier à décrire les paysans, après on s'est intéressé à plein d'autres trucs et dans les romans contemporains, on ne voit les tracteurs que de loin.»

ROUD Gustave et Steven-Paul Robert, *Lettres de jeunesse*, Cahiers Gustave Roud, 1981.

«Si je regarde ce milieu de l'université c'est en paysan, si je considère le milieu villageois, c'est en "étudiant" !» (mars 1916).

SAPORTA Isabelle, *Le livre noir de l'agriculture*, Fayard, 2011.

«Rogner un peu sur ses marges pour que l'éleveur vive bien, que les bêtes soient heureuses et que nous soyons en bonne santé, voilà un geste que la grande distribution pourrait aisément se permettre.»

TRASSARD Jean-Loup, *Traquet-motteux*, Le temps qu'il fait, 1994.

«À l'époque d'une hâte générale orchestrée vers la tombe (d'autres producteurs-consommateurs vous remplaceront) nous pourrions essayer, en nous approchant mieux des civilisations rurales, de sauver au moins le souvenir, resté net, d'autres rythmes de vie que les nôtres.»

WURSTEMBERGER Hugues de, *Paysans*, textes de Didier Schmutz, La Sarine/Hazan, 1997.

24 Heures (collectif de journalistes), *La clé des champs*, Favre, 2019.

OceanofPDF.com

Achevé d'imprimer
en mars deux mille vingt-trois
sur les presses de CORLET,
à Condé-sur-Noireau, France,
pour le compte des Éditions Zoé
Composition Joseph Maye, Genève



OceanofPDF.com